

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU REMPLACEMENT
DES
RENTES VIAGÈRES
PAR UN CAPITAL

En matière d'Accidents du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 29 janvier 1914, à 3 heures

PAR

Jean MEUNIER

Président : M. JAY, *professeur*
Suffragants { M. DESCHAMPS, *professeur*
M. GIDE, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU REMPLACEMENT
DES
RENTES VIAGÈRES
PAR UN CAPITAL

En matière d'Accidents du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 29 janvier 1914, à 3 heures

PAR

Jean MEUNIER



<i>Président :</i>	M. JAY, <i>professeur</i>
<i>Suffragants</i> {	M. DESCHAMPS, <i>professeur</i>
	M. GIDE, <i>professeur</i>

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1

1914

Digitized by the Internet Archive
in 2026

PLAN DE LA THÈSE

Nous avons suivi dans cette étude l'ordre indiqué par la loi même du 9 avril 1898.

Nous nous occuperons en conséquence, dans un chapitre premier, du *remplacement automatique des rentes par un capital*.

Ce chapitre sera lui-même divisé en deux paragraphes, le premier traitant de la situation faite au *conjoint survivant* titulaire d'une pension, en cas de remariage ; le deuxième, du cas de *l'ouvrier étranger* créancier et quittant la France, avec une annexe qui traitera de l'effet de la révision sur la conversion en capital, des rentes allouées aux ouvriers étrangers.

Dans un chapitre deux, nous étudierons la *conversion facultative des rentes en capital*.

Comme le chapitre premier, le deuxième comportera deux paragraphes :

L'un réservé à la *conversion en capital du 1/4 de la rente* prévue par l'article 9, l'autre à la *conversion des rentes inférieures à 100 francs* prévue par l'article 21.

Enfin, dans un troisième et dernier chapitre, comprenant quatre paragraphes, nous étudierons :

Les indemnisations allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit mises à la charge des tiers responsables.

La question de l'insaisissabilité des capitaux représentatifs des rentes.

La question de la garantie du paiement des capitaux représentatifs des rentes.

RÉFÉRENCES

Outre les grands recueils de jurisprudence, nous avons eu recours pour notre travail, aux recueils et ouvrages ci-après :

Journal Officiel.

VILLETARD DE PRUNIÈRES. — *Recueil spécial des accidents du travail.*

Bulletin du Comité permanent du Congrès international des accidents du travail.

SACHET. — *Traité sur les accidents du travail*, 1899.

LOUBAT. — *Traité sur le Risque professionnel*, 1899.

MOURRAL et BERTHIOT. — *Accidents du travail*, 1906.

DUCHAUFFOUR. — *Accidents du travail*, 1906.

CABOUAT. — *Traité des accidents du travail*, 1907.

INTRODUCTION

DU REMPLACEMENT
DES
RENTES VIAGÈRES
PAR UN CAPITAL

En matière d'Accidents du Travail en France

INTRODUCTION

Le système du risque professionnel, en matière d'accidents du travail est actuellement consacré par la plupart des législations contemporaines.

Aujourd'hui l'accident du travail entraîne pour la victime une indemnité.

Nous nous sommes proposé dans ce travail d'étudier les cas où les victimes d'accidents du travail, peuvent, dans la législation française, recevoir sous forme de capital, l'indemnité à laquelle ils ont droit.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident du travail devait, lorsqu'il voulait obtenir réparation du préjudice causé, faire

la preuve de la faute du chef d'entreprise ou de ses préposés. Cette preuve étant le plus souvent impossible à faire, la victime ou ses ayants droit ne recevaient aucune indemnité.

Si au contraire, la faute du chef d'entreprise ou de ses préposés était prouvée, l'article 1382 du Code civil trouvait alors son application, et la victime de l'accident, ou ses ayants droit recevaient la réparation intégrale du préjudice causé.

Cette réparation pouvait alors être faite soit sous forme de rente, soit sous forme de capital. En tous cas, elle était complète, dans la mesure du moins où l'argent peut réparer l'incapacité physique, ou suppléer à la disparition d'un travailleur dont le salaire faisait vivre les siens.

La loi de 1898 ayant substitué au régime du droit commun le système de la responsabilité forfaitaire en matière d'accidents du travail, les victimes de ces accidents ou leurs ayants droit sont indemnisés dans tous les cas, sauf au cas de faute intentionnelle.

Plus besoin n'est à l'ouvrier de faire la preuve de la faute de son patron ou de ses préposés ; par cela seul qu'il a été blessé par le fait du travail ou à l'occasion du travail, il a droit à une indemnité. Mais cette indemnité ne saurait alors être la réparation intégrale du droit commun ; chacune des parties abandonne une part des droits et des charges que laissait l'article 1382 : d'une part, en effet, l'ouvrier

n'a plus besoin de faire la preuve difficile, souvent impossible, de la faute, mais il ne reçoit qu'une réparation partielle du préjudice ; d'autre part, le patron doit dans tous les cas payer une indemnité à l'ouvrier victime d'accident du travail, mais sa responsabilité est limitée, et ne va pas au delà de certaines quotités variables d'ailleurs, mais fixées impérativement par la loi.

De cette sorte de transaction, résulte le caractère forfaitaire de la loi sur le risque professionnel en matière d'accidents.

Ce système constitue à n'en pas douter, pour la masse des travailleurs, un progrès considérable de la législation industrielle. Néanmoins, son caractère bienfaisant échappe fréquemment aux victimes d'accidents du travail.

En effet, là où jadis l'application de l'article 1382 du Code civil leur eût parfois permis de toucher une indemnité considérable, la victime ou ses ayants droit ne reçoivent maintenant bien souvent qu'une somme qui leur parait généralement insuffisante pour compenser le dommage subi.

Cette prétendue infériorité, iniquité même, disent les victimes ou leurs ayants droit, est particulièrement manifeste lorsque la victime est décédée des suites d'un accident du travail. Accablés par la douleur où les plonge la disparition de l'être qui les aidait à vivre, les ayants droit de la victime décédée

ont, en effet, une tendance bien naturelle à attribuer la mort à la faute du chef d'entreprise.

Ils voudraient en conséquence obtenir la réparation totale du préjudice. Le système de la responsabilité forfaitaire leur interdisant pareille prétention, ils crient à l'injustice, et à l'iniquité.

Un pareil raisonnement est un oubli flagrant des doctrines d'humanité et de solidarité; en effet, pour pouvoir venir dans tous les cas en aide aux victimes d'accident du travail, la loi demande dans tous les cas à chaque victime, une diminution de ses exigences, comme dans tous les cas elle grève le patron d'une charge pécuniaire.

Mais les doctrines généreuses de solidarité que l'on invoque si souvent lorsque l'on en peut profiter, sont traitées de spoliatrices, lorsqu'elles semblent faire tort, tant il est vrai que le malheur d'autrui semble toujours léger à côté du sien propre.

Le principe forfaitaire de l'indemnisation des accidents du travail étant admis, la question se posait de savoir sous quelle forme l'indemnité serait allouée.

On discuta longuement la question de savoir si une victime atteinte d'une infirmité incurable, devait être indemnisée par le paiement d'un capital ou par le versement périodique des arrérages d'une rente. Antérieurement à la loi de 1898, certains chefs d'entreprise s'étaient assurés contre les accidents du travail. Les compagnies d'assurances ne garantis-

saient alors que le paiement d'un capital en cas d'incapacité permanente, et elles se réservaient le droit, si l'ouvrier avait plus de soixante ans, de transformer ce capital en une rente viagère, calculée d'après l'âge de l'ouvrier. Quelques polices stipulaient uniquement des pensions, d'autres enfin laissaient au bénéficiaire le choix entre un capital et une rente viagère.

La législation de 1898 a au contraire posé formellement le principe que les indemnités dues en cas d'accident entraînant la mort ou une incapacité permanente, partielle ou absolue, seraient payées en rentes viagères.

Ce principe est contenu dans l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 qui énumère la quotité de la rente à allouer aux victimes et à leurs ayants droit en cas d'accidents.

L'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Pour l'incapacité partielle et permanente à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas de décès de la victime, il est alloué une rente égale à 20 0/0 du salaire au conjoint survivant.

Aux enfants âgés de moins de seize ans, une rente

de 15, 25, 35, 40 o/o suivant qu'il y a 1, 2, 3, 4 enfants ou plus.

Le système d'indemnisation en rentes, des victimes d'accident du travail, est conforme à la tendance générale de la législation industrielle contemporaine.

Cette législation a en effet un caractère de paternité bien net ; ses dispositions tendent à défendre l'ouvrier contre lui-même, dans certains cas malgré lui-même.

On considère l'individu, et plus encore l'ouvrier, qui, par définition, vit au jour le jour, comme un être faible, ignorant, et incapable de se défendre contre les embûches de toutes sortes qui se pressent sur ses pas.

Le législateur agit donc vis-à-vis de lui comme un père, qui, connaissant l'imprévoyance et la faiblesse de ses enfants, a soin de les tenir loin du danger.

C'est ainsi que, dit-on, l'argent constitue pour ceux qui le possèdent, lorsqu'ils n'en ont pas l'habitude, un risque considérable. Habitué à surveiller parcimonieusement ses dépenses, l'ouvrier devenu subitement propriétaire d'une somme relativement élevée, va la dépenser aussitôt à satisfaire des besoins aussi futiles qu'inutiles, et tombant alors dans une misère d'où il ne pourra plus s'évader, vivra désormais à la charge de la société. C'est précisément ce qu'a voulu éviter le législateur en accordant aux victimes d'accident du travail

atteints d'une incapacité permanente, une indemnité sous forme de rente qu'elles seront sûres toujours, et en tous cas, de toucher.

Nous ne doutons pas, certes, de la pureté des intentions du législateur, et nous ne contestons pas la nécessité d'indemniser, en principe sous forme de rentes, les victimes d'accident du travail, ni non plus que ce système ne soit généralement le plus avantageux aux vrais intérêts des ouvriers.

Nous aurons cependant l'occasion, au cours de ce travail, de discuter dans quelques cas le système de la loi.

Remarquons toutefois dès à présent que l'indemnisation en rentes, tout en ayant été incontestablement décidée dans l'intérêt de l'ouvrier, constitue également un avantage pour le patron.

En effet, le système français du risque professionnel n'a pas admis l'assurance obligatoire ;

Le patron n'étant pas obligatoirement assuré, il devenait impossible de lui imposer le versement d'une somme dont l'importance pouvait le gêner, parfois même l'amener à suspendre ses paiements. Cette opinion était du reste celle de M. le sénateur Poirrier, lorsque, à la séance du 7 mai 1898, combattant le dernier vestige de l'assurance obligatoire qui subsistait encore dans le projet de loi, à savoir l'obligation pour les chefs d'entreprise de verser le capital constitutif des pensions, il disait :

Aujourd'hui, quand un chef d'entreprise est condamné par les tribunaux à payer une pension à un ouvrier victime d'accident, il arrive souvent que le jugement l'oblige à constituer le capital représentatif de cette pension quand il ne l'astreint pas à l'obligation plus lourde encore, d'acheter un titre de rente à immatriculer au nom de la victime ou de ses ayants droit pour l'usufruit. Cela ne pourra plus avoir lieu, avec le projet qui vous est soumis. Il y est dit, en effet, que l'industriel, condamné à payer une pension, ne pourra pas se voir imposer la réalisation du capital de cette pension, et vous voyez d'ici, Messieurs, l'avantage considérable de cette disposition.

Si un industriel, un petit industriel surtout, qui a eu l'imprudence de ne pas s'assurer, est condamné au paiement d'une pension annuelle de 300, 400 ou 500 francs, il pourra, à la rigueur, faire face à un pareil paiement, mais, voyez-vous un petit patron obligé de verser le capital constitutif de cette pension, c'est-à-dire obligé de verser 10.000, 12.000 ou 15.000 fr.

Ce serait la ruine pour lui. Assurément il est désirable que chacun s'assure ; mais dès l'instant que, pour les raisons les plus sérieuses, nous n'avons pas voulu de l'assurance obligatoire, nous devons éviter de pareilles catastrophes à ceux qui n'auront fait que profiter de la liberté qui leur est accordée.

Cette citation vient à l'appui de ce que nous avançons plus haut, à savoir que la prohibition de l'indemnisation des accidentés du travail sous forme de capital n'a pas été décidée uniquement dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Loin de nous d'ailleurs, l'idée de désavouer l'intérêt qui existe en pareille matière à ménager les intérêts des chefs d'entreprises. Bien au contraire, nous pensons que, en matière d'accidents du travail,

comme dans tout le vaste domaine de la législation industrielle, le véritable intérêt de chacun est étroitement lié à celui de tous, et que la solution des problèmes que pose chaque jour le développement des idées d'humanité, d'équité et de solidarité, doit être cherchée dans l'entente entre les classes ouvrières et les classes patronales, et non pas dans les doctrines qui dressent ces mêmes classes l'une contre l'autre.

La loi de 1898 a donc, en exécution des idées émises par le législateur, posé le principe que le capital représentatif des pensions ne pourrait être exigé des débiteurs. Cette garantie en faveur des débi-rentiers est formellement exprimée dans l'article 28, alinéa 1 de la loi du 9 avril 1898.

Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

La loi de 1898 prévoit cependant certaines exceptions au principe de l'indemnisation sous forme de rente. C'est ainsi que la victime peut demander, que le quart au plus de la rente qui lui a été allouée, lui soit attribué en capital ; le débi-rentier peut donc être amené à verser le capital représentatif dudit quart.

Certains esprits avaient cru trouver une contradiction entre ces deux dispositions : celle de l'article 28 et celle de l'article 9 ; cette contradiction apparente

avait soulevé lors de la discussion au Sénat, le 4 mai 1898, une objection de M. Waddington.

Évidemment disait l'honorable sénateur, il y a contradiction entre ces deux articles. En vertu de l'article 9, la victime peut exiger le versement du capital, et en vertu de l'article 28, le chef d'industrie répondra que le versement du capital n'est pas dû.

M. le ministre du Commerce, fournit une explication assez confuse, d'après laquelle il n'y avait pas contradiction entre les articles 9 et 28, parce que l'article 28 ne règle que le cas de pensions allouées, et non celui de la totalité de l'indemnité.

« Il y aurait contradiction, disait le ministre du Commerce, si l'article 28 était ainsi conçu : « Le versement du capital représentatif de *l'indemnité* », mais l'article 28 porte : « Le versement du capital représentatif des *pensions allouées* ». Et, concluait-il, les pensions allouées représentent les trois quarts de l'indemnité pour l'ouvrier qui a préféré le quart en capital ».

Cette explication ne satisfait pas l'esprit auquel elle ne paraît pas claire. La vérité est, qu'il n'est nullement contraire à la disposition de l'article 28 (*le versement du capital représentatif des pensions ne peut être exigé des débiteurs*) d'admettre la possibilité d'une remise d'espèces prélevée sur le capital représentatif de la pension, cette remise s'effectuant, non à TITRE DE GARANTIE D'EXISTENCE DE LA RENTE, ce

qui heurterait, en effet, la disposition de l'article 28, et lui enlèverait une part de son utilité, mais ce qui est très différent, à titre de PAIEMENT DÉFINITIF DE L'INDEMNITÉ elle-même, convertie pour partie en capital ».

Au surplus, l'article 28 et l'article 9 traitent des matières différentes, ainsi que le disait clairement M. le sénateur Bérenger, président de la Commission chargée de soutenir le projet de loi devant le Sénat, en mars 1898.

La vérité, ce me semble, disait M. Bérenger, est que l'article 9 est relatif aux pensions qui ont été allouées par les tribunaux. Le bénéficiaire de la pension peut demander qu'on lui attribue le 1/4 du capital. Voilà qui est réglé par l'article 9, et les deux ou trois articles qui suivent.

Toute cette question de règlement de la pension est terminée. C'est en quelque sorte une loi spéciale dans la loi générale. Puis arrivent les titres suivants ; et parmi ces titres, celui qui règle les garanties qui doivent être imposées au chef d'industrie dans tel ou tel cas. C'est à propos de ces garanties que l'on dit que, comme garantie, on ne pourra jamais exiger le versement du capital représentatif de la pension. Vous voyez, concluait M. le sénateur Bérenger, que c'est là un ordre d'idées tout différent, et que les deux articles ne traitent pas, en définitive, de la même matière.

La législation française sur les accidents professionnels a donc adopté, nous l'avons dit, le principe du paiement des indemnités sous forme de rentes viagères. Elle a cependant, dans certain cas, gravement dérogé à ce principe.

Pour certaines catégories d'indemnitaires, lorsqu'ils se trouvent dans certaines conditions, le paiement de l'indemnité a lieu sous forme de capital. Pour ces indemnitaires le paiement en capital apparaît comme une véritable déchéance, comme une sorte de pénalité, puisqu'en effet il est alloué, non pas le capital représentatif de la rente à laquelle ils avaient droit, mais purement et simplement un capital égal à trois annuités.

Ces indemnitaires sont : d'une part, *le conjoint survivant qui se remarie* et, d'autre part, *les ouvriers étrangers qui abandonnent le territoire français*.

On peut, jusqu'à un certain point, comprendre les raisons qui ont motivé l'application aux ouvriers étrangers d'un régime aussi défavorablement exceptionnel.

On peut légitimer son existence, par la crainte de l'envahissement des industries françaises par la main-d'œuvre étrangère, par le désir de se conserver une arme dont les traités diplomatiques peuvent, suivant le moment, annihiler ou renforcer l'efficacité. Mais ce même traitement appliqué aux veuves, nous paraît aller directement à l'encontre des louables efforts, hélas inutiles, que l'on tente de nos jours pour combattre la diminution de la natalité française.

Sans doute, la rente allouée au conjoint survivant d'une victime tuée au cours du travail ou par le fait du travail, est destinée à remplacer en partie le

salaire que gagnait de son vivant l'époux ou l'épouse.

Sans doute aussi, par le fait du remariage, le conjoint survivant retrouve le secours que la mort lui avait enlevé, et alors il est conforme à la lettre de la loi de 1898 de faire cesser le service de la rente primitive, mais un pareil système, qui prive le conjoint survivant d'une partie presque toujours assez considérable du capital représentatif de sa rente, peut, d'une part, empêcher bien des remariages, et d'autre part, il ne fait rien qui permette aux nouveaux ménages d'élever plus facilement une nombreuse famille.

Il est vrai qu'en laissant au conjoint survivant, même en cas de remariage, la totalité de son indemnité, on procure en quelque sorte un réel bénéfice au veuf ou à la veuve qui se remarie ; que la loi de 1898 n'a pas entendu que ses dispositions permettent aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit un gain quelconque. Mais les veuves de fonctionnaires crédirentières, lorsqu'elles convolent en secondes noces n'apportent-elles pas à l'époux que souvent a tenté cet appât, la pension que lui a procuré la mort de son premier mari.

Il est vrai encore, que lors du vote de la loi de 1898, la question de la dépopulation ne se posait pas encore avec toute la gravité angoissante qu'elle a prise aujourd'hui. Mais il serait facile au législateur d'apporter au texte la modification qui pourrait

favoriser dans une certaine mesure, la fécondité des ouvrières françaises, tout au moins arracher tant d'enfants à la mort, et, bien qu'une pareille modification tienne en échec un des principes de la loi de 1898, nous souhaitons que le législateur de demain ait l'audace de prendre une détermination dont les conséquences pourraient être fertiles en résultats.

Si dans le cas de remariage du conjoint survivant, ou dans celui d'abandon du territoire français par l'ouvrier étranger, le remplacement de la rente par un capital apparaît comme une sorte de pénalité, le paiement de l'indemnité par un capital se présente dans d'autres cas comme une véritable faveur, et comme tel est entouré de multiples précautions. C'est ainsi que la conversion en capital du $\frac{1}{4}$ au plus de la rente autorisée par l'article 9, n'est accordée qu'à certaines conditions, et que la Chambre du Conseil doit apprécier souverainement l'opportunité de cette forme de paiement.

C'est ainsi encore, que la conversion en capital des rentes inférieures à 100 francs n'est possible que d'après un certain tarif et pour les indemnitaires majeurs seulement. A cet égard, il est intéressant de signaler que la tendance du législateur a toujours été de réduire la possibilité de ces paiements en capital.

En effet, les premières propositions tendant à permettre la conversion en capital d'une certaine

quotité de la rente, prévoyaient que cette quotité pourrait être du tiers du capital représentatif de la rente.

La loi n'a autorisé finalement que la conversion du quart au plus de la rente.

De même, les premiers textes donnaient à l'indemnitaire le droit *d'exiger* le paiement en capital du $\frac{1}{4}$ de la rente; le texte actuel l'autorise seulement à *demande*r cette conversion, et confie à la Chambre du Conseil le pouvoir souverain de l'accorder ou de la refuser.

En second lieu, en ce qui concerne les rentes inférieures à 100 francs, la loi de 1898 en autorisait la conversion totale sans aucune condition de tarif ni d'âge de l'indemnitaire. En cela d'ailleurs elle ouvrait la porte à des abus iniques auxquels est venue mettre fin la loi du 31 mars 1905 qui n'accorde plus la conversion des rentes inférieures à 100 francs qu'au titulaire majeur, et qui, d'autre part, impose l'obligation d'effectuer le rachat d'après le tarif de la Caisse nationale des retraites.

Enfin, lorsqu'il s'agit des accidents causés par un tiers responsable, c'est-à-dire par une personne étrangère à l'entreprise où est employée la victime, la loi du 9 avril 1898 laissait à l'accidenté ou à ses ayants droit la faculté d'obtenir réparation du préjudice, conformément aux règles du droit commun; et conformément à ses mêmes règles, l'indemnité

que le tiers responsable était condamné à payer à la victime pouvait consister en un capital.

La loi du 30 mars 1902 est venue supprimer cette possibilité pour un ouvrier de recevoir un capital important. Cette loi dispose, en effet, que lorsque la victime d'un accident du travail ayant entraîné une incapacité permanente, ou la mort, obtient une indemnité, en actionnant conformément au droit commun les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, cette indemnité doit être attribuée sous forme *de rente servie par la Caisse des retraites*.

Ainsi, la législation a redouté toujours davantage de voir un capital important tomber entre les mains de l'ouvrier ; nous aurons l'occasion de voir au cours de cette étude si cette crainte est toujours justifiée.

CHAPITRE PREMIER

DU

Remplacement automatique des Rentes

PAR

UN CAPITAL

§ I

DU REMPLACEMENT DE LA RENTE

DU CONJOINT SUIVANT EN CAS DE REMARIAGE

ARTICLE 3, LOI 9 AVRIL 1898 MODIFIÉE 31 MARS 1905

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 o/o du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

Nous nous sommes étendu quelque peu sur la situation faite par la loi de 1898 en cas de remariage du conjoint survivant de la victime d'un accident du travail. La plupart des auteurs ne lui consacrent que de courtes lignes.

Il nous paraît cependant qu'on ne saurait accorde

trop d'attention à une situation généralement défavorable aux intérêts réels de l'individu et toujours préjudiciable à la société.

En cas de décès de la victime d'un accident du travail, il est alloué au conjoint survivant une rente égale à 20 o/o du salaire.

Mais en cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui est alloué le triple de cette rente à titre d'indemnité totale. Cette disposition a un caractère exceptionnel à deux titres différents : d'abord parce qu'elle déroge gravement au principe d'après lequel les indemnités dues aux victimes d'accident du travail sont payées en rentes viagères, et ensuite parce que dans ce cas, comme du reste dans le cas des ouvriers étrangers, la pension est remplacée par une somme qui est loin de constituer le capital représentatif de la rente.

Nous devons donc rechercher les raisons qui ont amené le législateur à cette dérogation au principe général de l'indemnité en rente, et aussi celles qui ont fait adopter le remplacement de la pension par une somme égale à trois annuités.

Raisons qui ont amené le législateur à allouer au conjoint survivant en cas de remariage le triple de la rente à titre d'indemnité totale. — Ces raisons doivent être cherchées dans

les différentes discussions qui ont précédé au Parlement le vote de la loi du 9 avril 1898. On conçoit, en effet, qu'à un conjoint survivant titulaire d'une pension d'accident du travail, deux situations extrêmes puissent être faites, en cas de remariage. On peut soit lui conserver sa pension intégrale, soit au contraire supprimer purement et simplement cette dernière.

La deuxième solution, quoique rigoureuse, peut paraître plus conforme à la logique des principes de la loi de 1898. Si l'on admet que la pension accordée au conjoint survivant doit seulement remplacer pour partie le salaire de la victime, salaire dont il vivait, il semble inutile de donner aucune indemnité au conjoint qui se remarie, puisque la nouvelle union lui doit rendre les ressources dont l'avait privé le décès de la victime. Ce sont ces idées que M. Julien Goujon exprimait à la Chambre des Députés le 5 juin 1893 lorsqu'il soutenait un amendement d'après lequel, en cas de remariage, le conjoint survivant était déchu du bénéfice de la rente allouée. M. Goujon disait, en effet, à cette époque :

Dans un foyer l'homme et la femme doivent apporter chacun son contingent de travail... Si l'on vient à supprimer l'une de ces deux forces, mari ou femme, il est juste qu'une indemnité soit accordée qui remplace le salaire régulièrement apporté. Mais, quand on accorde une indemnité à une veuve par exemple, c'est qu'on suppose que son salaire personnel ne lui permettra

pas de faire face aux obligations du ménage entier... c'est donc au *foyer* que vous accordez une indemnité et non à la personne du conjoint survivant.

Le législateur devait s'inspirer d'idées d'humanité plus équitables et plus favorables au remariage du conjoint survivant.

En effet, malgré l'intervention de M. Goujon, le texte proposé à la Chambre des Députés en 1893, était ainsi conçu :

Au conjoint survivant est accordée une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime à condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident. Le conjoint contre lequel le divorce ou la séparation de corps a été prononcée, n'a pas droit à cette rente.

De ces dispositions résultait qu'en cas de remariage le conjoint survivant conservait entière la pension qui lui avait été allouée.

Si le législateur ne devait à aucun moment s'arrêter à un système qui devait en cas de remariage, supprimer purement et simplement la pension allouée au conjoint survivant, les idées émises par M. Goujon trouvèrent néanmoins un certain écho au sein du Parlement et furent dès 1895 adoptées pour partie dans le texte proposé au Sénat par la Commission. En effet, le texte voté dans cette assemblée, le 8 juillet 1895, conservait au conjoint non divorcé ou séparé de corps le bénéfice de la pension à laquelle il avait

droit, pendant *trois ans seulement après le remariage*. A partir de cette époque le service de la pension devait être *purement et simplement supprimé* (1).

L'un des membres de la Commission avait bien à cette époque proposé qu'en cas de nouveau mariage du conjoint pensionné, il lui fût versé immédiate-

1. *J. off.* Sénat, séance du 8 juillet 1895. Sénat, *in extenso*, 1895, p. 771.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la *première partie* de l'article 4 qui est ainsi conçue :

Lorsque l'accident entraîne la mort de la victime il est dû aux ayants droit ci-après désignés :

1° *Au conjoint survivant, une rente égale à 20 0/0 du salaire moyen annuel de la victime à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.*

Cette rente ne sera due au conjoint divorcé ou séparé de corps qu'à concurrence du chiffre que lui aurait permis de réclamer soit le jugement qui aurait prononcé le divorce ou la séparation de corps, soit l'accord qui en aura été la conséquence.

Au conjoint qui contracterait un nouveau mariage la rente cesserait d'être payée trois ans après la célébration de ce mariage.

M. BUFFET. — Je voudrais demander une explication à la commission relativement au cas de divorce. Si l'ouvrier qui a été tué par accident laisse deux veuves, une femme veuve qui proviendrait d'un mariage rompu par le divorce et une autre veuve provenant d'un mariage ultérieur, faudra-t-il donner une pension aux deux veuves ? Il peut même y avoir trois veuves.

M. LE RAPPORTEUR. — Voilà des problèmes auxquels nous n'avons pas songé, je l'avoue.

M. BUFFET. — Le cas n'est pas impossible, d'autant moins que quand on divorce, c'est le plus souvent pour se remarier. Il y aura donc deux veuves, et il faut savoir ce qu'il y aura à payer pour la première et pour la seconde.

M. LE RAPPORTEUR. — La commission y réfléchira d'ici à la deuxième délibération, car le cas est exceptionnel.

La première partie de l'article 4 précitée fut adoptée.

ment un capital égal à trois annuités de la pension ; mais le rapporteur, M. le sénateur Poirrier, n'accepta pas cette proposition, dans la crainte, disait-il, que ce petit capital versé dès le jour du mariage, ne fût trop vite dissipé.

Les craintes exprimées par M. le sénateur Poirrier pour contenir quelque part de vérité, ne constituaient pas, à notre avis, une raison suffisante pour motiver la disposition votée par le Sénat, d'après laquelle le service de la pension devait cesser trois ans après le remariage.

Si l'on se proposait de favoriser le remariage du conjoint, quel piètre appât constituait une rente destinée à prendre fin trois ans après la nouvelle union ! Seule la présence d'un capital pouvait permettre aux nouveaux époux d'acquérir les objets indispensables à la reconstitution du nouveau foyer ; nous ne voyons pas qu'un pareil emploi puisse être taxé de dissipation. Qu'importe la disparition du capital remis au conjoint, si ce capital se retrouve en objets mobiliers, destinés au confort du nouveau ménage.

Et nous croyons pour notre part que tel sera l'usage qui sera le plus généralement fait d'un capital toujours relativement maigre.

Le texte voté par le Sénat en 1895 ne devait du reste pas subsister, et dès mars 1898, la commission proposait le texte cité en tête de notre paragraphe

accordant en cas de remariage du conjoint survivant le triple de la rente pour indemnité totale.

Il semble que le législateur ait fixé arbitrairement le taux auquel doit être remboursée la rente allouée au conjoint survivant. Pourquoi, en effet, attribuer à ce dernier une somme égale à trois fois la rente, plutôt qu'à deux ou cinq fois cette même rente ?

La logique est impuissante à résoudre la question. Mais d'une part, il était impossible d'allouer une somme par trop dérisoire, et bien entendu impossible également d'allouer une somme supérieure au capital représentatif de la rente.

Le système de la loi constitue donc une simplification.

Nous croyons que son origine remonte tant à la proposition citée plus haut, d'après laquelle la pension du conjoint survivant devait cesser trois ans après le remariage, qu'à l'exemple de la législation allemande sur la matière.

A qui appartient la qualité de conjoint survivant. — Après avoir étudié les raisons qui ont amené le législateur à transformer en un capital la pension accordée au conjoint survivant, il nous paraît indispensable de rechercher qui peut se prévaloir de la qualité de conjoint survivant.

Tout d'abord l'expression de conjoint survivant doit s'entendre du mari comme de la femme.

En effet, la loi emploie le terme général *conjoint survivant* ; par conséquent l'expression *conjoint survivant* doit s'entendre du mari comme de la femme. Ainsi d'ailleurs en a décidé un arrêt de la Cour de Lyon du 7 juin 1900.

Considérant que l'accident qui a causé la mort de la dame M... a eu lieu dans l'atelier de ce qui engage la responsabilité de ceux-ci ; Considérant que par conséquent M... a droit, en vertu de la loi du 9 avril 1898, à une rente de 20 0/0 du salaire annuel de sa femme (1).

Il est donc clair que lorsque le mari est crédiren-tier, il doit toucher une indemnité égale à trois fois la rente s'il convole en secondes noces.

Ce n'est qu'après plusieurs modifications que fut adoptée la disposition actuelle relative à la qualité de conjoint survivant. Aujourd'hui la qualité de conjoint survivant est soumise à deux conditions : 1° Ce conjoint survivant doit n'être ni divorcé, ni séparé de corps.

Première condition. Le conjoint survivant doit n'être ni divorcé ni séparé de corps. — En ce qui concerne la première condition, on peut considérer trois périodes dans l'élaboration du texte définitif.

Dans la première, le législateur, sous l'impression

1. D. 1901, 11-12.

récente de la loi rétablissant le divorce, ne veut pas que la qualité de divorcé entraîne la suppression d'un avantage quelconque ; mais il considère le conjoint contre lequel le divorce ou la séparation de corps a été prononcé, comme un coupable, et il le frappe en conséquence non d'une pénalité, mais de la privation d'un bénéfice pécuniaire.

C'est ainsi que le texte voté à la Chambre le 5 juin 1893 disposait : « *Le conjoint contre lequel le divorce ou la séparation de corps a été prononcé n'a pas droit à cette rente.* »

Pareille disposition était injuste, en pratique elle ne faisait tort qu'à la femme contre laquelle avait été prononcé le divorce ou la séparation de corps.

Dans la deuxième période, la situation du conjoint survivant est indépendante du fait que le divorce ou la séparation de corps ait été prononcé en sa faveur ou contre lui. Mais la rente accordée au conjoint divorcé ou séparé de corps ne lui sera due qu'à concurrence du chiffre que lui aurait permis de réclamer soit le jugement qui aura prononcé le divorce ou la séparation de corps, soit l'accord qui en aura été la conséquence. Texte voté au Sénat le 8 juillet 1895.

Dans la troisième phase enfin, se manifeste une certaine réaction contre le divorce.

Le nombre des divorces, augmentant continuellement, se répandant surtout dans les classes

ouvrières, où la vie en commun est particulièrement pénible lorsqu'au foyer manquent l'éducation et le confort matériel, un nombre considérable de conjoints divorcés aurait ainsi touché des pensions ; le but proposé par la loi de venir en aide au foyer n'aurait donc nullement été atteint, et de plus, les charges pécuniaires auraient été bien lourdes pour l'industrie, car il est loisible de supposer que le conjoint survivant titulaire d'une pension se remarie, puis veuf ou veuve une deuxième, puis une troisième fois, accumule ainsi les rentes sur sa tête.

L'article 3, paragraphe A' de la loi du 9 avril 1898 supprime purement et simplement le droit à la pension du conjoint divorcé ou séparé de corps. Cela résulte en effet *a contrario* de la disposition dont s'agit :

« Une rente viagère » égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime est accordée au conjoint non divorcé ou séparé de corps. »

2^e condition. Il faut que le mariage ait été célébré antérieurement à l'accident. — Cette condition qui se retrouve dès les premières discussions au Parlement s'explique suffisamment par elle-même. On n'a pas voulu permettre les mariages *in extremis* dans un but uniquement pécuniaire.

Mais il peut arriver qu'au jour de l'accident, une instance en divorce ou en séparation de corps soit

engagée entre les époux ; l'un des deux, le mari par exemple, meurt avant la transcription ; cette dernière formalité rendant seul le divorce définitif, il en résulte que la femme conserve en pareil cas son droit absolu à la pension ; il n'y a, en effet, pas eu divorce.

En ce sens, le tribunal de Beaune a jugé que le conjoint survivant dont le divorce a été prononcé mais n'a pas été transcrit dans le délai légal, a droit aux indemnités. Cela est juridiquement exact, car il est certain que la dissolution du mariage ne se produit en cas de divorce qu'au moment de la transcription du jugement de divorce sur les registres de l'état civil ; d'ailleurs, précise le jugement dont s'agit, la Cour de Cassation l'a ainsi jugé par arrêt du 18 avril 1893, et au surplus le législateur a clairement montré sa pensée à cet égard en disposant dans le paragraphe 3 de l'article 244 du Code civil que l'action en divorce s'éteint par le décès de l'un des époux, survenu avant que le jugement soit devenu irrévocable par la transcription sur les registres de l'État civil (1).

S'il nous paraît étrange de conserver le droit à la pension à un conjoint dont la volonté de rompre l'union est allée jusqu'à obtenir un jugement de

1. Beaune 20 juin 1902.

Rec. Doc., Jurisprudence III, p. 47.

divorce ou de séparation de corps, il nous semble plus étrange encore de conserver la pension au conjoint survivant, lorsque le décès de la victime survient au cours de l'instance en divorce.

En pareil cas, en effet, le droit à la pension alimentaire disparaît de lui-même ; nous pensons que le droit à la pension viagère devrait disparaître aussi.

Ce n'est pas à notre avis le fait de la transcription du divorce ou de la séparation de corps qui devrait éteindre en la personne du conjoint le droit à la pension ; ce droit devrait disparaître du jour où l'intention formelle du demandeur s'est ouvertement manifestée, c'est-à-dire du jour de l'assignation en divorce ou en séparation de corps. A ce moment de la procédure, la première et la deuxième comparution du conjoint devant le président du tribunal civil n'ayant amené aucun rapprochement entre les époux, il paraît infiniment peu probable qu'une réconciliation puisse se produire dans la suite.

A notre avis, le texte devrait donc être modifié de la façon suivante : en cas de décès de la victime, une rente viagère égale à 20 o/o du salaire est allouée au conjoint survivant non divorcé ou séparé, ni en instance de divorce ou séparation de corps.

Il nous paraît, en effet, utile au point de vue général de chercher à réagir contre l'abus du divorce. Créé pour remédier à certaines situations particulières, le divorce est devenu un danger social.

Peut-être la crainte de se priver en cas de décès de tout secours pécuniaire empêcherait-elle bien des introductions de demande en divorce ou en séparation de corps.

Mais lorsqu'existe la qualité de conjoint survivant, celui-ci, pour avoir droit aux indemnités établies par la loi, n'a pas besoin d'établir qu'il recevait des subsides de la victime. En un mot, la simple séparation de fait ne porte aucune atteinte au droit à la pension.

Ainsi en a décidé le tribunal du Havre dans un jugement du 12 mai 1900; un patron refusait de payer une pension à une veuve, parce que celle-ci avant l'accident, vivait séparée de son mari et ne recevait de lui aucun subside.

Le tribunal repoussa la prétention du patron de ne pas payer la rente par les motifs suivants :

Attendu, en ce qui concerne les époux simplement séparés de fait, que les droits du conjoint survivant à réclamer une pension restent intacts sans qu'il soit tenu d'établir qu'il recevait des subsides du conjoint décédé. Que cette solution apparaît d'autant moins douteuse, si l'on se rapporte à la discussion de la loi, qu'on y voit en effet qu'un amendement proposé par M. Laroche-Joubert et tendant à priver celui des conjoints, qui, au mépris de ses devoirs a quitté le domicile conjugal, de tout droit à indemnité, fut rejeté sur l'avis de la commission (1).

1. *Recueil Doc.* t. I, p, 305.

Les termes de ce jugement sont conformes à la loi.

Ce que nous venons de dire plus haut fait connaître notre manière de voir sur cette question.

Nous voudrions qu'il fût impossible au conjoint survivant qui vivait séparé de fait de tirer un bénéfice pécuniaire de la mort de son époux, surtout lorsque, comme dans l'espèce précédente le conjoint survivant ne recevait avant l'accident aucun subside.

S'il nous semblerait excessif d'exiger que le conjoint survivant ait à prouver qu'il vivait à la charge de la victime décédée, puisque tel est malheureusement le cas général, il nous paraît du moins logique de refuser toute indemnité à un conjoint qui, en fait, était devenu un étranger pour la victime.

Appréciations sur la conversion de la rente du conjoint survivant en cas de remariage.

— D'ailleurs le système de la loi de 1898 qui, en cas de remariage du conjoint survivant de la victime d'un accident du travail, lui attribue une indemnité égale à trois annuités, a ses partisans et ses détracteurs.

Ses partisans le trouvent conforme à la loi de 1898 ; en effet, les indemnités dues aux victimes d'accident du travail, représentent une partie des avantages que leur assurait le salaire du conjoint décédé ; s'il y a remariage, la nécessité de la rente

disparaît, le nouveau conjoint devant remplacer le premier : telle est l'opinion de Sachet (1).

La clause (du remplacement de la rente par un capital égal à trois annuités en cas de remariage du conjoint survivant) qu'on qualifie inexactement de déchéance, est inscrite dans les statuts de toutes les sociétés de Secours mutuels. Elle est aussi admise par les législations allemande et autrichienne. Malgré les nombreuses critiques dont elle a été l'objet, elle se justifie pleinement. Le conjoint survivant qui contracte un nouveau mariage a besoin, beaucoup plus d'un petit capital que d'une rente ; son entrée en ménage nécessite des dépenses exceptionnelles auxquelles il doit pourvoir. Les préoccupations de la vie quotidienne passent au second plan, le nouveau conjoint étant désormais là pour subvenir aux frais d'entretien. En accordant une somme égale au triple de la rente, la loi actuelle tient compte dans une juste mesure de cette double considération.

et aussi l'opinion de Mourral et Berthiot (2).

Cette restriction se justifie d'elle-même. La pension accordée au conjoint survivant représente en effet les secours pécuniaires qu'il recevait de son époux défunt, cette cause disparaît avec une nouvelle union qui lui procurera l'appui et les ressources dont il peut avoir besoin.

Les détracteurs du système invoquent des arguments d'ordre moral. La disposition actuelle, disent-ils, est immorale. En effet, elle conduira fatalement

1. Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, édit. 1899, p. 226.

2. Mourral et Berthiot, *op. cit.*

au concubinage ; le conjoint crédirentier, ne voulant pas abandonner sa rente, n'accomplira pas la formalité du mariage. Ces sortes d'unions très fréquentes dans les villes deviendront donc de plus en plus nombreuses. Telle est l'opinion de M. Loubat qui ne peut s'empêcher de critiquer la disposition dont s'agit.

Elle empêchera, dit-il, les seconds mariages et poussera au concubinage. C'est ce que nous avons vu trop souvent parmi les ouvriers des mines dont les caisses de secours sont régies par des dispositions analogues. Au lieu de favoriser les mariages si nécessaires à l'augmentation de notre population, l'article que nous analysons donne, au contraire, une prime au célibat. Sans doute on a voulu aussi diminuer les charges déjà bien lourdes de l'industrie ; mais quelque respectable que soit cette raison, elle ne saurait cependant justifier une solution contraire à l'intérêt public. Il aurait été préférable, à notre avis, de réduire seulement la pension due au conjoint de 20 à 100/0 par exemple, afin de ne pas lui interdire un second mariage (1).

Ainsi que nous l'avons laissé entendre dans notre introduction, nous partageons l'opinion de M. Loubat en ce qui concerne la situation faite aux conjoints survivants en cas de remariage.

Quelques mois à peine après le moment où M. Klotz, alors ministre des Finances, prononçait devant la commission de la dépopulation, un discours dans lequel il faisait entrevoir les mesures financières et

1. Loubat, *Traité sur le Risque Professionnel* ; édit. 1896, p. 165.

fiscales à prendre pour aider les familles chargées d'enfants et encourager la natalité, il nous a paru bon de signaler que la réforme de la loi de 1898, en ce qui concerne le remariage du conjoint survivant de la victime d'un accident du travail, pourrait peut-être avoir une certaine efficacité, en remédiant parfois à la mortalité infantile, au surmenage des femmes enceintes, et au défaut d'hygiène générale.

Il suffirait, peut-être, pour cela de laisser au conjoint survivant la rente telle qu'elle lui avait été allouée après le décès de la victime.

Sans doute, cette modification augmenterait quelque peu les charges sociales qui pèsent sur l'industrie ; mais devant la grandeur du but à atteindre, nulle charge ne doit paraître trop lourde.

Au surplus ces charges pourraient être diminuées, en supprimant les rentes à allouer aux conjoints survivants en instance de divorce au moment de l'accident.

La législation actuelle semble, au contraire, se désintéresser du conjoint survivant qui se remarie, ainsi que l'explique nettement un jugement du tribunal de Rouen (16 mars 1900) qui après avoir rappelé qu'une des préoccupations du législateur a été dans la fixation des indemnités, d'assurer au bénéficiaire le service d'une rente, plutôt que le paiement d'un capital, déclare :

Qu'une dérogation à la mesure générale de prudence prise

envers les autres intéressés ne se comprendrait pas aisément à l'égard du conjoint qui sera, dans la majorité des cas, une femme, plus exposée peut-être que tout autre au danger résultant de la libre disposition d'une indemnité payée sous forme d'un capital.

Qu'on ne saurait expliquer l'exception faite en faveur du conjoint, en considérant comme avantageuse la possibilité pour l'époux survivant de se constituer par le capital de l'indemnité, une dot facilitant un second mariage ; qu'une telle considération irait à l'encontre des dispositions formelles de la loi *qui se désintéresse au contraire de l'époux convolant en deuxième nocces*, et convertit elle-même la rente allouée en un capital égal à trois annuités en cas de nouveau mariage (1).

De la possibilité pour le conjoint survivant qui se remarie d'assigner le débirentier qui refuse le paiement du capital égal à trois fois la rente. — Le paiement du capital égal à trois fois la rente au conjoint survivant qui se remarie, ne soulève guère de difficultés dans la pratique. D'une part, le patron ou son assureur ont généralement le plus grand intérêt à se débarrasser par le paiement du capital, le plus rapidement possible des arrérages d'une pension toujours assez lourde. D'autre part, l'indemnitaire qui se remarie a presque toujours hâte de toucher le petit capital auquel il a droit, et qui doit lui permettre les premières acquisitions nécessaires à son nouvel établissement. Aussi, le mariage célébré, le crédientier apporte-t-il bien vite

1. *Recueil Docum. Jurisprudence*, mars 1902, p. 251.

l'extrait de l'acte de mariage sur le vu duquel la somme à laquelle il a droit lui sera payée.

Les fraudes sont donc rares en pareille matière, et d'ailleurs difficiles, le débirentier exigeant, pour le paiement des arrérages, la production d'un certificat de vie lequel mentionne les changements d'état civil. Si les fraudes, dans cet ordre d'idées, sont difficiles, elles ne sont cependant pas impossibles, quoique à notre avis ne pouvant se réaliser qu'avec la négligence, sinon la complicité des préposés à la délivrance des certificats de vie.

Néanmoins, afin de prévenir des difficultés toujours possibles en raison de l'ignorance des parties, et en vue d'éviter toute surprise de part et d'autre, il y aurait lieu de généraliser l'habitude qu'ont certains présidents de mentionner au procès-verbal de conciliation, qu'en cas de remariage, la rente allouée au conjoint sera remplacée par un capital égal à trois annuités. Il n'y aurait alors plus de surprise possible.

Il peut arriver que le patron ou son assureur ne veuille pas payer le capital dû au conjoint qui se remarie.

Nous n'avons du reste trouvé dans la jurisprudence aucune espèce de ce genre, qui est cependant théoriquement réalisable.

L'impossibilité de payer peut provenir d'une faillite du débirentier. En ce cas, c'est à la Caisse natio-

nale des retraites, ainsi qu'il sera dit plus loin, qu'incombera cette charge.

Mais s'il s'agit d'un refus de payer purement volontaire, l'indemnitaire peut-il contraindre son débiteur à lui verser le capital auquel il a droit ?

Le débiteur pourra-t-il opposer à une telle demande l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, aux termes duquel le versement du capital représentatif des pensions allouées, ne peut être exigé des débiteurs.

En l'absence de toute jurisprudence sur la matière, force nous est de recourir à une solution de principe.

A notre avis, le conjoint survivant, qui se remarie, peut valablement assigner le débirentier en paiement du capital égal à trois fois la rente, et le défendeur n'est pas recevable à opposer l'article 28.

Cet article dispose en effet que le débirentier ne peut être tenu de verser le *capital représentatif* des pensions. Or, nous l'avons vu, le capital alloué au conjoint en cas de remariage n'est pas le *capital représentatif* de la pension. Il n'est qu'une somme arbitrairement fixée, une compensation à la suppression de la rente, et non sa représentation.

De plus, la disposition aux termes de laquelle le conjoint survivant a droit, en cas de remariage, à une indemnité totale égale à trois fois la rente est impérative ; elle ne laisse pas le choix d'une autre solution, et les dispositions de la loi du 9 avril 1898

sont, nous ne devons pas l'oublier, d'ordre public (art. 30).

Bien qu'en principe toutes les rentes accordées en exécution de la loi du 9 avril 1898 soient payables à terme échu, il peut arriver, pour des raisons faciles à comprendre, (nécessité extrême) que le procès-verbal de conciliation, mentionne que la rente allouée au conjoint de la victime sera payée d'avance. Si le conjoint survivant se remarie au moment où un terme vient à échéance, le montant du terme ne doit pas être imputé sur la nouvelle indemnité. Ainsi en a décidé un jugement du tribunal de Narbonne qui dispose particulièrement que :

Ni la lettre ni l'esprit de la loi de 1898 qui a voulu, dans le cas de remariage, remplacer le service de la rente par le paiement d'un capital, ne s'opposent à ce qu'il soit fait application de l'article 1244 du Code civil qui abandonne à la prudence du juge la faculté d'accorder un délai de grâce au débiteur pour se libérer (1).

De ce jugement résulte que le débirentier peut obtenir un délai pour verser le capital auquel a droit le conjoint survivant, mais que pendant ce délai, les arrérages de la rente continuent à courir.

L'état au 1^{er} janvier 1913 des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières ne contient aucune modification au régime actuel relatif à la situation du conjoint survivant.

1. Narbonne, 20 février 1902. *Recueil Doc., Jurisprudence*, t. II, p. 51.

§ II

DU REMPLACEMENT DE LA RENTE DE L'OUVRIER ÉTRANGER EN CAS D'ABANDON DU TERRITOIRE FRANÇAIS

*Article 3, loi 9 avril 1898,
modifiée 31 mars 1905*

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourrait toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Nous arrivons au deuxième cas de conversion automatique en un capital de la rente allouée aux vic-

times d'accidents du travail ou à leurs ayants droit.

La rente allouée aux ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit est, comme la rente allouée au conjoint survivant, soumise à une clause résolutoire; cette clause est constituée par l'abandon du territoire français. Cette condition vient-elle à se réaliser, l'effet produit est identique à celui que nous venons d'étudier au cas de remariage : la pension disparaît et fait place à une indemnité égale à trois années d'arrérages.

Nous n'avons pas cru devoir donner une importance bien grande à la question des ouvriers étrangers qui a fait l'objet de travaux aussi savants que nombreux.

Nous avons cependant quelque peu insisté sur l'opportunité d'améliorer une situation dont rien ne justifie la précarité actuelle.

En ce qui concerne l'indemnisation en cas d'accident du travail, les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, bénéficient en principe du même traitement que nos nationaux. Cette assimilation est absolue en ce qui concerne les indemnités temporaires, mais elle subit une restriction à l'égard des indemnités permanentes. Le paragraphe 15, article 3, loi 9 avril 1898 est en effet ainsi conçu :

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

La pension des ayants droit étrangers est soumise à la même éventualité de conversion.

Conditions d'exigibilité de la conversion. — Cessation de résidence. — Nous étudierons tout d'abord les conditions d'exigibilité de la conversion.

L'article 3 § 15 est précis : dès que l'indemnitaire cesse de résider sur le territoire français, il doit subir la transformation de sa rente en un capital égal à 3 annuités.

Il faut du reste par résidence entendre le séjour effectif et permanent de l'indemnitaire sur le territoire français ; une simple déclaration de résidence, selon Sachet, ne dispenserait pas l'intéressé d'une résidence effective. Tout au plus créerait-elle une présomption susceptible de céder à une preuve contraire (1)

Cessation de résidence forcée. — Expulsion. — La cessation de résidence peut être volontaire ou forcée ; l'étranger peut en effet être expulsé du territoire français, dans ce cas, sa rente doit-elle être convertie ?

Il semble injuste d'ajouter cette déchéance aux troubles que l'expulsion va causer à l'ouvrier qui la

1. Jugé dans ce sens, Nice, 2 janvier 1901. *Recueil Doc. Acc. Trav.*, I. 499.

subit. Cependant le législateur n'ayant établi aucune distinction entre les causes susceptibles de mettre fin à la résidence de l'indemnitaire en France, il en résulte que la cessation de résidence sur le territoire français donne lieu, quelle que soit sa cause, volontaire ou forcée, à la conversion de l'indemnité.

Un arrêt de la Cour de Paris en date du 3 janvier 1903 a fait l'application de ce principe :

Considérant que cette disposition (art. 3 § 15) ne fait aucune distinction entre le cas où l'ouvrier a quitté volontairement la France, et celui où il été forcé de le faire ; qu'elle est indistinctement applicable quelque soit le motif de départ du territoire (1).

Cette jurisprudence fait une application étroite du texte, et nous semble critiquable ; elle méconnaît en effet les idées d'humanité qui ont inspiré le législateur de la loi du 9 avril 1898.

Antérieurement, le tribunal de Narbonne avait jugé que le débiteur de la rente d'un ouvrier étranger, ne saurait lui offrir le capital égal à 3 fois la rente si cet ouvrier n'a pas cessé en fait de résider sur le territoire français, eût-il même été frappé d'expulsion. (2)

Les expulsions sont choses fréquentes en France.

1. *Recueil Doc. Acc du travail*, III, p. 153.

2. Narbonne. 8 novembre 1900. *Recueil Doc. Jurisprudence I*, 441. — Dans le même sens tribunal de Nice, 14 décembre 1903. *Recueil Doc. Jurisprudence*, IV, p. 55.

A cet égard, et malgré de nombreux projets et propositions de lois, la liberté individuelle des étrangers en France est plus mal sauvegardée encore que celle des nationaux. Aux termes de la loi du 3 décembre 1849, régissant actuellement encore la matière, l'expulsion résulte d'un arrêté du ministère de l'Intérieur, ou même d'un arrêté préfectoral dans les départements frontières, et l'étranger n'a aucune garantie, sauf le recours diplomatique, contre la mesure dont il est l'objet. Le recours diplomatique nous paraît absolument vain pour la catégorie d'étrangers dont nous nous occupons.

Exceptionnellement, les circonstances, le retentissement donné par la presse à l'expulsion d'un étranger notoire, peut sans doute mettre en mouvement les rouages diplomatiques ; mais il n'en est pas moins vrai que la situation des étrangers en France, lorsqu'ils n'ont pas obtenu l'admission à domicile, est absolument précaire.

L'admission à domicile constitue d'ailleurs pour les étrangers un bien faible avantage. Elle n'a qu'un caractère temporaire et transitoire et elle est révocable (1). Cependant à l'égard des étrangers admis à domicile, l'arrête d'expulsion sera sans valeur, si le décret d'admission à domicile n'a pas été retiré dans un délai de deux mois (2).

1. Code civil, article 13, alinéa 2.

2. Loi du 3 décembre 1849.

En cas d'agitation politique, de menace de guerre, ou simplement de troubles économiques, les étrangers peuvent être expulsés, et en pratique, les Préfets des départements frontières usent fréquemment de l'arme que leur donne la loi du 3 décembre 1849.

Parmi ces ouvriers étrangers, brutalement expulsés du territoire français, beaucoup peuvent être créditeurs d'une pension d'accident du travail. Ils verront cependant obligatoirement leur rente, se transformer en un capital égal au triple de celle-ci. Solution évidemment trop rigoureuse, car, dit Cabouat :

Elle aboutit à faire dépendre d'une décision administrative l'existence même d'un droit régulièrement constitué, et, circonstance particulièrement grave, d'un droit présentant un caractère essentiellement *alimentaire*. Il est à souhaiter qu'une modification de la loi de 1898 vienne sur ce point améliorer la situation des ouvriers étrangers.

Il peut arriver qu'un ouvrier étranger, frappé d'expulsion, contrevienne à l'arrêté du ministre ou du préfet. Peut-il, dans ce cas, exiger le paiement des arrérages de sa rente ? Nous répondrons affirmativement. En effet, puisque la loi ne tient pas compte de la volonté du crédi-rentier expulsé, et lui refuse le paiement des arrérages, elle doit *a contrario*, accorder ce même paiement à celui qui réside en France, même si sa résidence est illégale (1).

1. Voir plus haut, en ce sens, le jugement précité du tribunal de

Nous ne nous dissimulons pas les conséquences absurdes auxquelles peut conduire un pareil système. Nous pensons simplement qu'il est conforme au texte même de la loi, et si cette conformité mène à l'absurdité, nous en voyons la cause dans le désordre législatif.

Abandon définitif du territoire français. — Pour avoir droit au capital égal à trois annuités de sa rente, il suffit que l'indemnitaire étranger quitte la France ; peu importe de savoir où il va.

Un jugement du tribunal de Nice du 26 décembre 1900 a décidé que pour avoir droit au remboursement du capital égal à trois annuités, il suffit à l'ouvrier étranger de justifier au moment du paiement, qu'il va rejoindre son pays d'origine (1).

Il n'est cependant pas nécessaire que l'étranger retourne dans son pays *d'origine* ; il suffit qu'il abandonne la France. Il nous semble du reste impossible que le tribunal ait entendu restreindre ainsi le paiement du capital égal à trois annuités, au cas où l'étranger retourne dans son pays d'origine. Il ne faut, selon nous, voir là qu'une erreur matérielle, ou plutôt qu'une expression visant une espèce particulière.

Narbonne du 8 novembre 1900, d'après lequel on ne peut décider qu'un individu frappé d'expulsion a cessé de résider en France par le seul fait qu'il n'a pas le droit d'y résider.

1. *Recueil Doc. Jurisprudence*, t. I, p. 485.

S'il suffit, pour amener la mise en vigueur de l'article 3 § 15, que l'ouvrier étranger quitte le territoire français, encore faut-il que cet abandon soit *effectif* et *définitif*. Le législateur n'a évidemment pas voulu comprendre dans cette mesure exceptionnelle et rigoureuse du remplacement de la pension, par un capital égal à trois fois la rente, les ouvriers étrangers qui quittent la France de façon transitoire et avec esprit de retour.

L'abandon du territoire français devant être effectif et définitif, une simple déclaration de volonté nous paraît absolument insuffisante pour amener le remplacement de la rente.

Appliquer le remplacement de la rente par un capital aux ouvriers étrangers qui se bornent à une simple déclaration de volonté de résider hors de France, est, du reste, aller à l'encontre d'un des principes les plus essentiels de la loi du 9 avril 1898, qui est d'attribuer aux indemnités, la forme d'une rente viagère, et de n'admettre qu'à titre tout à fait exceptionnel, et dans des conditions rigoureusement déterminées, leur transformation en capital.

L'ouvrier étranger, désireux de toucher une petite somme, importante pour lui, peut, en effet, se borner à manifester une volonté, puis une fois en possession d'un capital tant attendu, le dissiper, et, restant sur le territoire français, retomber à la charge de la France.

Mais l'ouvrier étranger, sera le plus souvent obligé d'attendre le versement du capital représentatif de sa pension, pour regagner son pays d'origine, ou tel autre qu'il lui plaira. Il serait donc absurde d'exiger que l'ouvrier étranger ait effectué son transport hors de France, préalablement à la demande de conversion. Le juge devra donc s'assurer par tous les moyens possibles que la volonté exprimée par l'indemnitaire est sérieuse.

Le jugement précité du tribunal de Nice, du 26 décembre 1900 (1) (*Bull. minist. Com.*, 1, 2, 485), dispose que le droit au paiement des trois années de pension capitalisées, naît dès l'instant que l'ouvrier justifiera au moment du paiement, qu'il va réintégrer son pays d'origine, et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'expiration des délais de revision.

Mais comment l'ouvrier fera-t-il cette justification ?

Sur ce point, le juge peut facilement se faire aider par le Parquet. Celui-ci, par une enquête sommaire confiée selon l'usage au commissaire de police du quartier, lequel arriverait rapidement à s'assurer des véritables intentions de l'indemnitaire ; ainsi l'opinion du juge serait entièrement éclairée.

Quelques décisions judiciaires ont cependant tendance à admettre qu'une simple déclaration de volonté équivaut au transport de la résidence à l'étranger.

Tel est un jugement du tribunal de Marseille du

1. Voir plus haut p. 56 note.

26 février 1911, qui donne acte à un ouvrier étranger de ce qu'il se déclare prêt à quitter le territoire français, et lui accorde en conséquence un capital égal à trois annuités de sa pension (1).

Tel est encore l'arrêt de la Cour d'Aix du 25 mai 1901, qui a décidé « qu'un ouvrier étranger ayant déclaré qu'il entendait cesser de résider en France, avait nécessairement opté entre les deux droits dont l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 lui permettait alternativement l'exercice, et avait par cela même réduit ses prétentions à la demande d'un capital égal à trois années d'arrérages de la rente qu'il pouvait obtenir (2).

Une pareille jurisprudence est contraire au texte même de l'article 3 § 15. Ce texte vise les ouvriers étrangers qui *cesseraient de résider sur le territoire français*. Jamais *cesser de résider en France* n'a voulu dire « exprimer la volonté de transporter sa résidence hors de France », *dire* et *faire* sont deux choses absolument différentes, et nous nous expliquons difficilement par suite de quelles subtiles arguties, on a pu confondre le désir, même expressément formulé, de résider hors de France, avec le fait de cette même résidence à l'étranger.

Rien ne saurait donner une idée plus précise de ce

1. *Recueil Villetard de Prunières*, 1911-1912, p. 30.

2. *Recueil Villetard de Prunières*, 1901-1902, p. 131.

qu'il faut entendre par abandon définitif du territoire français, que les termes mêmes d'un jugement du tribunal de Briançon du 14 août 1908. Dans cette espèce il s'agissait d'un ouvrier étranger qui avait fait un séjour dans son pays pour y revoir sa famille.

Le débirentier avait prétendu imposer à l'indemnitaire le remplacement de sa rente par un capital égal à trois annuités. Le tribunal le débouta de sa demande en décidant que par les mots « *qui cesseraient de résider* », il faut entendre que l'ouvrier étranger a abandonné la France où il travaillait, pour aller s'établir à l'étranger ; qu'il a cessé de vivre chez nous, pour fixer sa demeure ordinaire et habituelle au delà de nos frontières, mais qu'il ne faut pas considérer comme ayant cessé de résider en France le titulaire d'une rente viagère, qui se rend de temps à autre dans son pays pour y voir sa famille, et ne fait qu'y séjourner quelques jours (1).

Ce jugement fut confirmé avec adoption de motifs par arrêt de la Cour de Grenoble du 30 décembre 1908 (2).

Ouvriers travaillant en France, mais résidant à l'étranger au moment de l'accident.
— Certains auteurs ont prétendu que les ouvriers travaillant en France, mais résidant à l'étranger,

1. *Documents accidents du travail*, t. X, p. 44.

2. *Recueil accidents du travail*, t. XI, p. 58.

lorsqu'ils sont victimes d'un accident du travail, ont droit comme les ouvriers nationaux, à une indemnité sous forme de rente viagère.

Leur opinion se fonde sur ce que le texte de l'article 3 § 15 vise seulement les ouvriers qui « *cesseront de résider sur le territoire français* ».

Or, disent les partisans de cette opinion, cette disposition est dérogoratoire au droit commun, et par conséquent on ne peut l'appliquer aux travailleurs qui résident à l'étranger au moment de l'accident. Certaines décisions judiciaires ont même décidé que la résidence de l'ouvrier est là où il travaille habituellement, et qu'ainsi le fait d'avoir une occupation en France constitue l'équivalent d'une résidence (1).

Malgré que cette argumentation semble contenir une certaine part de vérité, les conclusions qui en découlent nous paraissent méconnaître singulièrement l'esprit de la loi en ce qui concerne les ouvriers étrangers. Est-il possible d'admettre que le législateur ait voulu faire un traitement plus avantageux aux ouvriers qui travaillent en France mais résident en dehors des frontières, qu'à ceux qui, ayant travaillé et résidé en France, abandonnent ce pays ? Une telle interprétation ne résiste pas à l'examen.

Il existe en effet dans nos départements frontières, quantité d'ouvriers qui résident en territoire étran-

1. Toulouse 7 août 1901. *Journal Clunet*, 1901, 119.

ger, et travaillent cependant en France. Chaque matin ils traversent la frontière, qu'ils repassent le soir. Ainsi touchant en France des salaires plus élevés que ceux qu'ils obtiendraient chez eux, ils les dépensent à l'étranger ; ils échappent en outre à une infinité de charges qui pèsent sur nos nationaux.

Pareille situation a suscité bien des jalousies. On peut comparer à la situation de ces ouvriers migrants, la situation des travailleurs de toute nature qui, venant chaque matin dans les grandes villes, retournent le soir dans la banlieue. A Paris, en particulier, où le phénomène est plus sensible qu'ailleurs, la municipalité a eu l'idée, d'ailleurs aujourd'hui abandonnée, de frapper ceux que l'on appelle communément banlieusards, d'une taxe. Cette taxe se justifie disaient ses partisans parce que cette catégorie de travailleurs gagne de l'argent à Paris et ne contribue pas aux charges de la ville.

Nous nous sommes permis de faire cette courte digression, pour montrer combien il serait injuste de faire aux ouvriers étrangers non résidant en France un traitement plus avantageux qu'aux étrangers qui abandonnent notre territoire.

Certes, nous voudrions, nous l'exposerons plus loin, que l'on assimilât au point de vue de la législation du travail les ouvriers étrangers aux nationaux, mais puisqu'en l'état actuel de la législation, le traitement est différent en certains cas pour les

ouvriers étrangers, de celui subi par les nationaux, il faudrait au moins que le traitement le plus favorable soit appliqué aux ouvriers étrangers dont l'existence tout entière se rapproche le plus de celle des ouvriers français.

Du reste, la principale raison de l'existence de l'article 3 alinéa 15 est qu'un chef d'entreprise ne peut être tenu de servir une rente à un travailleur résidant à l'étranger. Comment donc un patron pourrait-il servir une rente à un ouvrier résidant à l'étranger au moment de l'accident ? tandis qu'il ne pourrait pas la payer à un ouvrier qui a cessé de résider en France. Car nous estimons que l'on a tenté à tort d'assimiler le lieu du travail à la résidence.

La Cour de cassation en a d'ailleurs décidé ainsi dans un arrêt du 7 juillet 1903 (1) :

Attendu que si un ouvrier, comme cela peut arriver dans les départements de la frontière, réside à l'étranger, tout en travaillant en France, il est manifeste que s'il continue à habiter à l'étranger, il ne peut être autrement traité que celui qui aurait cessé après l'accident de résider en France ; que la raison de décider est la même dans l'un et l'autre cas ; — Attendu d'autre part, que la résidence dont parle la loi du 9 avril 1898 est celle du droit commun que constitue le FAIT DE L'HABITATION, et non une résidence spéciale que déterminerait le lieu du travail.

Nous estimons donc, avec la jurisprudence de la

1. *Bull. minis. Com.*, III, 2, 243.

Cour de cassation, que l'ouvrier étranger résidant à l'étranger au moment de l'accident, ne doit obtenir à titre d'indemnité qu'un capital égal à une triple annuité de la rente à laquelle lui donne droit son incapacité.

Mais quelle sera la situation de la victime qui, résidant à l'étranger au moment de l'accident possède au contraire une résidence effective en France au moment de la liquidation de l'indemnité ?

Il semble logique d'admettre, dans ce cas, le droit pour la victime d'être indemnisée conformément au droit commun. Cette solution est conforme à l'esprit de la loi. Si celle-ci n'a en effet pas voulu obliger les débirentiers à servir les arrérages des rentes en pays étranger, cette raison disparaît lorsque le créancier rentre en France. La pensée du législateur est certainement, dit Cabouat, que le droit de la victime se détermine, en ce qui concerne les étrangers, d'après les circonstances qui l'affectent au cours de son existence, plutôt qu'au moment même où ce droit se constitue (1).

Enfin, résidant en France, la victime y dépensera les arrérages de sa rente.

Cependant, aux termes d'un arrêt de Douai du 14 novembre 1900 (2), il importe peu que l'indemnitaire réside en France au moment de la liquidation de

1. Cabouat, *op. cit.*

2. *Bull. minis. Comm.*, I, 2, 679.

son indemnité : ce fait nouveau n'apporte aucun changement à la situation telle qu'elle s'est constituée d'après les faits contemporains de l'accident.

Caractère de la conversion de la rente des ouvriers étrangers. — Nous sommes amenés maintenant à étudier le caractère de la conversion prévue par l'article 3, § 15.

Cette conversion est-elle définitive ? Frappe-t-elle les indemnitaires étrangers d'une manière irrévocable ou au contraire ne les atteint-elle que pendant leur absence du territoire français ?

Deux systèmes sont en présence sur la question.

Dans un premier système, la transformation d'une rente allouée à un ouvrier étranger en un capital entraîne des effets définitifs. A l'appui de ce système, on soutient que cette interprétation est conforme à l'esprit de la loi, que celle-ci a en effet voulu que la libération du chef d'entreprise ayant eu lieu, soit considérée comme absolument définitive ; on ajoute que permettre des transformations successives à l'indemnisation de l'accidenté est directement contraire au principe forfaitaire du risque professionnel, lequel doit donner au débiteur toute garantie que la liquidation de son obligation une fois accomplie, constitue un fait définitif à l'abri de tout changement ultérieur.

Dans un autre système, au contraire, on soutient que le fait pour un indemnitaire d'établir ou de rétablir sa résidence en France, agit comme une condition résolutoire sur la conversion antérieure de la rente. A l'appui de ce système, on invoque que le législateur n'a voulu la transformation de la rente que pour ne pas obliger le débi-rentier à servir une rente à l'étranger, et que d'ailleurs dès l'instant que le crédit-rentier réside en France, les arrérages de la pension seront dépensés par la victime en territoire français.

Il paraît du reste évident, ajoutent les partisans de ce système, que si l'émigration de l'indemnitaire arrête le cours des arrérages, son retour doit à l'inverse le restituer dans l'exercice de son droit antérieur.

Ces alternatives d'ailleurs, bien que compromettant la stabilité des droits de l'indemnitaire, peuvent faire bénéficier le débiteur de l'indemnité d'une réduction plus ou moins sensible de ses charges.

En effet, si l'indemnitaire séjourne hors de France plus de trois ans, le débiteur bénéficiera de tous les arrérages échus entre l'expiration des trois années et le retour en France ; d'autre part, si l'indemnitaire fixait sa résidence en France moins de trois ans après la conversion de sa pension, le capital versé s'imputerait jusqu'à due concurrence sur les arrérages à venir ; ainsi le débiteur n'aurait jamais à déboursier

une somme supérieure à celle qu'eût exigée le service interrompu de la rente.

En ce qui nous concerne et, bien que le deuxième système semble plus logique, nous adoptons le premier système, d'après lequel la conversion de la rente est définitive. Celui-là seul, nous semble-t-il, est de nature à assurer la stabilité si nécessaire au monde des affaires.

La législation industrielle, si elle doit veiller aux intérêts des ouvriers, ne doit cependant pas se désintéresser des intérêts patronaux ; et le meilleur système, nous ne saurions le trop répéter, serait l'assimilation complète des ouvriers étrangers aux ouvriers français ; elle seule permettrait de mettre en harmonie, les idées de justice, d'humanité, la logique et les intérêts de chacun. Telle est d'ailleurs l'opinion de la jurisprudence actuelle.

Voir dans ce sens un jugement de Nancy du 6 février 1905 (1).

Ayants droit de l'ouvrier étranger. — La

1. *Recueil Spécial accidents du travail* 1905, p. 415 et aussi l'arrêt de la Cour de cassation cité plus loin, du 18 mars 1912 aux termes duquel la conversion ne peut maintenir l'ouvrier étranger qui a quitté la France, en possession du droit de revision.

Aux termes du jugement de Nancy, du 6 février 1905, lorsque la conversion en capital a été une fois opérée, le droit à la rente s'éteint d'une façon définitive et l'ouvrier étranger ne pourrait le faire revivre en justifiant de son retour en France, en vue d'une installation définitive, et en offrant d'imputer le capital reçu sur les arrérages à venir.

législation française des accidents du travail n'a pas limité aux ouvriers étrangers le bénéfice et la rigueur de ses dispositions.

Les ayants droit de l'ouvrier étranger sont également visés par les dispositions exceptionnelles de l'article 3, § 15.

Remarquons tout d'abord que la loi du 31 mars 1905, qui a sur plusieurs points modifié la loi du 9 avril 1898, a apporté une amélioration sensible à la situation des ayants droit des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail.

En effet, la loi du 9 avril 1898 disposait :

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Il en résultait que les représentants d'un ouvrier étranger, alors même qu'ils étaient Français, mais résidant à l'étranger ne recevaient aucune indemnité, tandis que s'ils vivaient en France, les représentants étrangers de l'ouvrier étranger, étaient indemnisés comme les ayants droit français.

En un mot, la loi de 1898 appliquait aux ayants droit de l'ouvrier étranger un traitement uniforme, sans tenir compte de leur nationalité. Leur droit à l'indemnisation dépendait de la résidence, ou de la non résidence, sur le territoire français ; c'est-à-dire d'une simple question de fait.

La loi du 31 mars 1905 a profondément modifié ce régime. Elle traite les ayants droit d'ouvriers étrangers, non plus selon leur résidence, mais selon leur nationalité.

Le nouveau texte de l'article 3, alinéa 15 assimile les ayants droit étrangers cessant de résider en France, aux ouvriers étrangers qui abandonnent le territoire français.

Ils reçoivent donc pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée. Notons cependant que ce capital ne peut dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28 ; il s'agit du tarif dressé par la Caisse nationale des retraites. Seuls *les représentants étrangers d'un ouvrier étranger non résidant en France au moment de l'accident* sont maintenant privés de toute indemnité. Si à ce moment ils sont en France, ils sont indemnisés sous forme de rente, sauf bien entendu à voir leur rente transformée en un capital de 3 annuités, s'ils viennent à quitter le sol français.

Ayants droit français d'un ouvrier étranger. — Actuellement, les ayants droit français d'ouvriers étrangers, sont en ce qui concerne le droit à la pension, soumis au droit commun. Une pension leur est allouée, et leur est servie, même s'ils quittent la France, de même que les ayants droit français

d'un ouvrier français ne sont en aucun cas soumis à la conversion de leur indemnité. Peu importe d'ailleurs que les ayants droit français de l'ouvrier étranger résident ou non en France au moment de l'accident. La rente leur est due non en raison de ce qu'ils ont leur principale installation en France, mais en raison de leur qualité de Français.

Cette modification à la loi de 1898 proposée par M. Beauregard, fut adoptée sans discussion par la Chambre des députés (1).

Il peut arriver que les ayants droit français d'un ouvrier étranger, acquièrent postérieurement à l'indemnisation une naturalisation étrangère. Comment les choses se passeront-elles dans ce cas ? Nous pensons alors qu'ils devront être traités comme les représentants étrangers d'un ouvrier étranger.

Mais ceux-ci peuvent se trouver, au point de vue de leur résidence, dans deux situations différentes.

Premier cas. — L'ayant droit naturalisé réside en territoire étranger ; ce sera le cas le plus fréquent ; sa rente sera convertie en un capital égal à 3 annuités ;

Deuxième cas. — L'ayant droit naturalisé étranger réside en France : rien n'est modifié pour lui.

Critique de la situation faite aux ouvriers étrangers. — Nous ne voudrions pas critiquer

1. Séance du 20 mai 1901. *Off.*, 1901, p. 1104.

l'amélioration apportée par la loi du 31 mars 1905 à la situation des ayants droit d'ouvriers étrangers. Assurément il est bon, notamment, que les ayants droit français d'un ouvrier étranger, conservent leur indemnité viagère quelle que soit leur résidence.

Cependant les raisons qui ont amené le vote de ces modifications, nous paraissent en contradiction avec les principes qui avaient inspiré le législateur de 1898.

Celui-ci soumettait le droit à la rente des ayants droit de l'ouvrier étranger à une condition de résidence en France, et actuellement encore, le fait d'abandonner la France est, pour les indemnitaires directs lorsqu'ils sont étrangers, une cause de conversion.

Le législateur ordonnait cette conversion et il l'ordonne encore, parce qu'il estime que les chefs d'entreprise français ne peuvent être astreints au paiement d'arrérages destinés à être dépensés à l'étranger, et aussi parce qu'il a voulu éviter les difficultés auxquelles peut donner lieu le service des rentes dont les titulaires résident hors de France, et encore parce qu'il a craint de diminuer la richesse publique en faisant parvenir des capitaux destinés à être dépensés hors de France.

Mais, lorsqu'un ouvrier français créancier quitte la France, ne continue-t-il pas à toucher les arrérages de sa pension ? Les difficultés auxquelles donnera

lieu le service de sa rente ne seront-elles pas les mêmes que si elle était servie à un étranger ? La rente servie à un ouvrier français hors de France profite-t-elle à la richesse nationale ?

Les difficultés de paiement à l'étranger n'existent plus guère de nos jours, sauf dans quelques pays lointains où les établissements de crédit manquent encore, ou sont peu répandus. Et n'est-il pas aussi mesquin que puéril de penser que le service de ces rentes diminue la richesse française ?

Ainsi donc pour être logique avec les raisons qui ont conduit à convertir en capital la pension de l'indemnitaire étranger ou de ces ayants droit étrangers lorsqu'ils sont à l'étranger, le législateur devrait frapper de la même déchéance l'ouvrier français ou ses ayants droit lorsqu'ils cessent de résider en France.

On ne peut accepter une pareille conséquence.

Ce raisonnement nous conduit une fois de plus à la conclusion précédemment formulée, que la loi ne sera vraiment logique, que lorsqu'elle traitera sans distinction de résidence, les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, comme elle traite les ouvriers français et leurs représentants.

Si le système que nous venons d'étudier est illogique, il est également contraire au droit, à la justice, à l'équité, et critiquable quant à son opportunité économique.

Tout législateur soucieux d'obéir aux prescriptions du droit est, en effet, rigoureusement tenu d'admettre également, nationaux et étrangers, au bénéfice des lois relatives aux accidents du travail.

Du reste, à ne considérer que la base juridique sur laquelle repose le droit des victimes d'accidents du travail à être indemnisées, il apparaît avec une évidence absolue que ce droit est entièrement indépendant de la nationalité.

Si, en effet, dit M. Cabouat (1), l'on écarte toute idée de bienfaisance ou d'assistance dont les avantages pourraient à la rigueur être réservés aux nationaux, reste ceci, que

la base commune des systèmes d'indemnisation organisés suivant les principes les plus divers, est dans le contrat de travail, dont il est manifeste que les effets conventionnels ou légaux sont insusceptibles de varier avec la nationalité des parties contractantes. Conforme à la notion moderne du contrat de travail, cette unité de condition des travailleurs, s'impose comme une nécessité tout à fait indépendante d'ailleurs de l'organisation contingente de la responsabilité elle-même. Individuelle ou collective, cette responsabilité ne change pas de nature, et par suite, le bénéfice en doit demeurer également assuré aux travailleurs, dans la mesure où les circonstances leur donnent le droit d'en réclamer la protection. Toute mesure restrictive heurte donc, sans raison valable, ce principe universellement admis, que l'étranger est l'égal du national dans la vie économique ; elles constituent en outre dans l'évolution qui

1. Cabouat, *Traité des accidents du travail*, édit., 1907, t. II, p. 251 et suiv.

aura bientôt effacé jusqu'au dernier vestige des déchéances anciennes infligées à l'étranger, une anomalie d'autant plus intolérable, qu'elle n'a même pas l'excuse d'être une survivance, mais qu'elle résulte au contraire d'une législation toute moderne, où l'on s'étonne de rencontrer des conceptions aussi arriérées.

Ainsi de quelque point de vue qu'on le juge, ce traitement exceptionnel imposé aux étrangers, est en contradiction manifeste avec le caractère d'ordre public justement attribué au risque professionnel, caractère fondamental dont la conséquence la plus immédiate, est que l'application en doit être rendue indépendante de la nationalité. Au surplus, si l'on veut bien écarter toute idée d'assistance, et reconnaître que la base du droit reconnu à la victime d'un accident du travail, est le contrat même intervenu entre elle et le chef d'entreprise, quelle raison y aurait-il d'en calculer diversement les effets suivant que la victime est française ou étrangère ?

Enfin, à supposer que les raisons économiques alléguées à l'appui de l'article 3 §§ 15, 16 et 17, soient aussi justifiées qu'elles le sont peu en réalité, elles ne sauraient prévaloir contre cette idée générale, qu'un même contrat doit produire les mêmes effets, sans qu'il y ait jamais à tenir compte de la nationalité des parties contractantes. Quant à nous, écrit très justement M. Feigenwarter, nous avons à résoudre la question de traitement des étrangers en matière de responsabilité et d'assurance des accidents, non pas tant au point de vue économique qu'au point de vue juridique. Si, à ce point de vue, la solution est claire, les sommes dues en réparation, en vertu de la responsabilité, ou en vertu de l'assurance des accidents, font partie intégrante du contrat de louage de services, parce qu'elles servent à couvrir le risque professionnel des professions soumises à l'assurance. Par suite, il n'y a nullement lieu de traiter les étrangers autrement que les nationaux. Toute inégalité dans ce domaine, doit disparaître en vertu de raisons juridiques. Toute inégalité de traitement blesse ce principe de droit international,

qu'au point de vue de leur métier et de leurs droits privés, les étrangers ne doivent pas être mis sur un plus mauvais pied que les nationaux (1).

Il est donc urgent d'accomplir une réforme qui assimilerait les ouvriers étrangers aux ouvriers français; la France ne voudrait pas sur les chemins qui mènent à plus de justice, à plus d'équité, se laisser distancer par d'autres nations.

A l'heure actuelle, en effet, certaines lois, la loi anglaise du 6 août 1897, la loi italienne du 17 mars 1898, la loi espagnole du 30 janvier 1900, la loi néerlandaise du 2 janvier 1901, ont admis l'assimilation intégrale des travailleurs étrangers aux nationaux.

Il est vrai que l'article 3 § 18 de la loi du 31 mars 1905, stipule que les dispositions relatives aux ouvriers étrangers pourront être modifiées dans la limite des indemnités prévues à l'article 3, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Cette disposition qui admet le principe de la réciprocité diplomatique en matière d'accidents du travail, a permis d'apporter de réels adoucissements

1. Dr G. Feigenwarter, avocat à Bâle, *Traitement légal des étrangers en matière de responsabilité et d'assurance*. Rapport présenté à la troisième réunion des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (*Revue générale du droit international privé*, 1906, p. 94 et suiv.

au régime rigoureux de notre législation en ce qui concerne les ouvriers étrangers.

Nous n'étudierons pas les diverses conventions internationales que la France a signées par application de la disposition précitée. Une pareille étude serait hors de proportion avec le cadre de notre sujet. Malgré leur efficacité incontestable, ces conventions diplomatiques sont cependant insuffisantes à réaliser la réforme que nous voudrions voir aboutir, *un même régime pour tous les ouvriers victimes d'accidents en France.*

Les conventions diplomatiques, en effet, exigent pour se parfaire, des lenteurs que ne connaît pas le travail législatif, lorsque le stimulent les circonstances.

Il est vrai qu'en raison même de la lenteur avec laquelle elles s'élaborent, les conventions diplomatiques, présentent, une fois signées, des garanties de fixité, de durée et de stabilité que n'offrent pas les lois. Mais elles ne peuvent jamais viser qu'une catégorie de travailleurs et non *tous* les travailleurs, résultat que nous voudrions voir se réaliser.

Certains auteurs, M. Cabouat entre autres, admettent que la possibilité de réaliser ces améliorations par la voie diplomatique est précisément un empêchement à la réalisation de la réforme que nous préconisons. Car dit-il :

les gouvernements sont moins préoccupés de réaliser un idéal de pure justice que de réserver les dispositions restrictives concernant les étrangers, comme une sorte de monnaie internationale permettant d'obtenir d'autres avantages conventionnels (1).

1. Cabouat, t. II, p. 251

ANNEXE

DE L'EFFET DE LA REVISION SUR LA CONVERSION EN CAPITAL

DES RENTES ALLOUÉES AUX OUVRIERS ÉTRANGERS

L'application de l'article 3 fait-il obstacle à l'article 19, autrement dit, le fait pour un ouvrier étranger d'avoir touché un capital égal à trois annuités, empêche-t-il la revision ? Nous ne le pensons pas.

Le droit de revision est en effet absolument indépendant du mode d'indemnité ; la revision a pour but de faire augmenter ou diminuer l'indemnité allouée à la victime. Si donc l'action en revision est intentée par un ouvrier étranger dans le délai de trois ans prévu par l'article 19, elle est recevable (1).

Si l'indemnitaire étranger prouve que son état s'est aggravé depuis l'allocation de l'indemnité primitive, cette indemnité devra être augmentée ; mais sous quelle forme cette augmentation aura-t-elle lieu ? Rece-

1. Nice, 26 novembre 1900. *Bull. minis. Comm.*, t. II, p. 681

vra-t-il un complément de capital ou une nouvelle rente ?

Si l'indemnitaire réside à l'étranger, il recevra sans aucun doute un capital égal à trois fois le montant de la rente supplémentaire. Mais s'il est de nouveau fixé en France au moment de la revision, on peut se demander si le surplus d'indemnité devra lui être alloué en capital ou en rente.

M^r Cabouat estime d'une façon générale que la revision n'aura d'autre résultat, que d'accroître la triple annuité payée à la victime, d'une somme égale à l'augmentation subie par la rente elle-même, si telle avait été la forme de l'indemnité primitive ; nous estimons que dans l'hypothèse précitée, c'est sous forme de rente que doit être allouée l'indemnité complémentaire, et cela en raison du caractère exceptionnel du remplacement de la rente par un capital. L'ouvrier est en France ; donc il doit toucher son indemnité en rente ; le texte est formel.

Inversement, le patron ou son assureur aura le droit de demander la revision de l'indemnité allouée à son ancien ouvrier, et s'il obtient gain de cause, il pourra agir en restitution. Mais cette action sera le plus souvent inefficace ; déjà vaine quand elle est exercée contre un ouvrier étranger résidant en France (par exemple dans le cas d'une revision d'une rente inférieure à 100 francs rachetée), elle sera plus inutile encore si elle est exercée contre un individu résidant en territoire étranger.

La Cour de cassation a adopté sur cette question une jurisprudence absolue qui nous semble critiquable en ce qu'elle décide qu'en cessant de résider en France, l'ouvrier étranger perd le droit à la revision.

Attendu, d'une part, décide cet arrêt (1), qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, B..., ouvrier d'origine italienne, victime d'un accident du travail, n'avait droit, s'il cessait de résider sur le territoire français, pour toute indemnité, qu'à un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée, que les termes mêmes dont s'est servi le législateur sont exclusifs de toutes relations ultérieures entre la victime et le chef d'entreprise à raison d'un accident dont les suites sont définitivement réglées à l'égard de l'un et de l'autre, par l'attribution du capital forfaitaire déterminé par la loi.

Et attendu, d'autre part, que si la conversion immédiate de la rente allouée à B... en un capital supérieur à celui auquel il eût pu prétendre au moment où il a quitté la France, a été constatée par ordonnance du... cette conversion n'a pu avoir pour effet de le maintenir en possession du droit de revision qu'il avait perdu en cessant de résider sur le territoire français à une époque antérieure à celle où est devenu exécutoire dans les deux pays, le traité conclu entre l'Italie et la France au sujet des accidents du travail.

1. Cassation civ., 18 mars, 1912. *Juris-classeur accidents du travail*, fiche mobile, 1205.

CHAPITRE II

Conversion facultative des Rentes

EN CAPITAL

CHAPITRE II

CONVERSION FACULTATIVE DES RENTES EN CAPITAL

Nous nous sommes occupés dans le chapitre précédent, des cas où, par suite d'un changement dans la résidence, ou dans l'état civil de l'indemnitaire, la rente viagère est transformée en capital. Cette transformation est dans une certaine mesure indépendante de la volonté de l'indemnitaire ; dans tous les cas, elle est automatique et ne peut être évitée.

Nous examinerons maintenant les cas où l'indemnitaire crédi-rentier, peut facultativement, toucher au lieu et place de sa rente, un capital. Dans l'état actuel des dispositions qui régissent les modes des réparations dues aux victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit, le paiement de l'indemnité en capital est possible dans deux cas.

1° La victime ou ses ayants droit peut, dans certaines conditions, recevoir le $\frac{1}{4}$ du capital représentatif de la rente qui lui a été allouée.

2° Le capital constitutif des rentes inférieures à 100 francs peut dans certaines conditions également, être versé aux titulaires majeurs desdites rentes
Chacun de ces cas fera l'objet d'un paragraphe.

PARAGRAPHE PREMIER
DE LA CONVERSION EN CAPITAL
DU QUART DE LA RENTE

Article 9 loi du 9 avril 1898.

« Lors du réglemeut définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, le victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des Retraites pour la vieillesse lui soit attribué en espèces.....

Le tribunal, en Chambre du Conseil, statuera sur ces demandes.

*Article 19 loi 9 avril 1898 modifié
31 mars 1905 (alinéas 1 et 7).*

La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 21.....

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal, au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Historique. — Il importe tout d'abord de faire rapidement l'historique de la disposition qui permet à l'indemnitaire crédirentier ou à ses ayants droit, de se faire allouer le quart du capital représentatif de la rente à laquelle il a droit.

L'article 5 alinéa 1 de la loi sur les accidents du travail votée par la Chambre au mois de juin 1893 était ainsi conçu :

Lors du règlement définitif de l'indemnité, la victime PEUT EXIGER que le quart du capital nécessaire à la constitution de la rente viagère lui soit attribué en espèces.

Devant le Sénat, en juin 1895, le texte correspondant, proposé par la commission était le suivant :

Quand il y aura lieu à paiement d'une rente viagère, la victime de l'accident POURRA DEMANDER qu'il lui soit payé un quart en espèces du capital nécessaire à la constitution de cette rente.

Mentionnons ici l'amendement proposé à cet article par M. le sénateur Félix Martin. En effet, malgré que cet amendement n'ait pas été voté, il éclaire d'un jour particulier, les motifs qui ont amené le législateur à déroger gravement au principe de l'indemnisation des victimes d'accident du travail, sous forme de rente viagère. Cet amendement portait que :

Quand il y aura lieu de lui allouer une rente viagère,

la victime de l'accident pourra demander qu'il lui soit versé en espèces le quart du prix de cette rente pour ACQUÉRIR OU CONSTRUIRE UNE HABITATION, ou pour constituer sur la tête de ses enfants des rentes temporaires, jusqu'à l'âge de seize ans.

Quoi qu'il en soit, tous ces textes donnaient à l'indemnitaire le droit absolu d'exiger le quart du capital. C'est alors qu'intervint M. le sénateur Cordelet (1). Cet honorable parlementaire déposa l'amendement suivant, qui avait pour but de substituer l'appréciation des deux parties, ouvrier et patron, ou celle du tribunal au droit absolu de l'ouvrier d'exiger le quart du capital représentatif de la rente.

Quand il y aura lieu à paiement d'une rente viagère, il pourra être alloué à la victime de l'accident, sur sa demande, un quart en espèces du capital nécessaire à la constitution de cette rente.

Et, justifiant son amendement, M. Cordelet disait :

Il est possible qu'il ne soit pas sage de confier à l'ouvrier, qui vient d'être victime d'un accident, et qui est frappé d'incapacité absolue de travail, un capital dont il ne fera pas un très bon usage.

Il serait véritablement déplorable qu'un ouvrier, victime d'un accident du travail, et frappé d'une incapacité absolue de travail, ayant désormais pour unique ressource la rente qui lui est allouée, soit à l'amiable, soit par le tribunal, soit privé d'une

1. Séance du 8 juillet 1895. *Journ. off.*, p. 765.

part de cette rente, peut-être déjà insuffisante pour le faire vivre, parce qu'il aura exigé et dissipé le quart du capital qui la représente. J'estime qu'il y a tout avantage, et qu'il ne peut y avoir d'inconvénients, dans l'intervention, soit du patron qui réglera ce point avec son ouvrier, soit en cas de désaccord entre eux, du tribunal, qui apprenant les circonstances, et se renseignant sur les antécédents de l'ouvrier, pourra, mais seulement si ce dernier présente des garanties suffisantes, et s'il apparaît que cela est conforme à son intérêt, lui remettre le quart du capital représentatif de la pension.

Cet amendement de M. le sénateur Cordelet fut adopté.

Le texte de la commission sénatoriale de 1898 n'en conservait pas moins à l'ouvrier la possibilité *d'exiger* le remplacement du quart du capital (1).

Tour à tour admises et rejetées dans les projets subséquents, les considérations si justes de M. le sénateur Cordelet furent reprises avec une force nouvelle par M. le sénateur Waddington.

M. Waddington voulait que recevoir le quart du capital de la rente, fût pour l'ouvrier, non pas un

1. Ce texte était le suivant (art. 9) :

Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 20, la victime peut exiger que le quart du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculée d'après les tarifs fixés pour les accidents par la Caisse nationale des retraites lui soit attribué en espèces. (Sénat, 3 mars 1898).

droit, mais une simple faculté, et laisser au président du tribunal civil, statuant en dernier ressort, toute liberté d'accorder ou de refuser ce remplacement.

M. le sénateur Waddington parla à cette occasion dans les termes suivants :

Je crois que le droit ainsi accordé à l'ouvrier (le droit d'exiger le paiement du capital) présente quelque danger. Je n'ai pas présenté d'amendement, mais je me permets d'attirer l'attention de la commission sur les inconvénients qu'il pourrait y avoir à donner ce droit à l'ouvrier. Sans doute, l'immense majorité des victimes sera digne de confiance, et saura faire bon usage des capitaux qui pourront lui être versés, mais il peut se trouver des ouvriers dépourvus ou inexpérimentés, qui n'auront ni les qualités ni l'expérience nécessaire pour les placements à effectuer ; d'autres se laisseront entraîner par des conseils plus ou moins désintéressés d'hommes d'affaires.

L'intervention de M. Waddington fut, il est vrai, repoussée par M. le rapporteur Thévenet. Ce dernier fit remarquer que l'intention de la loi était de restreindre le plus possible l'intervention des tribunaux dans ces règlements, et qu'avec le système préconisé par M. Waddington, cette intervention serait nécessaire dans tous les cas.

Une intervention de M. le sénateur Félix Martin amena une modification, d'après laquelle le tribunal conservait la faculté d'autoriser la conversion en capital, d'une somme inférieure au quart de la rente.

Sur sa proposition, le Sénat vota en effet que *le quart* au plus du capital pourrait être attribué en espèces à l'indemnitaire qui en fait la demande (1). Et à l'appui de son amendement, M. Félix Martin donnait les explications suivantes :

L'article 9 dit que la victime de l'accident peut demander que le quart du capital lui soit attribué en espèces.

Par conséquent, le tribunal sera placé entre ces deux alternatives : d'allouer ce quart intégralement ou de ne rien allouer du tout. Supposez que le quart de ce capital se monte, ce qui arrive assez fréquemment, à 8.000 ou 10.000 francs, le tribunal peut craindre que cette somme soit mal employée, et reconnaître seulement qu'il y aurait intérêt à ce que la victime pût toucher en espèces 3.000 ou 4.000 francs, pour finir de payer par exemple ou acquérir d'un seul coup une modeste habitation qu'il pourra transmettre à ses enfants. Eh bien ! avec le texte impératif de l'article 9, il ne le pourra pas. La victime n'obtiendra rien en espèces. Il est donc préférable de dire que la victime pourra demander que le quart *au plus* du capital représentatif de sa rente lui soit attribué en espèces. De cette façon, le tribunal aura les coudées franches.

Ainsi modifié, soumis à tant de vicissitudes, l'article 9 devint enfin dans la loi du 9 avril 1898, ce qu'il est resté depuis, car les lois postérieures ne lui ont fait subir aucune modification. Ce texte est le suivant : Article 9, alinéa 1 loi du 9 avril 1898.

Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander

1. Sénat, séance du 18 mars 1898, p. 325.

que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculée d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accident par la Caisse des Retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Le tribunal en Chambre du Conseil statuera sur ces demandes.

Nous ne nous occuperons pas de la faculté de reversibilité de la rente viagère sur la tête du conjoint de la victime.

Malgré que cette faculté soit réglée par l'article 9 qui nous intéresse, elle n'entre pas dans le cadre de cette étude.

Appréciation de la disposition de l'article 9, alinéa 1. — Comment faut-il apprécier cette faculté du remplacement du quart de la rente viagère par un capital ?

On peut réprover d'une façon absolue la possibilité du remplacement.

Il est dangereux, dit-on, de laisser à un ouvrier la libre disposition d'un capital ; l'ouvrier ignore ses intérêts ; le plus souvent il dilapidera en quelques semaines, en quelques mois tout au moins, le capital qu'il aura ainsi touché. Ou bien encore, désireux de faire fructifier de merveilleuse façon son capital, il se laissera séduire par les belles paroles des lanceurs d'affaires, et son petit pécule sera bientôt englouti dans un de ces écroulements qui, en enrichissant quelques hommes malhonnêtes, font autour d'eux

tant de ruines. Et alors, le malheureux ouvrier dont la capacité professionnelle est diminuée, privé de ce capital, qui représentait précisément une partie de la réduction que l'accident avait fait subir à son salaire, incapable désormais de gagner sa vie, tombera dans la misère, et deviendra une charge pour la société.¹

Ainsi le but poursuivi par l'application de la responsabilité forfaitaire sera complètement manqué.

Par conséquent, bien loin de permettre aux victimes du travail de demander le paiement en capital du quart de leur indemnité, il faut au contraire, dit-on, leur enlever cette faculté et, dans tous les cas, payer l'indemnité tout entière sous forme de rente viagère.

Nous examinerons dans les pages suivantes le système de la loi, mais dès à présent, nous voulons réfuter la théorie de ceux qui repoussent d'une façon complète le paiement d'une partie du capital.

Voici à ce sujet comment s'exprime M. Cabouat.

Sans contester la nécessité des mesures de précautions, contre l'esprit de prodigalité et de dissipation, auquel ne sont que trop enclins la plupart des ouvriers, mis brusquement en possession d'un capital, dont ils sont mal disposés à apprécier la valeur, on ne peut méconnaître cependant que l'indemnitaire présente parfois assez de garanties, de moralité et d'intelligence pour que la disposition d'un capital lui soit confiée sans danger (1).

1. Cabouat, *op. cit.*

Il est vrai que la classe ouvrière est généralement peu au courant de ce que l'on appelle communément les affaires ; que ses membres, habitués à accomplir une tâche que les progrès du machinisme font de plus en plus facile, perdent l'habitude de réfléchir.

Il est encore vrai que la plupart des ouvriers n'ont pas le souci du lendemain, que leur tâche faite, ils quittent le chantier ou l'atelier, et s'empres-sent à dépenser leur salaire en distractions futiles, insipides, malsaines et souvent funestes à leur santé.

A ces ouvriers-là, sans doute, il ne faut donner aucun capital ; il ne faut pas les induire en tentation, il faut en un mot, les préserver contre eux-mêmes, et malgré eux, les garantir de la misère. Il faut en tous cas leur refuser tout capital ; (nous verrons cependant que la loi autorise le remplacement total des rentes inférieures à 100 francs.)

Mais, hâtons-nous de le dire, tous les ouvriers ne sont pas ignorants, prodigues, insoucieux de l'avenir. Il en est, et leur nombre tend à s'accroître, qui sont instruits, intelligents, sobres, économes et s'inquiétant du lendemain.

Et quant au machinisme, nous pensons qu'on l'accuse à tort de faire perdre à l'ouvrier l'habitude de la réflexion ; il nous semble au contraire que l'ouvrier n'ayant plus à exercer sur sa machine qu'un

travail de direction, voit son rôle grandir, et qu'en tout cas le spectacle permanent de ces merveilles d'invention que sont les machines contemporaines, ne peut que l'inciter favorablement à augmenter dans toutes les branches ses connaissances. Le nombre est plus grand qu'on ne pense des ouvriers cultivés. A ceux-là lorsqu'ils sont frappés, un capital peut être utile, nous disons plus, il peut être indispensable.

Voici par exemple un ouvrier mécanicien gagnant 2.400 francs par an ; il est jeune, intelligent, actif et connaît son métier ; un accident lui fait perdre l'usage de la main droite.

Son incapacité est évaluée à 30 o/o, il touchera une rente de $\frac{2400 \times 30}{100 \times 2} = 360$ francs.

Et cependant, au point de vue purement professionnel, il n'a plus aucune valeur, ne pouvant plus exercer le métier qu'il a appris. Il sera réduit à un métier misérable, sans espoir d'aucune amélioration possible.

Que cet ouvrier soit en possession d'un capital, il peut créer un petit commerce, ouvrir un magasin de vente de produits nécessaires à l'industrie qu'il connaît.

Ancien mécanicien, il peut, avec chance de succès, vendre quelques articles d'un usage courant dans son ancienne profession.

Dans ce cas-là nous pensons que non seulement il est bon que la victime d'un accident du travail puisse toucher le quart du capital de la rente, mais nous voudrions encore qu'il puisse toucher une quotité beaucoup plus grande de ce capital.

A notre avis, cette limitation au quart ne résiste pas à la critique.

Nous avons dit que le tribunal en Chambre du Conseil devait statuer sur les demandes de remplacement de rente. Eh bien alors, de deux choses l'une : ou le tribunal estime que l'ouvrier est incapable de faire bon usage du capital, et dans ce cas il doit lui refuser la conversion ; c'est du reste ce que la loi l'autorise à faire. Ou bien l'ouvrier est digne de confiance, capable de gérer son petit avoir, et de le faire fructifier, et dans ce cas-là, il faut qu'il puisse disposer d'une somme plus forte que le quart du capital.

Le législateur a, nous semble-t-il poussé trop loin son paternalisme.

Des discussions parlementaires, dont nous avons cité plus haut quelques fragments, il résulte que le remplacement du quart du capital a surtout pour but de permettre à l'ouvrier d'acquérir une petite maison. C'est là aggraver encore le goût si précoce que trop de nos compatriotes ont pour la retraite. Mais nous croyons que des gens jeunes et actifs, répugneront à limiter si vite leurs ambi-

tions à la possession de la traditionnelle petite maison ; leurs facultés pourraient se développer plus utilement, pour eux-mêmes et pour la société, si elles étaient soutenues par l'apport d'un capital un peu important.

Souvent le quart du capital est fort peu de chose, insuffisant pour permettre le moindre établissement.

Nous sommes convaincus que bien des ouvriers, mis en possession d'un capital plus élevé, pourraient s'établir fructueusement, soit en ville dans un commerce, soit à la campagne sur un lopin de terre, tandis que ne pouvant toucher qu'une somme généralement dérisoire, ils ne peuvent rien fonder de durable.

Nous ne préconisons pas cependant un système qui permettrait à l'indemnitaire de toucher le capital entier représentatif de la rente, quelle que soit cette rente ; mais il nous semblerait avantageux d'établir une gradation ; il suffirait pour cela de suivre l'indication donnée par la loi qui autorise le remplacement intégral des rentes inférieures à 100 francs.

Par exemple les rentes de 100 à 300 francs seraient encore convertibles dans leur intégrité. Les rentes de 300 à 500 francs pour les trois quarts, de 500 à 800 francs pour moitié, de 800 à 1.000 francs un tiers, enfin les rentes supérieures à 1.000 francs, très rares d'ailleurs, convertibles pour un quart seulement.

Les rentes accordées à la victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente absolue ne seraient aucunement convertibles, leurs titulaires étant incapables d'exercer aucune profession et n'ayant d'autres ressources que les arrérages de leur rente.

Bien entendu, le tribunal statuant comme dans le système actuel, en Chambre du Conseil, aurait la plus large faculté d'appréciation, et devrait s'éclairer par tous moyens possibles, particulièrement par des enquêtes, sur la situation morale du demandeur, ses projets, ses capacités, etc.

On peut objecter à ce système qu'il est en contradiction avec l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, alinéa I, d'après lequel le versement du capital représentatif des pensions allouées ne peut être exigé des débiteurs.

Nous répondons à cette objection que la possibilité du remplacement du $1/4$ est un premier échec au principe posé par l'article 28 et que la possibilité de remplacer intégralement les rentes inférieures à 100 francs est un second échec, que par conséquent on peut déroger encore au principe du paiement des indemnités en rentes, s'il est manifeste que le paiement en capital doive, pour certaines victimes, constituer un avantage dont la société est appelée à bénéficier.

Afin d'alléger les charges que ce système pour-

rait faire peser sur le patron, le paiement du capital pourrait du reste être fait par versements échelonnés, en deux, trois ou quatre fois selon son importance.

Le système du paiement du capital par versements échelonnés, ne porterait pas préjudice au crédit de la victime qui voudrait créer une entreprise ; il serait au contraire une garantie pour les fournisseurs, à la condition que les échéances ne soient pas trop espacées.

Nous nous sommes autorisés à préconiser un système qui permettrait à l'ouvrier de toucher une portion de capital supérieure à celle que la loi lui alloue.

Il est cependant peu probable que notre opinion ait chance de recruter des partisans. Bien au contraire si une modification est apportée au système actuel, elle tendrait sans doute, à restreindre encore la faculté de remplacement, à la supprimer même entièrement.

Nous le déplorerions, car nous croyons que notre système appliqué avec prudence et sagesse par la Chambre du Conseil, que notre système, disons-nous, pourrait être, dans certains cas, un palliatif à la situation rigoureuse, qui est faite bien souvent aux victimes des accidents du travail et que pouvant entreprendre quelque chose de durable, celles-ci, bien loin d'accroître la foule des prolétaires dangereux, parce que désœuvrés, deviendraient au contraire le

soutien le plus fort et le plus stable, de l'ordre et de la propriété.

Quoi qu'il en soit, nous sommes dans l'obligation d'étudier le système actuel du remplacement du quart de la rente par un capital.

Remplacement du quart de la Rente par un capital Étude de la législation actuelle

A qui appartient le droit de demander la conversion :

1° A la victime. — L'article 9 répond à cette question :

La victime peut *demandar* que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente... lui soit attribué en espèces.

Ce droit appartient-il à la victime quelque soit son âge, ou faut-il qu'elle ait atteint sa majorité ?

Nous verrons ultérieurement que depuis la loi du 31 mars 1905, le titulaire d'une pension inférieure à 100 francs, doit être majeur pour être autorisé à obtenir le paiement du capital de la rente.

Il semble bien que les mêmes motifs qui ont conduit le législateur de 1905 à imposer la condition de la majorité aux crédirentiers de pensions inférieures à 100 francs, eussent dû agir également en ce qui concerne le remplacement du quart. Cependant le texte de l'article 9 de la loi de 1898 n'a pas été modifié. Il en faut donc conclure que les mineurs

peuvent demander le remplacement du quart de la rente qui leur a été allouée.

Leur demande sera du reste appréciée par le tribunal statuant en Chambre du Conseil, et il est peu probable que le remplacement leur soit accordé.

2° Ayants droit, ascendants et descendants. — L'article 9 n'admettant expressément que la victime au bénéfice de ses dispositions, une interprétation littérale du texte conduirait à penser que cette faculté lui est personnelle, et qu'en aucun cas elle ne peut être exercée par ses ayants droit. Ceux-ci cependant peuvent, comme la victime, désirer la remise d'un capital. Nul doute, par exemple, que cette faculté de remplacement n'appartienne aux ascendants à la charge de la victime (1).

La question est contestée en ce qui concerne les descendants et notamment les enfants. En effet les enfants de la victime pour avoir droit à la rente doivent être mineurs de seize ans ; et les motifs auxquels est due la prohibition de rachat des rentes inférieures à 100 francs attribuées aux mineurs, s'opposent avec la même force au rachat partiel prévu par l'article 9 (2).

1. Trib. de la Seine, 7 mai 1902, *Gazette du Palais*, 31 juillet 1902.

2. Jugement sus-indiqué du trib. de la Seine, 7 mai 1902.

3° Conjoint survivant. — Le conjoint survivant de la victime ne peut certainement pas demander la conversion du quart en raison du caractère spécial de la rente liquidée à son profit.

Une pareille exclusion semble injuste, car bien souvent la remise d'un petit capital à la veuve d'un ouvrier victime d'un accident du travail, permettrait à toute une famille de sortir de la misère. Les femmes plus que bien des hommes sont aptes à une multitude de petits commerces, mercerie, épicerie, papeterie, etc., et leurs goûts généralement plus tranquilles, que ceux des hommes, au moins dans la classe ouvrière, seraient une garantie du bon emploi des capitaux touchés par elles. Mais n'oublions pas que le conjoint survivant est toujours menacé, en cas de convol, du remplacement de sa rente par un capital égal à trois annuités; une telle disposition s'oppose donc à ce qu'il puisse être pris, en cette matière, aucun arrangement définitif, tel que serait nécessairement le versement aux mains du conjoint, d'une certaine fraction du capital constitutif de sa rente. Il semble donc bien que si le législateur eût voulu admettre au bénéfice de l'article 9, alinéa 1^{er}, le conjoint survivant, il n'eût pas manqué d'en subordonner l'exercice à certaines garanties de restitution.

L'opinion gouvernementale semble s'être modifiée

à cet égard. En effet, si la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899 porte que :

Le conjoint survivant du bénéficiaire d'une pension est libre de s'entendre avec le débiteur pour substituer à la rente qui lui est allouée le paiement d'un capital.

Une autre circulaire également du Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux en date du 22 août 1901 revient à la théorie qui paraît avoir été celle du législateur, et refuse au conjoint survivant tout autre paiement en capital que celui de 3 annuités en cas de remariage.

Admettre la solution contraire, dispose cette circulaire, serait aller à l'encontre de l'idée directrice de la loi sur l'attribution des indemnités sous forme de rentes viagères, et excepter de cette garantie, précisément les parties qui ont le plus besoin d'être protégées contre les entraînements d'un règlement définitif en capital, c'est-à-dire les veuves (1).

Tel avait été du reste, le 20 février 1901, l'avis exprimé par le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Cet avis formulait :

Que la loi sus-visée (loi du 9 avril 1898) interdit aux parties toute modification de la proportion ou de la nature des indemnités qu'elle détermine.

Que cette interdiction ne souffre exception que pour les pen-

1. *Bulletin du Comité permanent du Congrès International des accidents du travail*, 1901 p. 346.

sions qui peuvent être remplacées par le paiement d'un capital en vertu de l'article 21.

Que ce remplacement n'est possible qu'autant que la pension est inférieure à 100 francs, même s'il s'agit de conjoints non remariés, la référence du deuxième alinéa de l'article 21 visant exclusivement le cas où le conjoint, en cas de nouveau mariage, a droit à une triple annuité de la rente (1).

4° Chefs d'entreprise ou assureurs les substituant. — Enfin, la demande de conversion ne peut en aucun cas émaner du chef d'entreprise ou de l'assureur débirentier. Le paiement d'un capital constitue en effet une mesure exceptionnelle de l'opportunité de laquelle les patrons ou leurs assureurs ne peuvent se faire juges.

Condition de la conversion du quart en capital. — La conversion du quart de la rente viagère en capital est soumise à plusieurs conditions qui sont les suivantes :

1° Époque de la demande en conversion. — La demande de remise d'un capital doit être formée lors du règlement définitif de la rente viagère après le délai de revision prévu à l'article 19, et au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision (art. 9, loi du 9 avril 1898).

1. *Bulletin du Comité permanent du Congrès International des accidents du travail*, 1901, p. 71.

La demande de conversion n'est donc possible que pendant *un mois*.

On comprend pourquoi le législateur n'a autorisé le remplacement qu'après l'expiration du délai de revision : il peut arriver, en effet, qu'une revision diminue la rente de la victime ; le patron qui aurait versé une partie du capital, pourrait alors exiger le remboursement de certaines sommes, mais la solvabilité des victimes d'accidents du travail est généralement trop précaire pour que les chefs d'entreprise puissent être exposés à de tels risques. L'utilité de cette disposition peut être contestée en ce qui concerne l'intérêt des indemnitaires.

C'est généralement bien avant le délai de trois ans que la victime de l'accident aura besoin d'un capital pour se refaire une situation ou se construire un foyer. Nous disons, bien avant trois ans ; car les tentatives de conciliation n'ayant lieu que lorsque la consolidation de la blessure est acquise, l'ouvrier peut, dès ce moment, apprécier ses forces et ses facultés. Ainsi, pendant trois ans, l'ouvrier est condamné à une inaction totale, préjudiciable à son avenir, et qui développe en lui des goûts de paresse et d'oisiveté.

Certaines lésions, en effet, sont d'une nature telle que le sujet qui en est atteint n'a pour ainsi dire aucune chance de voir son état s'améliorer.

Par exemple un amputé, un manchot, un aveugle,

sera trois ans après l'accident dans le même état que le jour de la conciliation. Pour ces catégories de victimes, la conversion du quart pourrait donc, sans risque pécuniaire pour le patron, être autorisée dès le lendemain de l'accord définitif ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Du reste, certains indemnitaires dont les rentes ne sont pas sujettes à revision peuvent lors du règlement même de leur pension, demander la conversion : ce sont les ayants droit de la victime et notamment les ascendants ainsi que les enfants si on accorde à ceux-ci le droit de demander la conversion.

Quant au délai d'un mois imparti à l'indemnitaire pour introduire une demande en conversion, son existence est une innovation de la loi du 31 mars 1905 ; sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 un seul point était certain, à savoir que la demande de conversion devait être formée « lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19.

Appliquer littéralement ce texte était imposer à l'indemnitaire l'obligation de former sa demande le jour même de l'expiration du délai de revision.

Une interprétation trop large conduirait au contraire à permettre la conversion à n'importe quel moment pourvu que le délai de revision fût expiré.

Les deux solutions étaient peu pratiques car, ainsi que le disait M. Chovet :

Le règlement définitif n'étant opéré que par l'expiration du délai de revision, ou la survenance d'un jugement sur revision, il semble impossible que la victime produise en cet *instant de raison* sa demande devant la Chambre du Conseil ; il y aurait, d'autre part, notamment au point de vue du jeu des tarifs, de graves inconvénients à laisser la victime indéfiniment maîtresse de faire valoir la faculté que lui réserve l'article 9.

Il était donc utile d'impartir un délai à l'indemnitaire pour exercer son droit, et la citation ci-dessus montre que ce délai doit être assez court.

La question s'est posée de savoir si cette disposition de la loi du 31 mars 1905 qui a modifié sur ce point l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 a un effet rétroactif et s'applique aux accidents antérieurs à cette loi. Il y a sur ce point, des décisions judiciaires entièrement opposées (1).

En tout cas, le délai d'un mois imparti à l'indem-

1. Dans le sens de la rétroactivité. Paris, 31 décembre 1907. *Recueil accidents du Travail*, 1907-1908, p. 366.

Dans le sens de la non rétroactivité. Narbonne, 27 juin 1906. D'après ce dernier jugement, la disposition nouvelle de l'article 19 de la loi de 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905 n'a pas d'effet rétroactif, cette disposition n'ayant pas un caractère interprétatif, mais constituant une règle absolument nouvelle, et créant une déchéance qui ne peut être encourue que dans les affaires nées postérieurement au 31 mars 1905. (*Recueil accidents du Travail* 1905-1906, p. 156).

nitaire pour former sa demande en conversion, a le caractère d'un délai préfix emportant déchéance, et n'est soumis à aucune cause de suspension ou d'interruption de la prescription.

Il ne saurait notamment être prolongé pendant les démarches faites par le demandeur pour obtenir l'assistance judiciaire (1).

Le délai d'un mois commence à courir le lendemain du jour, où expire le délai de la demande en revision et l'action peut être introduite au plus tard le dernier jour de ce délai (2).

Point de départ du délai de revision.

Le point de départ du délai de trois ans prévu par l'article 19 pour l'action en revision est-il le jour où le jugement est passé en force de chose jugée, ou est-il, au contraire, le jour même de la décision judiciaire.

Un jugement de Nantes, du 31 mai 1911 (3), répond à la question et décide que le point de départ du délai de revision doit se placer au *jour même de la décision judiciaire*.

Attendu, dit notamment ce jugement, qu'antérieurement à

1. Paris, 31 décembre 1907. *Recueil Accidents du Travail* 1907-1908, p. 366.

2. Trib. Seine, 13 mars 1907. *Revue Accidents du Travail*, 1907, p. 318.

3. *Recueil Doc. Accid. du Trav.*, n° 43, p. 123.

la loi du 31 mars 1905, il était presque unanimement admis que le délai de trois mois ouvert pour la revision par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, court à partir du jour même où a été prononcé le jugement qui lui donne ouverture ; que l'on considérait, en effet, que le jugement n'était qualifié de définitif par cet article qu'en opposition aux jugements avant faire droit, qui n'ont pas pour conséquence de faire courir ce délai ;

Attendu que, dans la loi du 31 mars 1905, modificative de certains articles de la loi du 9 avril 1898, et notamment de l'article 19, les mots : *jugement définitif* ayant été remplacés par les suivants : *décision judiciaire passée en force de chose jugée*, certains auteurs en ont inféré que le législateur avait voulu modifier le point de départ du délai de revision, et le fixer au moment où la décision judiciaire a acquis l'autorité de la chose jugée ; que cette opinion a, d'autre part, été conservée par quelques décisions de jurisprudence ; que les travaux législatifs n'indiquent en rien les motifs qui ont pu donner lieu à ce changement de texte et que, dans leur silence à cet égard, il serait excessif d'attribuer au législateur une semblable intention ; que, tout au moins, à défaut de tout autre raison, faudrait-il que le juge fût placé en présence d'un texte particulièrement clair ; que tel n'est point le cas, et qu'une interprétation rigoureuse, basée uniquement sur l'explication littérale de l'article, serait plutôt défavorable à ce système, puisque pour le consacrer en termes exprès, dégagés de toute équivoque, le législateur aurait dû dire : « à partir du jour où la décision judiciaire a été passée en force de chose jugée », et non point : « à partir de la décision passée en force de chose jugée » ;

Attendu, à la vérité, que les diverses modifications successives apportées à la loi du 9 avril 1898 procèdent d'un esprit favorable aux ouvriers et employés, mais que le système en question ne leur assure pas une protection plus grande que le système opposé ; qu'en effet, s'ils ont intérêt à ce que le

délai de revision soit le plus long possible lorsqu'ils agissent comme demandeurs dans une instance en revision, ils ont l'intérêt contraire quand ce rôle est celui de l'employeur ou de la compagnie substituée ;

Attendu, au surplus, que ce système, qui offre de graves inconvénients pratiques, par suite des complications qu'il fait naître, n'est pas celui de la Cour de Cassation, laquelle, dans deux arrêts rendus postérieurement à la loi du 31 mars 1905, pose dans ses motifs ce principe « que la décision définitive, à dater de laquelle court le délai de trois ans pendant lequel la demande en revision est ouverte, *est le jugement passé en force de chose jugée* qui a fixé soit l'indemnité journalière si l'incapacité avait paru devoir n'être que temporaire, soit la rente si l'incapacité de la victime avait été considérée comme permanente ».

Du reste ce délai ayant été établi dans l'intérêt exclusif du débiteur, rien ne s'oppose à ce que ce dernier renonce à s'en prévaloir.

2° La conversion doit faire l'objet d'une demande en justice. — En second lieu, la conversion doit faire l'objet d'une demande en justice.

Cela résulte des discussions parlementaires.

Ce n'est pas en effet en vertu d'un droit proprement dit que l'indemnitare est admis à requérir l'attribution en espèces, du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de sa rente. L'article 9 ne reconnaît à l'indemnitare qu'une simple faculté, celle de formuler une demande que les tribunaux souverains appréciateurs des circonstances sont également maîtres d'accepter ou de rejeter (1).

1. Cabouat, II, n° 743.

Nous avons vu plus haut comment l'intervention de M. le sénateur Cordelet fit retirer à l'indemnitaire le droit absolu d'exiger le quart du capital et amena plus tard le législateur à confier à la Chambre du Conseil la mission d'examiner, s'il est opportun d'accorder à l'ouvrier la conversion qu'il demande. Le tribunal, statuant en Chambre du Conseil, jouit donc d'un pouvoir d'appréciation souverain, et peut, en tenant compte de l'intérêt bien entendu du titulaire de la rente, et du danger de dissipation du capital, soit admettre la demande, soit la rejeter, soit l'accueillir seulement dans une certaine mesure.

Le tribunal ne peut du reste en aucun cas allouer plus du quart du capital représentatif ; l'article 9 est impératif à cet égard. *La victime peut demander que le quart au plus lui soit attribué en espèces.*

La Chambre du conseil doit d'ailleurs statuer sur toutes les demandes de conversion et non pas seulement en cas de désaccord.

Il ne paraît pas douteux, dit M. Loubat, que la Chambre du conseil doive être appelée à statuer sur toutes les demandes afin que la victime ne puisse pas recevoir en capital une part de l'indemnité qui lui a été allouée, sans que la nécessité en ait été reconnue. Le tribunal appréciera les motifs allégués comme les garanties offertes par le demandeur ; il calculera la somme qui devra être payée en capital et fixera la quotité de la rente qui restera après. « Nous vous prions, disait M. Thévenet, rapporteur au Sénat d'admettre notre texte et de dire que le tribu-

nal statuera sur toutes les demandes quelles qu'elles soient qui ont pour but de transformer la pension en un capital (1). »

La volonté du législateur s'étant manifestement fait connaître, on est en droit de s'étonner des termes de la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899 d'après laquelle ce serait seulement

Si les parties ne peuvent pas s'entendre à l'amiable au sujet de cette conversion qu'elle doit être demandée au tribunal, qui apprécie souverainement, si elle est conforme à l'intérêt sagement entendu de la victime.

Il semblerait résulter de ce texte que la substitution d'une fraction de la rente à un capital peut se réaliser par voie de convention intervenue entre les parties.

Une telle interprétation de la loi est en contradiction absolue avec le caractère d'ordre public du système d'indemnisation sous forme de rente viagère des victimes d'accident du travail.

Autoriser la substitution d'un capital à la rente ou à une fraction de rente par voie de convention serait annihiler un des principes essentiels de la loi.

3° Taux du rachat du quart du capital. —
Le taux du rachat du quart de la rente allouée à la victime d'un accident du travail ne dépend pas de

1. Sénat, 18 mars 1898. *Officiel*, p. 326. Loubat, *Accidents du travail*.

l'accord des parties. Aux termes de l'article 9, le capital représentatif doit être calculé d'après le tarif de la Caisse nationale des Retraites. Dans la pratique, le calcul de ce capital est effectué par la Caisse des Retraites elle-même sur simple demande non affranchie adressée par l'intéressé.

Mais quel tarif la Caisse des Retraites doit-elle appliquer ? Dans la pratique, le tarif d'après lequel est fait le calcul, est le tarif en vigueur lors de l'exigibilité de la conversion. Ainsi en a du reste décidé un jugement du tribunal de Bazas (1).

Ce mode de calcul ne nous paraît pas conforme à la logique. Il nous semble plus rationnel d'effectuer le calcul d'après le tarif en vigueur au moment où la rente a été constituée. En effet, bien que la conversion ne constitue pas un droit pour l'indemnitaire, elle n'en est pas moins un événement sur lequel il est en droit de compter dès le jour même où la rente lui est allouée ; c'est donc dès ce moment qu'il doit être fixé sur le montant exact des sommes qu'il peut être appelé à toucher tant en rente qu'en capital.

Cette manière de voir, a du reste reçu la consécration d'un jugement du tribunal de La Flèche du 2 avril 1906 (2).

1. *Recueil de Bordeaux* 1908. 2. 17.

2. *Gazette des tribunaux*, 1907. 2. 179.

Procédure de la conversion du quart de la rente. — Nous avons étudié plus haut, les conditions de délai dans lequel doit être introduite la demande de conversion du quart de la rente. Nous devons rechercher maintenant quel est le tribunal compétent pour connaître de la demande en revision et ensuite quel doit être le mode d'introduction de la demande.

Tribunal compétent. — La loi n'a pas précisé devant quel tribunal devrait être portée la demande de conversion.

On conçoit donc que l'on puisse attribuer la connaissance de la demande à trois tribunaux.

1^o *Tribunal du défendeur*, en l'espèce, du patron. Cette opinion doit être rejetée si l'on décide, comme nous le verrons plus loin, que la demande de conversion doit se porter devant la Chambre du Conseil par voie de simple requête, sans mise en cause du patron ni de l'assureur.

2^o *Le tribunal du domicile du demandeur*. Cette solution est avantageuse, en ce sens que le tribunal du domicile du demandeur est certainement celui qui possédera le plus facilement les éléments capables de l'éclairer sur la nécessité de la conversion. En ce sens Mourral et Berthiot. Cependant cette opinion ne nous paraît pas conforme à l'esprit général de la loi.

3^e Tribunal du lieu de l'accident. La loi de 1898 a dérogé, en effet, gravement au principe général de procédure, *actor sequitur forum rei*, d'après lequel le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur. En matière d'accident du travail, le tribunal compétent est celui *du lieu de l'accident*. Il s'agit d'une compétence *ratione loci* et non pas *ratione personæ*.

Il serait donc illogique que la demande de conversion fût soumise à une règle de compétence autre que les actions dérivant de la loi du 9 avril 1898.

Le tribunal qui connaîtra de la demande en conversion est donc celui dont le président a antérieurement concilié les parties, ou qui a précédemment jugé l'affaire (1).

Mode d'introduction de la demande de conversion. — Tandis que les rentes viagères auxquelles ont droit les victimes d'accidents du travail, sont allouées, soit par le président du tribunal dans le cas de conciliation, soit au cas de non conciliation, par le tribunal en audience ordinaire, les demandes de conversion sont soumises à une procédure spéciale.

La volonté du législateur est, en effet, formelle à cet égard (art. 9), al. 3. *Le tribunal en Chambre du Conseil, statuera sur ces demandes*. Pourquoi attri-

1. En ce sens : *Sachet*, 3^e édition, p. 150.

buer la connaissance de ces demandes à la Chambre du Conseil et non au tribunal tenant l'audience ordinaire ?

Nous avons vu précédemment que le tribunal a un pouvoir souverain d'appréciation des demandes de conversion ; or, les motifs qui peuvent l'amener à refuser à un indemnitaire la remise d'un capital, sont parfois fâcheux ; il importe donc d'éviter une publicité qui peut être de nature à nuire à un travailleur. La procédure en Chambre du Conseil remédie précisément à ces inconvénients.

Ce sont du reste ces idées mêmes qu'exprimait M. Félix Martin, au mois de mars 1898, lorsqu'il disait (1) :

Pourquoi, en Chambre du Conseil, alors qu'il s'agit de la demande d'un capital ? Parce que la question peut se poser de savoir si la victime n'est pas un ivrogne, un dépensier, capable de dissiper lestement son petit trésor ; voilà pourquoi on ne fait pas débattre la question en audience publique.

Si la procédure suivie en Chambre du Conseil est plus discrète que celle des audiences ordinaires, elle est aussi plus expéditive ; ainsi l'expliquait M. Thévenet, rapporteur devant le Sénat :

La Chambre du Conseil, est en effet saisie par une simple requête, il n'y a pas de contradiction devant elle, il n'y a que le ministère public qui surveille l'application de la loi (2).

1. Sénat, 18 mars 1898. *Off.*, p. 325.

2. Sénat *Officiel*, 18 mars 1898, p. 326.

Caractère de la procédure de la demande en conversion. Première opinion. — *La procédure de demande en conversion est purement gracieuse.* — L'opinion émise par M. Félix Martin et M. Thévenet conduit à cette conclusion que la procédure de la demande en conversion est purement gracieuse ; cela résulte du texte même que nous venons de citer :

La Chambre du Conseil est saisie par simple requête, il n'y a pas de contradiction devant elle.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de mettre en cause le patron, la compagnie d'assurances ou la Caisse nationale des retraites.

Ainsi en a décidé un arrêt de la Cour de Paris du 26 novembre 1904 :

Considérant que la procédure instituée par l'article 9, alinéa 3 de la loi du 9 avril 1898 n'est pas une procédure contentieuse... (1).

Il résulte de l'arrêt de la Cour de Paris du 26 novembre 1904, que si l'ouvrier a procédé par voie d'assignation, la procédure doit être annulée et le demandeur renvoyé à se pourvoir.

Deuxième opinion. — *La procédure de demande*

1. *Recueil accidents du travail*, 1904-1905, p. 354.

en conversion est une procédure contentieuse. — D'après une deuxième opinion, la procédure de conversion, suivie devant la Chambre du Conseil a un caractère contentieux, et nécessite la mise en cause du patron, ou de la société d'assurance, par voie d'assignation, car on ne peut admettre que la décision du tribunal ait force exécutoire contre un tiers, qui n'a pas été tout au moins régulièrement appelé à l'audience.

Cette opinion est la nôtre, et voici pourquoi :

En confiant à la Chambre du Conseil l'examen des demandes fondées sur l'article 9 § 1, le législateur a, bien entendu, été guidé avant tout par le soin de préserver le crédientier de la dissipation de son indemnité, mais aussi de ne pas imposer au patron une charge trop lourde.

Cette préoccupation de ménager les intérêts du patron, ressort manifestement des discussions de la loi au Parlement ; elle se révèle dans l'article 28, lequel contient l'un des principes essentiels de la loi, à savoir que le versement du capital ne saurait être exigé des débiteurs.

Il nous semble aussi que l'analogie doit conduire à appliquer au paiement de l'indemnité en capital, le principe consacré par l'article 9 alinéa 2 *in fine*, d'après lequel il ne devra résulter de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entre-

prise. Le fait que ce principe se trouve dans l'article 9 autorise cette analogie.

Il est vrai qu'aujourd'hui la grande majorité des chefs d'entreprise sont assurés ; le versement d'une portion de capital ne modifie donc en rien leurs charges. Néanmoins, et sans parler de certaines entreprises assez considérables pour organiser elles-mêmes un véritable système d'assurance, il existe encore certains patrons qui ne sont pas assurés ; au reste, tous les patrons fussent-ils assurés, l'assurance en cette matière n'étant pas obligatoire, la loi ne doit pas méconnaître la possibilité de la non assurance.

Or, il peut parfois être très gênant pour un chef d'entreprise, d'être contraint de verser un capital même peu élevé. Venant par exemple la veille d'une échéance difficile, la demande de paiement d'un capital peut entraîner la chute irrémédiable d'une entreprise.

Il nous semble donc impossible qu'un patron puisse, sans avoir pu même se faire entendre, être contraint de payer un capital.

Il eut fallu, pour admettre la possibilité d'une procédure de conversion sans mise en cause du patron, une disposition impérative qui ne se trouve pas dans la loi de 1898.

Notre opinion est, du reste, celle du tribunal de Boulogne-sur-Mer (1).

1. *Gazette des Tribunaux*, 6 août 1903.

Troisième opinion. — La procédure de demande en conversion a un caractère mixte.

— M. Sachet concilie les deux opinions dans une thèse aussi savante qu'ingénieuse. D'après cet auteur, la demande en conversion aurait un caractère mixte à la fois gracieux et contentieux. Par suite, si le patron acquiesçait dès l'origine à la réclamation de la victime, l'affaire perdrait sa nature contentieuse; elle pourrait donc être introduite par une requête émanant du patron et de l'ouvrier représentés par un seul avoué (1).

Cette thèse paraît, en effet, séduisante, mais à notre avis, elle a le défaut de laisser la porte ouverte aux dangers que signalait au Sénat, M. Thévenet, dangers résultant d'une transaction entre patrons et ouvriers, relativement à la forme de l'indemnité. La rédaction même de la requête commune, serait le résultat d'un arrangement entre les parties, et alors apparaît le spectre de l'entente intervenue en dehors de la loi.

Nous nous rallions donc pleinement à la deuxième opinion d'après laquelle la procédure de la demande en conversion est une procédure contentieuse, qui doit s'ouvrir en Chambre du conseil par voie d'assignation.

La procédure de conversion en capital du quart de

1. Sachet, 3^e édition, 506.

la rente n'est, du reste, pas la seule procédure en Chambre du conseil qui ait un caractère contentieux.

Les demandes d'autorisation maritale de la femme mariée, dans le cas où le mari refuse son autorisation (1) ;

Les oppositions à exécution de dépens (2) ;

La procédure d'interdiction, (3).

Les poursuites contre les officiers ministériels (4), ont un caractère contentieux.

Nous avons pour nous à cet égard, l'opinion considérable de M. Glasson, qui, après avoir énuméré les procédures sus-énoncées qui ont en Chambre du Conseil un caractère contentieux, ajoute :

Plus récemment, la loi du 9 avril 1898 a aussi donné compétence à la Chambre du Conseil pour examiner la demande formée par un ouvrier victime d'un accident du travail, et tendant à ce que le 1/4 du capital nécessaire pour lui constituer une rente soit versé en espèces (5).

Notre solution, qui donne à la procédure en Chambre du Conseil un caractère contentieux, a de plus l'avantage de solutionner les controverses rela-

1. Code de proc. civ., art. 861.

2. Code de proc. civ., art. 544.

3. Art. 476, C. P.

4. Décret 30 mars 1908, art. 102 et 103.

5. Glasson, 2^e édit., p. 56.

tives à la possibilité de l'appel des décisions de cette nature.

Si, en effet, un arrêt de la Cour de Dijon, en date du 24 octobre 1905 (1), déclare non recevable l'appel formé contre un jugement qui a statué sur la demande de conversion en capital du 1/4 de la rente, un jugement du tribunal de Marseille, du 12 mars 1908 (2), déclare que dans cette matière de la conversion, la décision de la Chambre du Conseil n'est un acte de juridiction contentieux qu'au regard de l'ouvrier demandeur, et dispose en conséquence, que l'appel ne peut être interjeté que par l'ouvrier et non par le patron auquel la décision ne peut en rien préjudicier.

En donnant à ces jugements un caractère contentieux, l'appel devient possible pour les deux parties et cela nous semble logique, puisque contrairement à l'opinion émise au jugement de Marseille sus-visé, nous pensons que tant qu'en France, l'assurance en matière d'accident du travail, ne sera pas obligatoire, certains patrons non assurés pourraient éprouver un préjudice du fait du paiement d'une fraction, même minime du capital.

La Cour de Cassation a décidé du reste dans un arrêt du 5 août 1907 que la décision de la Chambre

1. *Recueil Accid. du Trav.* 1905-1906, p. 266.

2. *Recueil Accid. du trav.* 1908, p. 346.

du Conseil qui statue sur la demande de conversion est susceptible *d'appel dans les termes du droit commun* (1).

De cet arrêt résulte bien : d'une part, que l'appel peut être interjeté par le chef d'entreprise, comme par l'ouvrier, et que par conséquent le jugement a un caractère contentieux, et d'autre part que l'appel doit être formé dans les deux mois à partir de la signification du jugement, et non comme on l'avait pensé dans le délai d'un mois à partir du jugement, délai exceptionnel prévu par l'article 17 de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne l'appel des jugements statuant sur les demandes d'indemnité.

Quoiqu'il en soit, et quelle que soit l'opinion que l'on ait sur la nature de la procédure de la demande en conversion devant la Chambre du Conseil, cette demande ne peut se faire en cours d'instance par voie de conclusions. Le législateur attache une trop grande importance à la conversion, pour n'avoir pas exigé la nécessité d'une instance spéciale.

Ainsi en a du reste jugé le tribunal de la Seine, le 20 janvier 1905 (2).

La question de la procédure des demandes de conversion du 1/4 du capital vient de faire l'objet d'une proposition de la loi de M. Lenoir, député, proposition dont nous croyons devoir donner le texte (3).

1. *Recueil Accid. du trav.* 1907-1908, p. 209.

2. *Recueil Acc. du travail*, 1904-1905, p. 342.

3. Annexe au pr.-verb. de la Ch. des dép. 28 mars 1913, p. 2674.

La brièveté du texte de l'article 9, muet sur la procédure à suivre, a fait naître des difficultés en pratique : doit-on, conformément à l'indication donnée par M. Thévenet dans son rapport précité, saisir la Chambre du conseil par une simple requête ? Ne faut-il pas plutôt assigner le chef d'entreprise ou l'assureur, qui pourraient contester, sinon le principe même de la demande, tout au moins le chiffre du capital à allouer ou de la rente réversible ? C'est ainsi que dans d'autres matières où la Chambre du conseil est spécialement désignée pour connaître de demandes de nature à être contredites par divers intéressés, cette juridiction est saisie par une assignation ; par exemple, lorsqu'un mari refuse à sa femme l'autorisation de procéder à un acte qu'elle estime nécessaire (art. 864, C. de Proc. civ.) lorsque le mariage d'un enfant issu de parents qui ont divorcé suscite un dissentiment qui, aux termes de l'article 152 du Code civil, modifié par la loi du 21 juin 1907, doit être soumis au tribunal siégeant en Chambre du Conseil ; ou bien encore lorsqu'il s'agit de la conversion en divorce d'un jugement de séparation de corps (art. 310 du C. civ.).

Certains tribunaux ont estimé seule régulière la procédure par voie d'assignation (tribunal de Boulogne-sur-Mer, jugement du 3 juillet 1903, *Gazette des Tribunaux*, n° du 6 août 1903). Le tribunal de Lectoure, dans un jugement du 6 août 1909, fait ressortir l'erreur que commettait M. Thévenet, en énonçant comme une règle générale que la Chambre du Conseil est saisie par une requête.

Il en n'est ainsi, dit le tribunal, que si la demande ne rencontre pas de contradicteur ; quand il s'agit d'une demande en conversion de quart ou en réversibilité de la rente, il y a un contradicteur naturel, le débiteur de la rente, dont les charges ne doivent pas être aggravées ; ce débiteur de la rente, le chef d'entreprise, dans le cas soumis au tribunal de Lectoure, doit donc être appelé en cause.

Cependant la plupart des tribunaux se fondant sur les déclarations de M. Thévenet ont admis que la Chambre du Conseil

devait, en ce qui concerne les demandes prévues par l'article 9 de la loi du 9 avril 1898, être saisie par voie de requête ; il est arrivé que des assignations données au chef d'entreprise ou à l'assurance ont été annulées, ou du moins il a été admis que, suivant les circonstances, elles pourraient être annulées ; arrêt de la Cour d'appel de Douai, du 7 décembre 1903 (*Gazette du Palais*, année 1904, 1^{re} partie, p. 200) ; arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 26 novembre 1904 (*Recueil périodique de Dalloz*, année 1906, 2^e partie, p. 14). Le plus souvent, le chef d'entreprise ou l'assureur, n'ayant rien à objecter à la demande, s'étonnaient d'être mis en cause et critiquaient la procédure comme irrégulière.

La Cour de Cassation, dans des cas où elle était appelée à statuer sur d'autres questions, a paru admettre la possibilité de saisir la Chambre du conseil indifféremment par voie de requête ou par voie d'assignation (Cour de Cassation, Chambre civile, 5 août 1907 ; *Bulletin de la Cour de cassation*, année 1907, p. 184 ; Cour de Cassation, Chambre civile, 18 décembre 1912).

Jusqu'en 1905, la question n'avait d'ailleurs pas un grand intérêt pratique, puisque, avant le vote de la loi du 31 mars, la victime pouvait former sa demande en conversion ou en réversibilité, indéfiniment : en admettant qu'elle se fût méprise sur la voie à suivre, elle n'avait qu'à régulariser sa procédure. Mais depuis la loi du 31 mars 1905, il en a été différemment, en raison du délai imparti pour l'introduction de ces demandes.

Si, dans l'incertitude de l'interprétation à donner à l'article 9, la victime a agi en présentant requête à la Chambre du conseil, et que le tribunal décide qu'elle aurait dû agir par voie d'assignation, une forclusion peut se trouver encourue : en effet, dans l'intervalle, le délai d'un mois peut être expiré et la régularisation de la procédure, devenue impossible.

Or, si le chef d'entreprise ou l'assureur, débiteurs de la rente, trouvent conforme à leur intérêt de verser trimestriellement une somme relativement minime plutôt que de déboursier un

petit capital, ils ne manqueront pas d'invoquer la forclusion contre la victime qui ne les a pas assignés dans les délais.

C'est précisément ce qui s'est produit dans l'espèce où est intervenu l'arrêt précité de la Chambre civile de la Cour de Cassation, du 18 décembre 1912.

Une victime d'accident du travail a demandé par voie de requête à la Chambre du Conseil du tribunal de Montluçon, l'attribution en espèces du quart du capital de la rente. La requête a été accueillie ; mais l'assureur, débiteur de la rente, ayant refusé d'exécuter la décision de conversion, il a fallu l'assigner pour le contraindre. A la demande, ainsi dirigée contre lui, il a opposé la forclusion résultant de l'expiration du délai prévu par l'article 19 de la loi de 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905. La Cour d'appel de Riom a déclaré la demande tardive et par suite irrecevable. Sur le pourvoi formé par la victime de l'accident, la Cour de Cassation a décidé, d'une part, que l'assureur, étant intéressé à la fixation du chiffre de la rente réversible, ou du capital à allouer en espèces, devait être mis en cause et, d'autre part, que cette mise en cause devait intervenir avant l'expiration du délai d'un mois établi dans son intérêt par la loi du 31 mars 1905. Peu importe qu'il y ait eu une requête présentée par la victime dans le mois : c'est l'assignation, tendant à la mise en cause du débiteur de la rente, qui doit être délivrée en temps utile.

Ainsi les victimes d'accidents du travail, qui, pour obtenir l'attribution en espèces du quart du capital de la rente, assignent le débiteur devant la Chambre du Conseil, courent le risque de se voir opposer l'irrégularité de leur procédure, si le tribunal estime qu'il faut se conformer à l'opinion émise par le rapporteur au Sénat de la loi de 1898, M. Thévenet ; et s'ils veulent régulariser leur procédure et présenter requête, il sera sans doute trop tard, le délai d'un mois étant écoulé sur ces entrefaites.

Par contre, si la victime ayant d'abord présenté une requête veut, à la suite d'une décision favorable, poursuivre l'exécution

contre le débiteur de la rente, elle court le risque de se voir opposer par celui-ci la forclusion résultant de l'expiration du délai fixé par l'article 19 de la loi de 1898, modifié en 1905.

C'est là, on le voit, une situation intolérable, à laquelle la proposition qui vous est soumise a pour but de remédier.

Il a paru que le moyen le plus simple pour y parvenir était de s'attacher à l'idée émise par M. Thévenet : c'est la Chambre du Conseil qui, comme le dit déjà l'article 9, doit être saisie des demandes en attribution en espèces ou en réversibilité de rente ; pour éviter toute difficulté, il suffira d'ajouter, comme il est proposé de le faire, que ces demandes seront formées par *voie de requête*. Les intéressés sauront par cela seul qu'ils n'ont pas à appeler en cause le débiteur de la rente.

Pourquoi, en effet, exigerait-on dans toutes ces affaires la présence du patron ou de son assureur ? La Chambre du Conseil a à se préoccuper de deux questions : en premier lieu, est-il bien conforme à l'intérêt de l'ouvrier d'obtenir un capital en abandonnant une partie de la rente ? en second lieu, à quel chiffre doit être fixé ce capital ?

La présence de l'assureur ou même du patron ne peut apporter au tribunal aucun élément d'appréciation quant à la première de ces questions. Quant à la seconde, le chiffre, soit du capital à allouer, soit de la rente réversible, est déterminé au moyen de calculs dont le tarif de la Caisse des Retraites donne tous les éléments. La victime n'a qu'à s'adresser à cet établissement pour obtenir les renseignements qu'elle a à fournir au tribunal. Le ministère public, comme le faisait observer M. Thévenet dans son rapport précité, est là pour veiller à l'observation des prescriptions de la loi. La présence du patron ou de l'assureur n'apparaît encore pas comme nécessaire.

C'est ce qu'avait fort bien compris la Caisse des retraites qui, assignée comme débitrice de la rente dans l'espèce soumise à la Cour de Paris (arrêt précité du 26 nov. 1904) avait, en se fondant sur le rapport de M. Thévenet, demandé sa mise hors de cause.

Peut-être en se plaçant à un point de vue purement théorique, pourrait-on dire que la décision de la Chambre du Conseil devant substituer une condamnation nouvelle (paiement d'un capital) à une condamnation précédemment prononcée (paiement exclusif d'une rente), il faut bien que la partie qui doit subir la condamnation soit présente. Mais tout d'abord, même en théorie, on pourrait répondre que la requête à la Chambre du Conseil tend, non pas à obtenir une condamnation nouvelle, mais bien l'application d'un principe contenu dans le jugement antérieur de condamnation, application simplement subordonnée à un calcul mathématique.

Puis surtout, en fait, il faut considérer que cette fixation de capital à allouer à la victime au moyen d'une réduction de sa rente, effectuée en l'absence de l'assureur ou du patron, ne peut leur préjudicier ; au cas exceptionnel où une erreur quelconque aurait été commise, il leur est toujours loisible, conformément au droit commun, d'en obtenir la rectification, la décision de la Chambre du Conseil, entaché d'erreur, ne leur étant pas opposable.

Quant au délai dans lequel aux termes de l'article 19, modifié en 1905, la demande doit être formée, la proposition spécifie que c'est la présentation de la requête à la Chambre du conseil qui doit avoir lieu dans le mois qui suit l'expiration du délai de revision. Qu'a voulu, en effet, la loi de 1905, en impartissant un délai pour les demandes en conversion ? Uniquement, comme l'a dit M. Chovet dans son rapport cité plus haut, éviter que la victime ne fausse le jeu des tarifs qui servent à calculer le capital de la rente, en retardant indéfiniment l'exercice de la faculté que lui réserve l'article 9. Dès lors que la requête est présentée dans le mois après l'expiration du délai de revision, les calculs se font normalement, dans les conditions voulues, et le but poursuivi par la loi de 1905 est atteint.

Une autre préoccupation a pu influencer sur cette fixation d'un délai, passé lequel la victime de l'accident ne peut plus former sa demande ; c'est de ne pas laisser indéfiniment sous le coup

de cette menace le patron ou l'assureur. Mais la présentation de la requête dans le délai prescrit est une suffisante garantie à cet égard ; et il ne saurait être question de faire grief à la victime de l'accident du retard que peut nécessiter l'instruction de sa demande.

Dans l'état actuel des textes, la Cour de Cassation, par son arrêt précité du 18 décembre 1912, a cru devoir les interpréter comme imposant la mise en cause du patron ou de l'assureur, dans le délai prévu par l'article 19. Les principes pouvaient paraître conduire à cette solution. Mais il est certain qu'au point de vue pratique, elle offre les plus grands inconvénients.

Si, contrairement à ce qui vous est proposé, la loi admettait pour la victime de l'accident qui veut user de la faculté que lui réserve l'article 9, l'obligation de mettre en cause dans le délai de l'article 19, le débiteur de la rente, c'est une procédure par voie d'assignation qu'il lui faudra introduire toujours, avec les frais plus élevés qu'entraîne une telle procédure, frais qui, dans les affaires d'accident du travail, sont à la charge du Trésor Public ; ce sont les délais nécessités par l'instruction des causes dans lesquelles un défendeur doit être appelé. Or, dans la plupart des cas, sinon toujours, le débiteur de la rente se désintéressera de l'affaire.

Ce serait donc pour une considération purement théorique, ou pour parer à une erreur tout exceptionnelle, qu'on exigerait sa présence dès le début. Il semble qu'il est infiniment préférable de le laisser hors de cause, sauf à lui, au cas exceptionnel d'erreur, à la faire rectifier, en usant des moyens que le droit commun met à sa disposition.

En résumé, la proposition met fin aux incertitudes de l'interprétation judiciaire, par une addition aux articles 9 et 19 de la loi du 9 avril 1898, assurément conforme aux intentions des auteurs de cette loi, comme aussi aux intérêts des ouvriers ; cette addition ne peut causer aucun préjudice aux intérêts légitimes des chefs d'entreprise ou des assureurs.

Il a paru nécessaire, pour éviter toute ambiguïté, de spéci-

fier que les victimes qui auraient introduit leur demande, antérieurement à la promulgation de la loi proposée, bénéficieraient de ses dispositions : elles ne pourront encourir de forclusion, pour n'avoir pas mis en cause le débiteur de la rente dans le délai fixé par l'article 19 : cette mesure transitoire, équitable et qui ne porte atteinte à aucun droit acquis, se justifie d'elle-même.

Aussi, nous vous demandons de voter sans retard la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER

Le dernier paragraphe de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 9, § 3. — Le tribunal, en Chambre du conseil, statuera sur ces demandes ; il sera saisi par une simple requête.

ARTICLE 2

Le dernier paragraphe de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 (modifié par la loi du 31 mars 1905) est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 19, § 7. — Les demandes prévues à l'article 9 doivent être SOUMISES A LA CHAMBRE DU CONSEIL au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

ARTICLE 3

Disposition transitoire

Celles de ces demandes dont les tribunaux ont été saisis par requête à la Chambre du conseil avant la promulgation de la présente loi, et qui ne sont pas encore définitivement jugées, seront considérées comme ayant été formées en temps utile, si la requête a été présentée dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

TEXTES ACTUELS

Art. 9, § 3. — Le tribunal, en Chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

Art. 19, § 7. — Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Ce que nous avons dit plus haut sur le caractère qu'il convient selon nous d'attribuer à la procédure de demande en conversion fait connaître notre opinion sur la proposition de loi de M. le député Lenoir.

Persuadé que la conversion ne doit, dans aucun cas, préjudicier aux chefs d'entreprise, et nous avons vu que ce préjudice est possible, nous n'adhérons pas à cette modification de la loi qui donnerait à la procédure de demande en conversion un caractère nettement gracieux.

PARAGRAPHE II

CONVERSION EN CAPITAL

DES RENTES INFÉRIEURES A 100 FRANCS

*Article 21, loi du 9 avril 1898,
modifiée 31 mars 1905*

Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors du cas prévu à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

Contrairement à ce qui a lieu pour les rentes supérieures à 100 francs, dont la conversion n'est autorisée que pour un quart, la conversion en capital des rentes inférieures à 100 francs, est possible pour la totalité. Cela résulte de l'article 21 de la loi de 1898 modifié par la loi du 31 mars 1905.

La convertibilité de ces rentes constitue une nou-

velle dérogation à cette règle générale que toute indemnité due à raison d'accidents du travail consiste en allocations viagères ou temporaires. L'existence de cette dérogation se justifie cependant.

Les motifs de cette disposition spéciale sont tirés de l'intérêt commun des parties ; au chef d'entreprise le législateur a entendu épargner des complications de comptabilité hors de proportion avec le service de pensions modiques ; à l'indemnitaire il a entendu permettre de substituer aux arrérages d'une rente qui ne peut guère lui être d'un secours effectif, un capital dont il lui est au contraire possible de tirer un meilleur parti en l'employant dans le commerce ou de tout autre manière.

En effet, le fait pour un ouvrier de toucher une rente inférieure à 100 francs, c'est-à-dire 8 fr.25 par mois pour une rente de 99 francs, n'apporte évidemment qu'une amélioration absolument insensible à sa situation. Au contraire la possession d'un capital représentant cette rente, c'est-à-dire environ $99 \times 15 = 1.405$ francs, peut lui permettre sinon de s'établir, tout au moins de faire une acquisition utile et durable.

Nous avons suffisamment montré l'intérêt que peut avoir un ouvrier à toucher un capital, lorsque nous nous sommes occupés de la conversion du quart de la rente ; remarquons cependant que le danger de dissipation du capital est tout aussi grand pour ces

sommes relativement minimales, provenant du rachat des rentes inférieures à 100 francs, que pour celles provenant de la conversion du quart. Il nous paraît surprenant, dans ces conditions, que le législateur de 1898, qui avait étroitement limité la conversion du quart de la rente, et en avait subordonné l'obtention à une décision judiciaire, ait traité si légèrement la question du rachat des rentes inférieures à 100 francs.

L'article 21 de la loi du 9 avril 1898 autorisait en effet le remplacement des rentes inférieures à 100 fr. sans conditions d'âge ni de taux de rachat.

Modifications apportées à la loi du 9 avril 1898 par la loi du 31 mars 1905, relativement à l'âge de l'indemnitaire. — Sous l'empire de la législation de 1898, deux sortes d'abus se produisirent rapidement : les ouvriers mineurs pouvaient être dépouillés par un tuteur infidèle ou simplement négligent, et lors de leur majorité se trouver privés d'une somme sur laquelle ils étaient en droit de compter.

Des événements de cette nature s'étant effectivement produits, attirèrent l'attention des milieux parlementaires, et dans un rapport déposé le 14 mai 1901, sur les modifications à apporter à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, M. Mirman citant le texte alors actuel de l'article 21 :

La pension ne pourra être remplacée par le paiement

d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs, proposait d'y ajouter ces mots :

et si le titulaire est majeur.

Nous ajoutons ces derniers mots, s'exprimait M. Mirman, pour protéger les victimes mineures contre une tutelle imprudente, le capital substitué à la rente courrait le risque d'être anéanti, et la victime se trouverait sans ressources quand arriverait le jour de la majorité (1).

Et M. Chovet exposait ainsi les motifs de cette disposition restrictive :

Cette addition se justifie suffisamment, puisqu'elle a pour objet de protéger les mineurs contre les conséquences d'une tutelle malhonnête ou simplement imprudente. En effet, dès lors qu'un capital serait substitué à la rente, rien de plus facile à un tuteur coupable ou négligent, que de dilapider ou de faire disparaître le capital représentatif de la rente originaire. Et à l'heure de sa majorité, le mineur se trouverait dénué de toute espèce de ressources. Vainement objecterait-on qu'il resterait toujours au mineur la faculté de faire jouer l'hypothèque légale qu'il conserve contre son tuteur ; vainement, ajouterait-on aussi, que la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs ou aux interdits, et à la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur, protège suffisamment le mineur contre les agissements d'un tuteur imprudent ou malhonnête ; en effet, par le fait même de la situation toujours précaire des parties en cause en ces sortes d'affaires, l'exercice de l'hypothèque légale et les dispositions de la loi du 27 février 1880 seraient inefficaces.

La justesse de ces observations, dictées autant par l'expérience et le bon sens, que par un juste souci

1. *Bulletin du Comité des accidents du travail*, 1901, p. 139.

de mettre un terme aux tristes situations de certaines victimes, n'échappa pas au Parlement, qui fit effectivement passer dans la loi du 31 mars 1905, la restriction d'âge en ce qui concerne la faculté de conversion des rentes inférieures à 100 francs. L'article 21 ainsi modifié dispose en effet...

La pension ne pourra être remplacée que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et *si le titulaire est majeur*.

Obligation d'effectuer le rachat d'après le tarif de la Caisse des retraites. — Il était relativement facile de protéger les mineurs, il l'était moins de mettre un terme aux abus auxquels donnaient lieu les débats, entre ouvriers et assureurs, sur le prix auquel devait être rachetée la rente.

En l'absence de toute réglementation du prix de rachat, les assureurs spéculant sur l'appât que constitue pour l'ouvrier la possession immédiate d'un capital, payaient leur rente un prix considérablement inférieur au prix réel. Pressée par la nécessité, la victime n'hésitait pas à accepter les conditions les plus onéreuses, pour obtenir le paiement d'une somme liquide en échange de la rente qui lui était allouée.

Il faut, pour comprendre comment l'ouvrier peut consentir à se laisser ainsi dépouiller, se rendre compte de la situation précaire, souvent même misérable, où sont les victimes d'accidents du travail, au

moment où intervient l'accord, même quand elles sont atteintes d'incapacité minime ne donnant lieu qu'à des rentes inférieures à 100 francs.

Généralement, au moment de la conciliation, l'ouvrier vient de chômer pendant un certain temps ; pour vivre il a dû faire des dettes, son loyer n'est pas payé, son propriétaire menace de le congédier, le boulanger, le boucher vont lui refuser tout crédit ; c'est alors que harcelé de tous côtés, il accepte n'importe quelles conditions pour éviter la ruine totale.

Avant la modification apportée à l'article 21 par la loi du 31 mars 1905, les tribunaux se trouvaient obligés de sanctionner des accords scandaleux où l'ouvrier était effroyablement lésé (1).

De telles pratiques attirèrent bientôt l'attention du gouvernement, et dès 1901 M. Dubief, alors ministre du Commerce, dans son rapport sur l'application générale de la loi de 1898, s'exprimait ainsi :

L'article 21 qui prévoit exceptionnellement pour les rentes inférieures à 100 francs la possibilité du remplacement de la pension par le paiement d'un capital, c'est-à-dire d'un rachat, devait évidemment dans la loi de 1898, et eu égard au principe de protection ouvrière qui la domine tout entière, conduire à l'exclusion de toute opération tendant à remplacer la rente due par un capital arbitraire inférieur à la valeur intrinsèque de

1. Montélimar, 19 juin 1902. — Le Havre, 6 novembre 1903. — Blois, 4 mars 1903. — Nantua, 19 février 1904. — Laon, 4 mai 1903. — Marseille, 31 juillet 1903.

rachat. Et pourtant, par une application abusive de la règle de la liberté des conventions, des décisions judiciaires validerent de tels accords, où l'ouvrier recevait sensiblement moins que ce qui lui était légalement dû.

Cette hésitation de la jurisprudence a désarmé l'administration du Ministère du Commerce à l'égard des sociétés d'assurances qui ont trop souvent exploité cet abus, et systématiquement poursuivi l'offre de rentes inférieures à 100 francs, pour pouvoir ensuite s'en décharger par le paiement de sommes très inférieures à leur valeur.

Le tableau ci-contre, joint au rapport dont nous avons extrait les lignes ci-dessus, montre clairement la proportion qu'atteignirent alors certains de ces abus.

TABLEAU (1)

Rentes allouées aux victimes	Age de la victime	Valeur nominale de la rente	Capital effectivement payé par l'assurance	Pourcentage de minoration au détriment de la victime
36	30 ans	650	550	15,38 o/o
88,33	28	1690	1400	17,15
23,58	21	450	350	22,22
42	41	670	500	25,37
70	23	1360	960	29,41
50	37	870	600	31,03
84	26	1600	1100	31,25
22,50	28	420	275	34,52
22,50	40	350	225	35,71
65,50	33	1170	700	40,17
64,15	24	1230	600	51,22
60	23	1200	500	58,33
96	31	1368	250	81,73

1. Ce tableau figure dans le rapport précité du Ministre du Commerce.

Bulletin du Comité permanent du Congrès international des accidents du travail, 1905, page 165.

Ainsi, il s'était trouvé des assureurs assez peu scrupuleux pour offrir à une victime d'accident du travail une rente de 81 o/o inférieure à ce qu'elle aurait dû être. Et malgré la disposition formelle de l'article 30, déclarant nulle de plein droit toute convention contraire à la loi de 1898, quelques tribunaux, appliquant à ces conventions spoliatrices les principes du droit commun, se refusèrent à accueillir l'action en nullité, lorsqu'une convention antérieure des parties avait substitué un accord particulier au règlement légal prévu par les termes impératifs de l'article 3.

Ces décisions judiciaires, qui faisaient ainsi une fausse application de la loi, n'étaient assurément qu'isolées, et il n'y avait pas encore lieu de s'en alarmer. Cependant l'exemple était funeste, et l'on pouvait craindre que la jurisprudence ne se fixât dans le sens de la liberté absolue des conventions relatives au rachat des rentes inférieures à 100 frs. Heureusement, la Cour de Cassation sut bientôt ramener les Tribunaux à une compréhension plus saine et plus équitable de l'article 21.

En effet, dans un arrêt du 25 juin 1902, la Cour de cassation (Chambre civile) rappela d'une manière très nette le principe

Que le juge ne peut, sous aucun prétexte et d'aucune façon, augmenter ou diminuer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail, et fixées impérativement par l'article 3 de la

loi à une quote-part déterminée du salaire. Les tribunaux sont aussi obligés de se renfermer strictement dans le cadre qui leur est tracé, sans y pouvoir rien changer, alors même que les circonstances de la cause leur paraîtraient appeler des mesures exceptionnelles (1).

Dès 1901, la Chambre des Députés avait affirmé sa volonté de mettre un terme aux contrats léonins dont nous venons de parler, en fixant impérativement le prix du rachat. M. Mirman avait, en effet, éloquemment montré la nécessité de modifier l'article 21 de la loi de 1898, en demandant que le rachat ait lieu nécessairement d'après le tarif de la Caisse des Retraites.

Très souvent, disait-il, la victime séduite par la perspective d'entrer en possession d'un capital qu'elle se figure inépuisable, accepte ou sollicite le rachat de sa rente éventuelle avant même que celle-ci soit déterminée ; elle est incapable, en tout cas, elle n'a pas les moyens de comparer la valeur de ce capital, et la valeur réelle au même jour, de la rente qu'elle pourrait obtenir, d'autant que les agents d'affaires à qui, peut-être, elle a eu le malheur de se livrer, lui conseillent toujours d'accepter un capital dont ils comptent bien prélever une large part. Aussi, cette ignorance, cet attrait exercé par le capital, ces mauvais conseils font-ils en bien des cas consentir les victimes à des substitutions entièrement préjudiciables à leurs propres intérêts.

Il faut tout d'abord que la rente soit fixée conformément à l'article 3 ; si elle est inférieure à 100 francs, il faut que le seul

1. *Recueil doc.*, II, p. 291.

capital qui puisse lui être valablement substitué soit le capital représentatif de cette rente, tel qu'il est déterminé par les tarifs de la Caisse Nationale.

La Chambre comprend assez l'importance de cette disposition tutélaire.

La Chambre n'eut pas de peine, en effet, à se laisser convaincre, mais au Sénat cette disposition impérative rencontra une certaine opposition.

Tout en reconnaissant qu'il était effectivement nécessaire de protéger contre elle-même et contre certains assureurs malhonnêtes, les victimes d'accidents du travail, la commission du Sénat proposait de laisser subsister une certaine élasticité du prix de rachat, de telle sorte que le débiteur de l'indemnité ne fût pas parfois contraint de s'y refuser, ainsi que son intérêt le lui commandait, en présence d'un tarif légal rendant l'opération onéreuse.

C'est dans ce but, que, préoccupée de laisser une certaine marge aux transactions, la commission du Sénat proposait de décider que :

Le rachat ne pourrait être effectué pour un chiffre inférieur de plus d'un sixième à celui qui résulterait de l'application du tarif fixé à l'article 28.

Sur les observations de M. Poirrier, le Sénat se prononça pour le maintien du texte adopté par la Chambre des Députés. Loin que cette opération de

rachat dût être facilitée et qu'il y eût la moindre raison d'autoriser le débiteur de l'indemnité à retenir une part, l'esprit de la loi du 9 avril 1898 est, ainsi que l'a démontré M. Poirrier, absolument réfractaire à une réduction quelconque de capital. Le principe forfaitaire de la loi contraignant déjà l'ouvrier à abandonner une partie de l'indemnité à laquelle il aurait droit dans les termes du droit commun (article 1382 Code civil), en raison du préjudice subi du fait de l'accident, il est vraiment inique que la réduction du prix d'achat puisse diminuer encore cette indemnité.

Les errements dont il vient d'être parlé et que sanctionnèrent certaines décisions judiciaires, sont signalés dans l'intéressant rapport du 27 février 1905 adressé au Président de la République sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898. Nous tenons à donner de longs extraits de ce rapport, en raison surtout, de ce qu'établi avant la loi de 1905, il stigmatise des procédés rendus sinon impossibles, du moins plus difficiles par les modifications des textes antérieurs.

Bien qu'à la demande du ministère du Travail, l'attention des présidents de tribunaux, eut à plusieurs reprises été appelée par la chancellerie, sur l'importance du rôle que la loi leur confie, et sur le caractère tutélaire de leur intervention, trop souvent ces magistrats avaient perdu de vue ces recommandations et la portée de l'article 16. Se prêtant aux conventions des inté-

ressés lors même qu'elles étaient souscrites en opposition avec les bases forfaitaires et les règles impératives de la loi, ils se bornaient à enregistrer purement et simplement les accords qu'on leur présentait, sans se soucier d'en vérifier la régularité et d'en établir les bases légales dans leurs ordonnances. Des présidents ou des magistrats appelés à les suppléer rendaient en trop grand nombre des ordonnances, ou explicitement irrégulières au regard des dispositions légales, ou d'un tel laconisme, qu'aucune énonciation ne permettait de reconnaître la régularité. Ces errements n'étaient pas d'ailleurs limités à de petits tribunaux, qui eussent pu trouver dans leur inexpérience des affaires d'accidents, une excuse relative ; certains juges, dans les tribunaux les plus importants, les pratiquaient de propos délibéré.

On conçoit que dans ces conditions, des assureurs aient eu beau jeu pour imposer moralement aux victimes d'accidents, sous l'appât d'une offre de capital immédiat, et au mépris flagrant de la loi, des transactions abusives, quitte à les faire couvrir par des ordonnances bénévoles.

Un assureur auquel l'administration faisait grief de réglemens ainsi opérés, se croyait fondé à répondre, non peut-être sans quelque ironie. « Nos transactions faites en toute loyauté ont d'ailleurs été homologuées par le président du tribunal civil et nous avons trop le respect de la magistrature, pour ne pas nous incliner devant toutes transactions qui ont reçu l'approbation de ceux qui ont pour mission d'appliquer la loi. »

Le ministère du Travail releva les irrégularités les plus caractéristiques, les groupa, et communiqua ses travaux au ministère de la Justice, en lui demandant d'intervenir auprès des intéressés.

La Chancellerie demanda aux ressorts, d'établir des formules régulières d'ordonnances qui, en simplifiant la tâche des présidents, leur serviraient de memento automatique.

Grâce à cette pratique, que certains grands tribunaux ne

suivent cependant pas, un grand progrès a été réalisé, et les ordonnances sont généralement devenues correctes et régulières (1).

Une intervention législative était cependant nécessaire, et ne tarda pas, en effet, à se réaliser comme il a été vu plus haut.

Si le rachat des rentes inférieures à 100 francs, peut se justifier comme nous l'exposerons plus loin, du moins l'opération doit s'accomplir sans imposer aucun sacrifice à la victime, ni permettre à l'assureur, ou au chef d'entreprise de réaliser un gain.

La Commission sénatoriale ayant déclaré qu'en principe, elle n'était pas le moins du monde enthousiaste de la faculté de rachat laissée à l'ouvrier, le texte proposé par la Chambre fut adopté, et passa dans la loi du 31 mars 1905. En conséquence, l'article 21 de la loi de 1898 modifié, devint le suivant :

En dehors des cas prévus à l'article 3 (mariage subséquent, ouvrier étranger quittant la France), la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et *si le titulaire est majeur*. Ce rachat ne pourra être effectué que *d'après le tarif spécifié à l'article 28* (2).

1. *Recueil des documents sur les accidents du travail*, t. XVI.

2. Ce tarif est celui que la Caisse des Retraites a dû établir conformément à l'article 28, en tenant compte de la mortalité des victimes et de leurs ayants droit.

Le tarif originaire institué en vertu de l'article précité, *Officiel*,

La faculté de conversion totale du capital des rentes inférieures à 100 francs, a donc été restreinte par la loi du 31 mars 1905.

Voyons maintenant le fonctionnement de cette conversion, et nous dirons ensuite les inconvénients d'une faculté qui, à notre avis, devrait être sinon supprimée, du moins modifiée.

Caractère conventionnel du rachat des rentes inférieures à 100 francs. — La conversion autorisée par l'article 21 des rentes inférieures à 100 francs a un caractère conventionnel.

L'article 21 règle d'abord d'une façon générale, les modes de réparations que les parties peuvent, une fois la pension fixée, substituer à la rente viagère (maintien du salaire antérieur, emploi rémunérateur, indemnités en matières), puis, aussitôt il restreint la conversion des rentes en capital, aux cas où les rentes sont inférieures à 100 francs. De la place que cette restriction occupe dans l'article 21, résulte le caractère conventionnel de la conversion, c'est-à-dire que la conversion peut se réaliser en dehors de toute autorisation ou intervention de l'autorité judiciaire. (1) De plus, l'ouvrier n'est pas en droit de l'exiger et le

10 mai 1899, a fait place à un tarif nouveau qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1905, *Officiel*, 9 novembre 1904.

1. En ce sens, Sachet, *op. cit.*, édition 1906, t. II, p. 187, et jugement de Nancy, 11 février 1902. — *Gazette du Palais* 1902, p. 366.

patron ne peut la lui imposer. Elle peut d'ailleurs se produire dès la liquidation de l'indemnité, sans qu'il y ait à attendre, ainsi que pour la remise du $\frac{1}{4}$ du capital de la rente, l'expiration du délai de revision.

Mais cette convention ne peut intervenir avant que le chiffre de la pension n'ait été fixé par ordonnance du président du tribunal civil ou par décision de justice. On a voulu éviter ainsi les accords faits sans aucune des taxes imposées par la loi de 1898 ; accords où la victime de l'accident, dans son impatience de toucher un capital dans le plus court délai, pourrait consentir un abandon presque complet de ses droits.

Le Président du Tribunal Civil a du reste latitude complète, pour refuser de sanctionner un accord où la victime de l'accident est manifestement lésée, lorsque le chiffre de la rente offerte est évidemment inférieur au taux habituel de la jurisprudence.

La conversion consentie par le chef d'entreprise ou son assureur avant la fixation de la pension par le président, est entachée de nullité. Elle est contraire à l'ordre public, et le chef d'entreprise dont la bonne foi s'est laissée surprendre, ou qui a voulu profiter de la détresse de la victime, peut être contraint de payer une seconde fois.

Une fois la pension fixée, soit par ordonnance, soit par jugement, la conversion des rentes infé-

rieures à 100 francs peut se réaliser par un accord entre les parties, sous quelque forme que cet accord se manifeste. Bien qu'une convention purement verbale soit pleinement suffisante, il est désirable néanmoins que l'arrangement des parties soit constaté par écrit, de manière à éviter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu la preuve de l'existence d'un accord, dont l'intérêt dépasse, en règle générale, 150 francs.

Nullité du rachat des rentes supérieures à 100 francs. — Nous avons vu comment la conversion d'abord autorisée pour tous les titulaires de rente, n'est aujourd'hui possible que pour les titulaires majeurs.

La condition essentielle de la conversion est qu'il s'agisse d'une rente inférieure à 100 francs.

Il en résulte que toute conversion d'une rente supérieure à 100 francs est actuellement entachée de nullité, autant par l'effet des termes de l'article 21 § 2, que par l'application générale de l'article 30.

Par conséquent, doit être réputée comme nulle toute convention abaissant le chiffre d'une rente au-dessous de 100 francs, dans l'unique but d'en faciliter la conversion dans les conditions de l'article 21, § 2.

Cette nullité doit être prononcée dès qu'il est établi

que les patrons ont eu recours à un détour, pour abaisser frauduleusement le taux de la pension et se ménager ainsi le bénéfice de l'article 21, § 2. C'est ainsi que cette nullité est encourue alors même que le chiffre de la rente aurait été fixée par un échange de conclusions signifiées, la forme judiciaire de l'accord intervenu entre les parties étant impuissant à en effacer le caractère illicite (1).

Il en est de même de l'arrangement dissimulé sous l'apparence d'une demande en revision tendant à établir l'existence d'une diminution d'incapacité, en vue d'obtenir une réduction d'indemnité rendant applicable l'article 21, § 2 (2).

Mais alors même qu'il serait démontré que l'ouvrier n'a consenti à accepter une rente inférieure à 100 francs, que pour obtenir la remise d'un capital, le rachat n'en produirait pas moins ses effets, s'il était ultérieurement reconnu par la justice, qu'effectivement la rente ne devait pas dépasser 100 francs (3).

La nullité de toute manœuvre tendant à abaisser le chiffre de la rente, est d'autant plus nécessaire que, d'une part, le désir des assureurs de faire de gros bénéfices, et d'autre part, la tendance des indemnitaires à préférer un capital à une rente, amène des

1. Paris, 26 juin 1901. *Bullet. minist. Comm.* 1, 2, 832.

2. Paris, Justice de Paix, 20 novembre 1903. *Bullet. minist. Comm.* 4, 2, 13.

3. Nancy, 28 mai 1909. *Bullet. minist. Comm.* 1, 2, 233.

opérations absolument contraires, non seulement, à l'esprit de la loi de 1898, mais encore à l'honnêteté la plus élémentaire.

Les assureurs ne se font pas faute, en effet, de profiter des moindres occasions de diminuer leurs charges. Des manœuvres, du genre de celles auxquelles nous venons de faire allusion, sont fréquentes.

La loi du 31 mars 1905, qui assurément a apporté à ces abus un sérieux remède, n'est cependant pas suffisante à les prévenir tous ; le ministère du Commerce, soucieux de réaliser, dans la mesure du possible, le maintien de l'unité d'action entre les différentes administrations appelées à concourir à l'application de la loi du 9 avril 1898, fit apposer dans les salles des prétoires des tribunaux, ainsi que dans les Bourses du travail, des affiches rappelant aux intéressés les sanctions pénales et civiles édictées contre les intermédiaires qui spéculent sur la faiblesse des ouvriers.

Le rapport de 1906 sur l'application de la loi du 9 avril 1898, est d'ailleurs obligé de reconnaître que malgré les dispositions tutélaires édictées par le législateur de 1905 pour les attributions d'indemnités, les accords illégaux n'ont pas totalement disparu (1).

De même le rapport de 1907 est ainsi conçu :

1. *Doc. Accid. du travail*, t. XXI.

Un certain nombre d'ordonnances ont encore été relevées, qui homologuent des rachats de rente par des capitaux insuffisants au regard du tarif de la Caisse des retraites, en violation des dispositions des articles 21 et 28 de la loi de 1898, en sanctionnant le rachat des rentes allouées à des mineurs ou supérieures à 100 francs.

Doit être, d'autre part signalé, l'artifice auquel ont cru pouvoir recourir parfois les parties, en s'accordant sur un chiffre de rente inférieur à 100 francs immédiatement rachetée d'accord, rachat bientôt suivi, grâce à la complaisance regrettable de certains magistrats, de l'allocation en revision d'une seconde rente rachetée à son tour (1).

Ces irrégularités sont constamment signalées avec un soin vigilant ; rien ne semble pouvoir les prévenir.

En 1908 le cinquième rapport signale encore la complaisance de certains magistrats conciliateurs à sanctionner bénévolement les marchandages préalables des assureurs avec les victimes d'accidents ; un abus plus grave y est aussidénoncé.

Une méprise paraît avoir déterminé le remplacement par un capital de rentes allouées à des blessés mineurs en dépit des prescriptions formelles de l'alinéa final nouveau de l'article 21, le Président ayant alors arbitrairement sauvegardé les intérêts du titulaire de la pension, en ordonnant le versement du capital de rachat à une caisse d'épargne.

Et le même rapport signale encore l'artifice qui consiste, pour les parties, en vue de tourner la prohi-

1. Quatrième rapport 1907, *Recueil Doc. Acc. du travail*, t. XXVII.

bition du rachat des rentes supérieures à 100 francs à s'entendre au préalable sur l'allocation d'une rente inférieure à 100 francs, qui est aussitôt remplacée par un capital, puis après une prétendue aggravation de l'incapacité, sur la concession ou revision d'une nouvelle rente, également rachetée à son tour (1).

On voit que les termes de ce rapport de 1908 sont sur ce point, sensiblement les mêmes que ceux du rapport cité plus haut de 1907.

La connaissance plus profonde de la loi de 1898 ne fait pas disparaître les irrégularités.

Le sixième rapport de 1909 signale en effet encore :

Un nombre encore élevé de décisions judiciaires, où les bases de calcul ne s'accordent pas avec le chiffre de la rente allouée, ou qui admettent des taux d'invalidité invraisemblables, trahissant la détermination arbitraire de la réduction de capacité, en vue de rendre la pension rachetable à un prix d'avance concerté, décele la négligence de certains magistrats à se contenter d'une régularité purement formelle de l'ordonnance, sans rechercher au fond l'exacte conformité aux dispositions légales, de l'accord qu'ils sanctionnent. L'un d'eux fait ainsi ingénument l'aveu dans le contexte même de son ordonnance, de sa complaisance à homologuer les tractations préalables des parties, pour lui donner une apparence de légalité, au prix même d'une rectification de la décision primitive, sur laquelle, dit-il, les parties sont d'accord pour apporter les modifications nécessaires, pour faire concorder le capital alloué avec le pourcentage de la réduction proportionnelle, sans que le capital visé

1. Cinquième rapport, *Doc. Acc. Trav.* t. XXX.

soit modifié en aucune façon, et il ramène bénévolement l'évaluation de la réduction de capacité subie, de 20 à 16 0/0 (1).

Le rapport de 1910, qui mentionne encore l'existence de ces irrégularités, indique un remède pour les éviter.

Pour obvier aux inconvénients résultant de l'homologation d'un accord des parties, sur un rachat de rente consenti moyennant un capital inférieur à celui qu'eut déterminé le tarif de la Caisse Nationale des Retraites, les magistrats conciliateurs peu familiarisés parfois avec l'usage de ce tarif, et mal préparés à en faire un judicieux emploi, apparaîtront mieux avisés peut-être, en s'abstenant d'indiquer le montant du rachat de la rente, qui peut être régulièrement convenu en dehors d'eux.

Ce conseil d'abstention ainsi donné aux magistrats vient à l'appui de ce que nous avançons plus haut, en disant que la conversion en capital des rentes inférieures à 100 francs, peut se faire en dehors de toute intervention de justice.

L'assureur ne pourrait ainsi se prévaloir au cas d'une erreur de calcul, de l'autorité qui s'attache à l'homologation du juge.

Enfin le nombre relativement très élevé des rentes voisines de 100 francs rachetables, relevé au cours de la vérification sur pièces, des règlements de sinistre, permet d'affirmer que les magistrats conciliateurs seraient particulièrement bien inspirés, en contrôlant de très près les accords, qui leur sont soumis, pour s'assurer qu'ils correspondent bien à la réalité de l'incapacité subie ; ils pourraient utilement s'aider, dans leur appréciation, de certificats médicaux corrélatifs de l'incapacité, produits par l'une des parties, certificats dont la sincérité aurait sa sanc-

1. *Rec. Doc.*, 20 juillet 1909.

tion dans les pénalités édictées par l'article 30 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905.

Si le huitième rapport, de 1911, constate la diminution des ordonnances critiquables, il signale cependant l'existence des mêmes errements, et malgré la recommandation faite par la Chancellerie aux Parquets, de suivre de très près les divers règlements d'accidents du travail, les manœuvres frauduleuses n'ont cependant pas disparu.

Deux propositions de lois ont été ces dernières années déposées à la Chambre, relatives au rachat des rentes inférieures à 100 francs.

La première, du 19 novembre 1906 a pour but de réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail.

Nous ne pouvons mieux faire que citer intégralement l'exposé des motifs de cette proposition, car nous ne saurions trouver de meilleures expressions, pour flétrir les pratiques dont nous avons parlé plus haut.

Première proposition de loi tendant à compléter et à modifier les articles 23 et 30 de la loi du 9 avril 1898 et à réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail déposée par M. Leboucq, député, le 19 novembre 1906 (1).

1. Ch. Annexes, 1906, II, p. 133, annexe n° 437.

Messieurs, le législateur en votant la loi de 1898, qui est une loi de transaction, n'a pu assurer à l'ouvrier victime d'accident dans son travail qu'une réparation relative. Même lorsque les experts ont apprécié équitablement le préjudice subi, le blessé est lésé de moitié, puisqu'il ne touche que 50 0/0 de la réduction de capacité ouvrière. Encore faut-il que cette moitié si insuffisante par elle-même lui revienne intégralement sans aller s'émietter entre les mains d'individus toujours prêts à spéculer sur la misère d'autrui.

Or, tout le monde sait que la loi de 1898 a donné un rayon nouveau dans les officines d'agents d'affaires. Sous couleur de philanthropie, des hommes véreux font profession de s'intéresser aux ouvriers blessés, les allèchent par de mirifiques promesses, suivent pas à pas toutes les phases du règlement de leur indemnité et, finalement, retiennent pour eux une part importante, quelquefois 50 0/0 des sommes allouées.

Il importe d'enrayer énergiquement ce monstrueux trafic ; la loi du 31 mars 1905 en modifiant l'article 30 de la loi du 9 avril 1898 a bien frappé de nullité « les obligations contractées pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments *convenus à l'avance* d'assurer aux victimes, etc. » Elle a bien prononcé une sanction pénale contre les intermédiaires convaincus d'avoir offert les services spécifiés ci-dessus. Mais ces dispositions sont généralement inopérantes. Il faut pour établir le délit, prouver que les émoluments ont été convenus d'avance ; pour cela, produire l'engagement extorqué au blessé.

Or cet engagement n'a jamais quitté le portefeuille de l'agent d'affaires, et celui-ci l'a détruit dès qu'il a été en possession de sa part.

Nous proposons à la Chambre, de remédier à cet état de choses, en votant une double disposition.

1^o) A l'avenir, le règlement des indemnités pour incapacité permanente, devrait se faire par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le règlement intérieur à cet

établissement veillerait à ce que seul, le bénéficiaire pût accéder aux guichets au moment de son règlement. De cette façon, l'agent d'affaires qui n'aurait pas été averti, comme cela se fait souvent par la complaisance d'employés de compagnies d'assurances, ne serait pas présent et ne pourrait pas happer au passage la « part d'indemnité qu'il guette. »

M. Defontaine, dans le deuxième rapport fait au nom de la Commission d'Assurances et de Prévoyance Sociales, sur le projet et les propositions de loi portant modification de la loi du 9 avril 1898, déclare que la commission ne peut que se rallier à ce texte (1).

Cette proposition a d'ailleurs été adoptée par la Commission d'Assurances Sociales et ne paraît avoir rencontré d'opposition que de la part des chefs d'entreprise.

2° D'autre part, l'article 30 punirait tout intermédiaire convaincu non passeusement, d'avoir offert ses services moyennant émoluments convenus à l'avance, mais, même sans qu'il fût nécessaire d'établir l'existence d'engagements antérieurs, d'avoir prélevé une quote-part quelconque sur l'indemnité allouée à l'ouvrier.

Cette proposition qui avait déjà fait l'objet d'un rapport favorable de M. Chauvin, a été acceptée par la Commission d'Assurances et de Prévoyance qui lui a donné la forme suivante :

Est passible d'une amende de 16 à 300 francs et, en cas de

1. Ch. des députés n° 2.779, annexe au procès-verbal de la séance du 29 mai 1913.

récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 francs, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal.

1° Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent (il s'agit des services effectués par les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments convenus à l'avance d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 18).

2° Tout intermédiaire convaincu d'avoir prélevé pour lesdits services une quote-part de l'indemnité de l'ouvrier.

3° Tout chef d'entreprise ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi, et aussi celui qui aurait déduit des rentes allouées, le montant des retraites de vieillesse (1).

Inspirée par le très noble désir de mettre un terme à des spéculations honteuses, cette proposition pourrait semble-t-il avoir d'heureux résultats. Nous ne pouvons qu'en souhaiter l'adoption.

La seconde proposition, déposée en 1909, émane de M. Lebrun député (2).

Elle a pour but, en ajoutant un paragraphe à l'article 21, d'autoriser le remplacement des rentes inférieures à 50 francs par un capital à la seule demande de l'ouvrier français.

Deuxième proposition de loi tendant à modi-

1. Rapport Defontaine, p. 217 et suiv.

2. Chambre, Doc. parlementaires n° 2.479, p. 1.097.

fier l'article 21 de la loi du 9 avril 1898 déposée par M. Lebrun, député, le 13 Mai 1909 (1).

L'article 21 des lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905 fixe que les parties peuvent toujours, après détermination de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation. La pension ne peut être remplacée par le paiement d'un capital, que si elle n'est pas supérieure à 100 francs et si le titulaire est majeur.

Au termes de cet article, par conséquent, une rente, si faible soit-elle, ne peut être remplacée par le paiement d'un capital que s'il y a accord entre l'assuré et l'assureur. Or les ouvriers dénoncent à juste titre les inconvénients qui s'attachent à une pension de 50 francs par an ou inférieure à ce chiffre.

Et d'abord, disent-ils, le déplacement trimestriel nécessaire pour toucher une somme de 12 fr. 50 ou moins, leur fait perdre toute une journée, de sorte que compte tenu de la perte de salaire et des dépenses de voyage, il ne leur reste rien ou à peu près. Il font observer en outre, que le paiement du 1/2 salaire pendant la période de chômage forcé consécutive à l'accident, n'est que trop souvent insuffisante pour l'entretien de leur famille; ils sont dès lors obligés de contracter des dettes qu'ils arrivent ensuite difficilement à éteindre.

S'ils recevaient le capital correspondant à la faible rente inopérante par elle même, à laquelle ils ont droit, ils pourraient liquider sur l'heure leur situation obérée, ce qui leur serait d'un grand secours.

Ces deux observations sont parfaitement fondées, s'agissant de pensions de 50 francs ou au-dessous, et il nous paraît nécessaire d'introduire dans la loi une disposition spéciale en vue de décider que l'ouvrier pourra toujours, pour les pensions de cette faible importance, demander et obtenir le paiement en capital.

1. Doc. parlementaires n. 2479. *Journ. Off.*, p. 1.097.

Une pension de 50 francs pour un ouvrier âgé d'une trentaine d'années, convertie en un capital d'après le barème prévu à l'article 28 de la loi de 1898, correspondant à une somme d'environ 1000 francs, il y aurait danger et excès à monter au delà de ce chiffre.

Sans doute, une telle innovation rencontrera quelque résistance chez les chefs d'industrie et les compagnies d'assurances. Mais elle nous paraît devoir se réduire à peu de chose. D'abord, dira-t-on, la conversion obligatoire en un capital, supprime le droit à la revision prévue par l'article 19 en cas d'amélioration de l'état de santé de l'ouvrier. C'est vrai. Mais d'abord la pratique démontre que ces demandes en revision sont relativement rares, et ensuite la modification proposée aura pour effet immédiat de supprimer un grand nombre d'instances longues et coûteuses, et de multiplier les conciliations.

C'est, en effet, un fait d'expérience que lorsque le président du tribunal annonce à l'ouvrier qu'il a droit à une pension assez faible, ce dernier n'accepte jamais. Et alors on plaide. En sorte que tout compte fait, le surcroît de dépenses résultant de la suppression de la possibilité de revision, serait compensé, et au delà peut-être, par l'économie des frais de justice.

On objectera aussi, et cette objection serait d'un grand poids dans les régions voisines de la frontière où l'on a recours à la main-d'œuvre étrangère, qu'une pareille mesure surchargerait les frais d'assurances relatifs aux ouvriers étrangers.

L'article 3 de loi décide en effet, *in fine* que : *les ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail qui cesseront de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.*

L'obligation pour les compagnies d'assurances de verser un capital représentatif de la pension, au lieu de trois fois la pension leur serait en effet assez lourde.

Mais rien ne s'oppose à ce qu'une pareille disposition soit restreinte aux seuls ouvriers français ; il conviendrait, bien entendu pour la sauvegarde des mineurs, de maintenir la res-

triction introduite par la loi du 31 mars 1905, de l'article 21, en disant que la pension ne peut-être remplacée par un capital que si le titulaire est majeur.

En résumé, nous sommes d'avis d'introduire dans l'article 21 une disposition portant qu'une pension inférieure ou égale à 50 francs, sera remplacée par le paiement d'un capital à la seule volonté de l'ouvrier.

Proposition de loi article 21 § 3.

Toutefois la pension inférieure ou égale à 50 francs sera remplacée par le paiement d'un capital à la seule demande de l'ouvrier français.

Cette proposition avait été acceptée par la précédente commission d'assurances et de prévoyance sociales, mais la commission actuelle a adopté un texte différent qui serait une modification de l'article 9 lequel deviendrait le suivant.

Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculée d'après le tarif dressé pour la victime d'accident par la Caisse des Retraites pour la vieillesse, ou la portion de capital correspondant à une rente maxima de 100 fr. lui soit attribuée en espèces, *sans que le quantum concédé puisse excéder la moitié de la rente allouée.*

Ce texte ne permettrait plus, dans le cas d'une rente égale par exemple à 90 francs, que le paiement d'une somme égale au capital représentatif d'une rente de 45 francs.

Il ne reste donc plus rien de la proposition de M. Lebrun qui avait, au contraire, pour but de faciliter

à l'ouvrier le paiement en capital des rentes inférieures ou égales à 50 francs.

Nous ne verrions aucun inconvénient à ce que la proposition de M. Leboucq fut adoptée par le Parlement en attribuant le règlement de ces indemnités à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les considérations de M. Leboucq ont en effet une valeur pratique considérable, car la possibilité des manœuvres dont il a été question plus haut est la condamnation du système.

Il paraît difficile d'empêcher la victime et l'assureur de s'entendre verbalement, avant la tentative de conciliation. Sans doute, si la victime est atteinte d'une incapacité extérieure manifeste, le président du tribunal refusera de sanctionner un accord fondé sur une réduction de capacité visiblement bien inférieure à la réalité ; mais s'il s'agit d'une infirmité interne, telle par exemple qu'une hernie, le magistrat conciliateur sera dans l'impossibilité de vérifier les dires des parties.

La diminution du chiffre de la pension par réduction du salaire est susceptible aussi de fraudes ; cependant celles-ci ont moins de chances de passer inaperçues, que celles portant sur le taux d'incapacité, car les salaires ont dans une même localité un taux usuel que le président ne peut ignorer. Cependant là encore, des réductions d'indemnité sont possibles, dans une proportion assez grande.

Nous ne voulons cependant pas la suppression de la faculté de conversion des rentes inférieures à 100 francs. Mais selon nous, son opportunité devrait être appréciée par le tribunal statuant en Chambre du Conseil, comme cela est fait pour la conversion prévue à l'article 9. Ou bien si l'on craint de trop surcharger les rôles de la Chambre du Conseil, le magistrat conciliateur pourrait, dans tous les cas où la rente à allouer est inférieure à 100 francs, commettre un expert.

Le capital à toucher par la victime est, dans la plupart des cas, trop faible pour être d'une utilité durable (1) ; s'il doit servir à payer des dettes, ce qui doit être le cas général, la conversion est utile, mais si ce capital est dépensé en boissons, la conversion est néfaste, par conséquent, elle doit être réglementée.

Au cas où la Chambre du Conseil l'autoriserait, l'emploi des fonds provenant de la conversion, pourrait être confié aux mains d'un séquestre, qui aurait pour mission d'en surveiller l'emploi, et notamment de payer les créanciers de l'ouvrier, s'ils existent.

Question particulière relative aux rentes supérieures à 100 francs allouées au conjoint

1. Si cela est vrai pour le capital représentatif des rentes inférieures à 100 francs, mais supérieures à 50 francs, cela est bien plus vrai encore, en ce qui concerne le capital représentatif des rentes inférieures à 50 francs. L'utilité de la proposition de M. Lebrun précitée, nous paraît donc contestable.

survivant. — Sous l'empire du texte de l'article 21 de la loi de 1898, qui disposait :

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs ;

Certaines compagnies d'assurances avaient cru que la rente allouée au conjoint survivant (cas visé par l'art. 3) pouvait être convertie intégralement en capital.

Cette interprétation était manifestement erronée ; étant donné l'esprit général de la loi de 1898, quelles raisons pouvait-on trouver d'une telle exception en faveur du conjoint survivant. Celui-ci, comme tout indemnitaire, d'avantage même, car dans sa douleur il peut être une proie facile, doit être protégé contre les séductions de la remise d'un capital.

D'ailleurs la remise d'un capital à titre définitif au conjoint survivant, permettrait à ce dernier de se dérober en fait à l'application des dispositions spéciales relatives au mariage subséquent, et en particulier au rachat de la rente qui en est la sanction. Or il est difficile d'admettre qu'il ait été dans la pensée du législateur de lui en fournir les moyens, à la faveur d'un rachat opéré dans les conditions déterminés par l'article 21, paragraphe 2.

Néanmoins, le Garde des Sceaux crut observer un flottement dans les règles appliquées à cet égard et

une circulaire du 22 avril 1901 vint en temps opportun rappeler que la rente allouée au conjoint survivant, pas plus que celle allouée à n'importe quel indemnitaire, ne peut être convertie en capital, si elle est supérieure à 100 francs.

Admettre la solution contraire, dispose cette circulaire, serait aller à l'encontre de l'idée directrice de la loi sur l'attribution des indemnités sous forme de rente viagère, et excepter de cette garantie précisément les parties qui ont le plus besoin d'être protégées contre les entraînements d'un règlement définitif en capital, c'est-à-dire les veuves (1).

Au fond, ce renvoi de l'article 21, paragraphe 2 à l'article 3, § 1, n'avait d'autre but que de rappeler l'existence antérieure de la disposition autorisant la capitalisation de l'indemnité du conjoint survivant, en cas de mariage subséquent, non de lui reconnaître un droit particulier refusé à l'ensemble des indemnitaires. Sur ce point, la loi du 31 mars 1902, a levé toute difficulté d'appréciation, en renvoyant d'une façon générale aux cas prévus à l'article 3, ce qui exclut bien tout régime de faveur dont le conjoint aurait le bénéfice personnel.

Mais si la rente supérieure à 100 francs allouée à un conjoint survivant ne peut être convertie, du

1. *Bulletin du Comité permanent du Congrès international des Assurances*, 1901, p. 346.

moins cette conversion est-elle possible quand sa rente est inférieure à 100 francs ?

Il nous semble que cette conversion doit être impossible ; en effet, nous avons vu que le conjoint survivant est, en ce qui concerne la conversion, soumis à un régime tout à fait exceptionnel qui consiste à lui payer trois annuités en cas de remariage.

Un tel régime créé par la volonté expresse du législateur doit être intégralement appliqué, et la loi ne semble pas plus autoriser le conjoint survivant à recevoir le paiement en capital d'une rente inférieure à 100 francs, qu'il ne l'autorise à demander la conversion du quart de la rente.

Certains auteurs estiment cependant qu'en raison des termes généraux de l'article 21 de la loi de 1898, les rentes inférieures à 100 francs allouées au conjoint survivant sont convertissables en capital (1).

Nous venons de montrer pourquoi cette opinion nous paraît devoir être rejetée. Hâtons-nous d'ailleurs de remarquer que dans la pratique, la question ne peut guère se poser, car il est assurément peu de rentes allouées à des conjoints survivants, qui ne soient supérieures à 100 francs.

Conversion en capital des rentes inférieures à 100 francs allouées aux ouvriers étrangers.
— En ce qui concerne au contraire les rentes infé-

1. En ce sens : Mourral et Berthiot, p. 150.

rieures à 100 francs allouées aux ouvriers étrangers, nous pensons que rien ne s'oppose à leur rachat, alors même que le titulaire continue à résider en France, pourvu, bien entendu, qu'il remplisse les conditions prévues par la loi.

Les raisons qui ont amené le législateur de 1902 (voir page précédente) à exclure formellement les rentes allouées au conjoint survivant de la possibilité du rachat, n'existent plus en effet lorsqu'il s'agit d'un ouvrier étranger, et sur cette question nous nous rangeons à l'opinion de Mourral et Berthiot ci-dessus indiquée.

Nous avons vu que la conversion en quart du capital, autorisée par l'article 9, n'est possible qu'après l'expiration des délais de revision. La conversion des rentes inférieures à 100 francs est au contraire possible au jour même de la conciliation devant le président du tribunal civil.

Le capital une fois versé, l'incapacité qui a valu à la victime l'allocation d'une indemnité, n'en reste pas moins sujette à revision, pendant trois ans à partir de l'accord définitif.

La revision peut conduire à la constatation, soit d'une aggravation de l'état de la victime, soit d'une amélioration. S'il y a aggravation, le chef d'entreprise, ou son assureur, devra régler la nouvelle indemnité; s'il y a amélioration, le patron est en

droit de demander à la victime le remboursement du capital touché par elle.

Dans la pratique, ces sortes d'indemnitaires sont insolvables ; des poursuites exercées contre eux ne réussiraient qu'à exacerber des ressentiments, sans aucun profit pour le patron.

Pour éviter d'être ainsi frustrées, certaines entreprises ne rachètent la rente inférieure à 100 francs, que lorsque les délais de revision sont expirés, ou bien après avoir provoqué un nouvel examen médical de la victime, examen qui est de nature, s'il y a lieu, à amener une réduction ou même une suppression de la rente précédemment allouée.

Indemnités dites à titre humanitaire. — Une question se rattache étroitement à celle du rachat des rentes inférieures à 100 francs ; nous voulons parler des indemnités dites à *titre humanitaire* ou encore *indemnité pour reprise progressive du travail*.

Il arrive fréquemment que la victime d'un accident du travail, guérie sans réduction de capacité, conserve cependant une certaine faiblesse provisoire. Souvent encore, la victime a repris dès la consolidation, la totalité de ses forces ouvrières, mais l'inaction prolongée dans laquelle il vient de vivre, a fortement obéré sa situation. Les compagnies d'assurances ont pris l'habitude d'allouer fréquemment à

ces catégories d'ouvriers blessés, des indemnités sous forme de capital appelées *indemnités à titre humanitaire pour reprise progressive du travail*.

Il serait puéril de penser que les sentiments d'humanité guident les compagnies d'assurances lorsqu'elles ont recours à ces pratiques.

Si tel était leur véritable but, elles n'auraient pas besoin de faire revêtir à leur générosité la forme d'un acte judiciaire.

Elles ont bien soin, au contraire, de provoquer la comparution devant le président, et ce magistrat sanctionne l'accord entre les parties ; le procès-verbal de conciliation constate que la victime déclare n'être atteinte d'aucune incapacité permanente, mais que le patron ou son assureur lui allouera une somme atteignant rarement plusieurs centaines de francs pour *reprise progressive du travail*.

De tels accords sont, à n'en pas douter, illégaux ; ils font en effet échec à la loi du 9 avril 1898, puisque les sommes ainsi allouées viennent s'ajouter au paiement des indemnités forfaitaires, prévues par la loi pour le cas d'incapacité temporaire de travail, et dissimulent le plus souvent des abandons consentis par les victimes d'une partie de leurs droits, ou des rachats déguisés de rentes parfois inconvertibles en capital à raison de l'âge du blessé (1).

1. Septième rapport.

Il est profondément fâcheux que la complaisance de certains magistrats se prête encore journellement à sanctionner de tels accords.

De telles pratiques apparaissent d'autant plus regrettables, que la qualification d'indemnité gracieuse ou humanitaire, ainsi donnée avec l'autorité qui s'attache à un acte judiciaire, est de nature à impressionner la victime de l'accident, et à lui faire méconnaître l'étendue réelle de ses droits.

Ces pratiques, assurément critiquables ne semblent cependant pas disparaître, malgré tous les blâmes dont elles sont l'objet de la part de la Chancellerie. Le huitième rapport (du 29 juillet 1911) signale l'existence de ces mêmes errements, et indique en même temps un remède dont l'application pourrait avoir une efficacité réelle, à savoir la poursuite d'office par les Parquets, de la nullité de toute ordonnance sanctionnant un accord conclu entre les parties, en violation des prescriptions légales.

Si blâmables que soient ces pratiques, puisqu'elles sont illégales, elles ont cependant dans une certaine mesure leur raison d'être, et leur survie seule indique qu'elles répondent à un réel besoin que n'a pas prévu la loi de 1898.

Légalement intervenus, ces accords rendent de vrais services, plus encore aux victimes qu'aux chefs d'entreprise.

CHAPITRE III

PARAGRAPHE I

INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX VICTIMES

D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MISES A LA CHARGE DES TIERS RESPONSABLES

*Article 7, loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi
du 22 mars 1902, alinéas 1 et 2.*

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers, ou préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonèrera à due concurrence le chef de l'entreprise, des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des Retraites...

Une observation préalable à ce paragraphe s'impose. La question de la responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail, est assurément la plus délicate de la loi du 9 avril 1898, celle qui, dans la pratique, donne lieu aux difficultés les plus nombreuses comme les plus sérieuses.

Nous n'avons donc pu entendre faire qu'un exposé de cette question, dont une étude approfondie nécessiterait un développement, qui dépasserait le cadre d'une thèse sur le remplacement en capital des rentes viagères allouées aux victimes d'accidents du travail.

Nous avons dit dans l'introduction à cette étude, que le principe forfaitaire de la loi sur le risque professionnel, avait profondément modifié les règles générales de la responsabilité de droit commun, et notamment que le patron ou ses préposés ne pouvaient être recherchés à raison d'un accident du travail, sauf le cas de faute intentionnelle, que dans les limites de la loi de 1898.

Mais il peut arriver, et le cas est très fréquent, que l'auteur de l'accident soit un tiers étranger à l'entreprise, c'est-à-dire qu'il y ait un tiers responsable ; dans ce cas, la victime ou ses représentants conservent contre le tiers responsable le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément au droit commun.

Si donc il existe un tiers auteur de l'accident, la victime ou ses représentants ont une double action : la première dérivant de la loi de 1898, contre le patron ; la deuxième fondée sur l'article 1382 du Code civil, contre le tiers.

La victime a le choix entre ces deux actions ; elle peut les intenter soit successivement, soit simultanément.

Le point de départ de ces actions est, en effet, absolument distinct, l'une prend naissance dans l'obligation dérivant du quasi-délit, l'autre est une obligation légale dérivant du contrat de louage.

De la différence entre ces deux actions, résulte la conséquence suivante : la responsabilité du tiers auteur de l'accident doit être appréciée, non pas d'après les principes forfaitaires de la loi de 1898, mais d'après le droit commun de l'article 1382 du Code civil, c'est-à-dire que le tiers responsable est tenu de la *réparation intégrale du préjudice* et non pas seulement d'une partie du préjudice.

L'indemnité à laquelle est condamné le tiers responsable pourrait donc, d'après les principes du droit commun, consister soit en rentes, soit en capital. Tel était en effet le régime de la loi du 9 avril 1898 avant les modifications actuelles. Mais ce système avait tous les inconvénients graves que présente pour un ouvrier la possession soudaine d'une somme considérable. Le danger était même plus grand que s'il s'était agi seulement des indemnités payées par application de la loi de 1898, puisque, nous l'avons dit, les sommes en question réparaient la totalité du préjudice causé par l'accident.

Un tel état de choses était en contradiction non seulement avec l'esprit général de la législation ouvrière, mais encore avec l'intérêt réel des classes ouvrières ; leur intérêt étant la possibilité de continuer l'exis-

tence qu'elles menaient antérieurement à l'accident, mais non d'être mises brusquement en possession de sommes dont l'importance peut jeter le trouble dans des esprits peu habitués à la possession de capitaux importants.

Les inconvénients d'un tel système se révélèrent en effet, et nécessitèrent la modification de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898. Cette modification résulte de la loi du 30 mars 1902, d'après laquelle, lors même que l'auteur de l'accident est un tiers responsable, l'indemnité allouée à la victime, en cas d'incapacité permanente ou partielle, doit être allouée sous forme de rente.

Le tiers auteur déclaré responsable doit d'ailleurs verser le capital représentatif de la rente allouée par le tribunal, à la Caisse nationale des Retraites (art. 7), qui est chargée d'assurer le service des rentes.

Il importe d'observer que l'obligation du service de l'indemnité sous forme de rentes, ne s'applique pas aux parents non protégés par la loi de 1898. Les dommages-intérêts que les tribunaux peuvent, dans les termes du droit commun, allouer aux autres parents que ceux visés par notre loi, peuvent donc revêtir la forme qu'il plaira aux magistrats de leur donner.

Certaines décisions ont cependant méconnu l'article 7, alinéa 2, aux termes duquel l'indemnité mise à la charge du tiers auteur responsable d'un

accident du travail, doit être attribuée sous forme de rentes ; il est vrai que la Cour suprême a cassé quelques-uns de ces jugements ou arrêts.

C'est ainsi qu'un jugement du tribunal civil de la Seine (1) du 23 mai 1911, déclare que cette disposition (art. 7, al. 2) n'a pour but que d'imposer au tribunal qui statue à l'égard de tiers responsables, d'allouer une rente viagère égale à celle qui a été mise à la charge du chef de l'industrie ; que, pour le surplus de l'indemnité, rien ne s'oppose à ce qu'il accorde un capital.

Que la disposition exceptionnelle de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, complétée par la loi du 22 mars 1902 doit être strictement limitée dans son application, et ne peut empêcher de réparer l'intégralité du préjudice subi, en accordant un capital, en sus de la rente viagère dont le chef d'industrie doit être exonéré.

Dans le même sens, la Cour d'Aix semble bien avoir admis la possibilité de condamner le tiers auteur à une indemnité en capital, mais un pourvoi formé contre cette décision du 21 juin 1912 a été admis par la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, qui a renvoyé l'affaire à l'examen de la Chambre civile, en lui posant la question suivante :

N'est-ce pas à tort qu'un arrêt condamne le tiers responsable

1. *Recueil Doc. Acc. du travail. Jurisprudence*, n° 43, p. 121.

d'un accident du travail, à payer à la victime une rente viagère sans spécifier que cette rente doit être servie par la Caisse nationale des Retraites, et le condamne en outre au paiement d'un capital pour complément de réparation du préjudice (1) ?

Comment l'article 7 se combine-t-il avec les articles 3 et 9 de la loi du 9 avril 1898. — La circonstance que l'indemnité a été mise à la charge d'un tiers responsable qui s'est libéré en versant à la Caisse des Retraites le capital représentatif de la rente allouée, modifie-t-elle les règles précédemment étudiées relatives à la conversion de la rente légale ?

Si par exemple, le conjoint survivant qui touche une rente supérieure à la rente forfaitaire, vient à se remarier, voit-il cette rente transformée en un capital égal à trois annuités ? Ou bien cette conversion ne porte-t-elle que sur le chiffre de la rente légale, qui eût constitué la seule réparation du préjudice, si le tiers n'eût pas été condamné à compléter cette réparation ?

Sachet estime que la Caisse des Retraites ne peut imposer au conjoint survivant qui se remarie ou à l'ouvrier étranger quittant la France, une telle conversion, car, dit-il, ne faut pas oublier qu'en définitive cette rente est, non l'indemnité légale payée par le chef d'entreprise, mais l'équivalent des dommages-

1. Villetard de Prunières, 1912-1913, p. 482.

intérêts mis à la charge du tiers responsable. Le même auteur admet également qu'on ne saurait contraindre la Caisse des Retraites à opérer cette conversion. Selon nous, dans les cas ci-dessus, la rente servie par la Caisse des Retraites, par application de l'article 7, doit être convertie en capital, pour la partie constituant la rente légale de la loi de 1898, et, dans cette mesure, la conversion est obligatoire en cas de remariage du conjoint survivant, ou en cas de départ de l'ouvrier étranger.

Ce système a l'avantage de respecter le vœu du législateur de 1898 et de laisser néanmoins subsister l'exercice du droit commun.

En ce qui concerne la conversion du quart de la rente en capital, prévu par l'article 9, elle peut certainement s'effectuer sans préjudice par la Caisse des Retraites ; celle-ci étant substituée à la fois au tiers et au patron, la décision de justice ordonnant la conversion interviendra entre la victime et la Caisse.

Le fait que le service de ces rentes est assuré par la Caisse des Retraites ne peut, en effet priver le créancier d'une faculté que lui réserve formellement la loi du 9 avril 1898.

Au contraire, la victime doit trouver un surcroît de garantie dans le fait qu'un tiers responsable est condamné à la réparation intégrale du préjudice.

De même, et pour les mêmes raisons, on doit

admettre que la conversion des rentes inférieures à 100 francs est applicable aux rentes dues par un tiers, cette conversion pouvant d'ailleurs être convenue avant ou après le versement du capital représentatif à la Caisse des Retraites.

PARAGRAPHE II

INSAISSABILITÉ DES CAPITAUX

REPRÉSENTATIFS DES RENTES

Article 3, loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905 (alinéa 14) : « Ces rentes sont incessibles et insaisissables, »

Les rentes allouées aux victimes d'accidents du travail, sont incessibles et insaisissables (art. 3 de la loi du 9 avril 1898).

Cette incessibilité et cette insaisissabilité, sont un des caractères fondamentaux des rentes allouées par application de la loi de 1898, et constituent une sécurité précieuse pour les victimes. Il était du reste nécessaire de donner ce caractère à ces indemnités ; en effet, nous avons vu qu'elles remplacent une partie du salaire. Or la loi de 1895 avait déjà profondément modifié le régime du droit commun en ce qui concerne la saisie-arrêt des petits salaires ; il était donc naturel d'entourer de garanties plus grandes encore, les ressources pécuniaires que reçoit un accidenté diminué dans sa capacité ouvrière.

Les crédi-rentiers sont, en effet, plus que d'autres, sollicités par les hommes d'affaires ou fournisseurs peu scrupuleux qui, comptant sur les arrérages de la rente, s'empresseraient de pratiquer saisie-arrêt sur ces arrérages, entre les mains du chef d'entreprise, ou son assureur si la loi n'avait déjoué ce calcul.

Dans les cas où la loi autorise le paiement de l'indemnité en capital, en totalité, ou en partie, ce capital est également incessible et insaisissable ; cela est logique puisque ce capital représente la rente ou ou une fraction de la rente incessible et insaisissable.

Bien entendu, il ne saurait s'agir d'incessibilité et d'insaisissabilité, après le versement des espèces entre les mains de l'ouvrier, puisque la conversion a pour but de permettre à la victime ou à ses ayants droit de disposer du capital au mieux de ses intérêts. Déclarer dans ces conditions le capital représentatif de la rente incessible et insaisissable serait annuler totalement l'efficacité du système de paiement en capital. De même qu'une fois payés, les arrérages sont à la disposition pleine et entière du crédi-rentier, de même lorsqu'il a effectivement reçu le capital, il peut en disposer à sa guise.

La question d'incessibilité et d'insaisissabilité du capital ne se pose donc qu'autant que la somme qui revient à la victime ou ses représentants est encore

entre les mains de son débiteur. La question est surtout, en pratique, intéressante en ce qui concerne le capital alloué en remplacement de rente par application de l'article 9 (remplacement du 1/4).

En effet, la procédure de cette conversion, bien que rapide, n'en est cependant pas moins sujette à certaines lenteurs qui pourraient permettre à des créanciers de frapper d'opposition les sommes que doit toucher leur débiteur.

Mais, soit qu'il s'agisse du capital payé par application de l'article 9, soit qu'il s'agisse du capital payé par application de l'article 21, la question d'insaisissabilité et d'incessibilité, présente un intérêt considérable au cas de remariage du conjoint survivant, et au cas de faillite de la victime.

La grande majorité des ménages d'ouvriers, pour ne pas dire tous les ménages ouvriers, sont mariés sans contrat, c'est-à-dire sous le régime de la communauté légale de biens. Par conséquent, si le capital est payé à l'ouvrier avant la célébration du mariage, il tombe en communauté ; si au contraire, ce capital n'est versé à l'indemnitaire qu'après la célébration du mariage, il deviendra un propre.

Il peut arriver que l'indemnitaire soit mis en faillite. Ce cas est fréquent, puisque bien souvent la conversion du quart de la rente en capital, a précisément pour but de permettre au crédientier l'ouverture ou l'acquisition d'un petit fonds de commerce.

Le capital ainsi touché par le failli en représentation d'une fraction de sa rente insaisissable et incessible, devient-il alors le gage des créanciers, ou reste-t-il la propriété personnelle de l'indemnitaire ?

La question a été résolue par M. Sachet. Cet auteur distingue deux cas, et dans chacun des cas intervient une solution analogue à celle que nous venons de voir en ce qui concerne le remariage du conjoint survivant crédentier.

Si la faillite a été déclarée avant le paiement de l'indemnité, celle-ci ne doit pas être versée dans la masse, car étant en principe incessible et insaisissable, elle n'est pas le gage des créanciers de l'ayant droit. Par suite, l'ayant droit peut s'en prévaloir pour ses besoins personnels. Mais si, au moment de la déclaration de faillite, l'indemnité avait été déjà payée à l'ayant droit, et incorporée dans son patrimoine, on ne saurait l'en distraire pour la mettre à la disposition personnelle du failli (1).

Ainsi, dans tous les cas où la rente est remplacée en totalité ou en partie par le paiement d'un capital, ce capital est incessible et insaisissable au même titre que la rente elle-même. Mais il n'en est ainsi qu'autant que ce capital est encore entre les mains du débiteur.

La question n'a pas toujours été résolue avec

1. Sachet édit. 1899, n° 559, et suivants.

autant de netteté, comme le montre l'exemple suivant :

A la victime d'un accident du travail il avait été alloué une rente de 187 fr. 50 dont le quart lui avait été attribué en espèces, par jugement rendu en la Chambre du Conseil. Un créancier de la victime avait pratiqué une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie l'Urbaine, assureur du patron. Un jugement du tribunal de Bordeaux, du 25 juin 1906, avait validé la saisie-arrêt en tant qu'elle portait sur le capital dont l'Urbaine était débitrice.

La Cour de cassation cassa le jugement de Bordeaux pour les motifs suivants :

Attendu qu'en déclarant incessibles et insaisissables les rentes dues par les chefs d'entreprise, ou leurs assureurs, aux victimes des accidents du travail ou à leurs représentants, le législateur a entendu frapper d'indisponibilité *la créance elle-même* ; que, si après le délai de revision, la victime peut demander au tribunal que le quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente qui lui a été allouée, lui soit attribué en espèces, le tribunal, en autorisant cette conversion, ne modifie pas le caractère légal de la créance de la victime ; que la *créance des espèces, aussi bien que celle de la rente, demeure incessible et insaisissable aux mains des chefs d'entreprise ou de leurs garants.*

Attendu que le jugement attaqué constate que le tribunal de première instance de Bordeaux a, par décision du... autorisé la compagnie l'Urbaine à remettre en espèces à L., victime d'accident du travail, le quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente viagère de 187 fr. 50, qu'elle lui servait depuis plus de trois ans ; qu'il constate en outre que B., créancier de L., a

pratiquée une saisie-arrêt sur la somme qui serait due après conversion ; que ledit jugement a validé cette saisie-arrêt, qu'en *statuant ainsi il a violé la loi* (1). Par ces motifs, casse, etc.

La compensation des dépens avec le capital touché par l'indemnitaire est également contraire à la loi.

Ainsi l'a décidé la Cour de cassation.

Un jugement du tribunal de Grasse du 2 avril 1905 avait autorisé les chefs d'une entreprise à se libérer d'une rente de 43 francs qu'ils avaient été condamnés à payer à un ouvrier étranger, en payant à la victime un capital de 129 francs, et ledit jugement avait également autorisé les patrons à compenser les dépens exposés par eux avec la somme offerte.

Mais la Cour de cassation décida que pour toute indemnité, l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, fait l'attribution aux ouvriers étrangers victimes d'accidents, cessant de résider sur le territoire français, d'un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée, a comme la rente qu'elle remplace, une cause *alimentaire* ; que par suite ce capital est, comme la rente, insaisissable entre les mains du chef d'entreprise débiteur ; que par suite encore, le chef d'entreprise ne peut compenser les sommes qu'il doit à ce titre à l'ouvrier étranger, avec les dépens du procès que ce dernier aurait été condamné

1. D. 1911, 6, I, 118.

à lui payer ; qu'en autorisant G... et L... à compenser les dépens exposés par eux avec la somme offerte, le jugement attaqué a violé l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

La doctrine comme la jurisprudence sont donc aujourd'hui bien d'accord pour déclarer incessible et insaisissable, le capital provenant de la conversion de rentes, tant que ce capital est entre les mains du patron ou de son assureur.

PARAGRAPHE III

GARANTIE DU PAIEMENT DES CAPITAUX

REPRÉSENTATIFS DES RENTES

Les dispositions législatives qui garantissent le paiement des indemnités allouées en capital, sont les mêmes que celles qui assurent le paiement des rentes viagères. Le titre IV de la loi du 9 avril 1898 traite, de la façon la plus générale des *garanties destinées à assurer le paiement des indemnités dues pour incapacité permanente de travail, ou accidents suivis de mort.*

Ce n'est pas sans discussion que fut voté le système de garanties qui fonctionne actuellement en matière d'accidents du travail. Certes tout le monde était bien d'accord sur la nécessité d'organiser un ensemble de mesures propres à assurer aux travailleurs, le recouvrement des réparations pécuniaires instituées pour eux, et les garantissant contre l'insolvabilité toujours à craindre de leurs patrons.

Mais les divergences les plus extrêmes se manifes-

taient au contraire quand il s'agissait de faire choix du système de garanties. Les uns voulaient laisser aux chefs d'industrie toute liberté pour assurer le service des indemnités leur incombant, les autres au contraire, séduits par le principe de l'assurance obligatoire, voulaient l'imposer à tous les patrons.

Tel était le système préconisé primitivement par M. Ricard ; mais malgré l'éloquence de ses défenseurs, le système de l'assurance obligatoire fut définitivement abandonné, et le corollaire nécessaire de la non obligation de l'assurance, était l'impossibilité d'exiger du débiteur le versement du capital représentatif des rentes. C'est, en effet, ce principe que proclame formellement l'article 28 dont nous avons déjà parlé.

Mais si l'assurance obligatoire a été bannie de la loi sur les accidents du travail, il n'en subsiste pas moins un système d'assurances aux cas d'insolvabilité et de refus par le débi-rentier de payer l'indemnité. Si, en effet, le chef d'entreprise ou l'assureur, ne verse pas au moment de l'exigibilité, les indemnités mises à leur charge à la suite d'accident ayant entraîné la mort, ou une incapacité permanente, l'État prend purement et simplement leur place, et, par l'intermédiaire de la Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse, assure aux intéressés le paiement des sommes qui leur sont dues.

La Caisse est donc tenue de payer toutes les indem-

nités légales dues à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente. Elle est par conséquent tenue de payer à l'ayant droit le capital représentatif de la rente allouée, dans les cas de rachat des rentes inférieures à 100 francs, ou le capital dû à la suite de la conversion obtenue aux termes de l'article 9 ; de même, pour l'indemnité totale allouée au conjoint survivant au cas d'un nouveau mariage, ou à l'ouvrier étranger bénéficiaire d'une rente, lorsqu'il cesse de résider sur le territoire français.

Ajoutons que, lorsque l'accident est imputable à un tiers responsable, celui-ci doit effectuer à la Caisse nationale des Retraites le versement du capital constitutif des rentes qu'il a été condamné à servir à la victime de l'accident. En effet, dans ce cas, la Caisse des Retraites assure elle-même le service de la pension. Mais ce versement ne modifie en rien la forme des indemnités.

CONCLUSION

CONCLUSION

Les cas, où la conversion des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit est autorisée, constituent tous des dérogations au système actuel du *risque professionnel* en France d'après lequel les indemnités sont payées en rentes viagères.

Faut-il désirer une extension plus grande de ces dérogations ? Faut-il du moins donner plus d'élasticité à chaque dérogation ? Faut-il en un mot que les victimes d'accidents du travail ou leurs ayants droit, aient la possibilité de toucher des capitaux plus importants que ceux que le système actuel les autorise à recevoir en remplacement de leurs rentes ?

Nous ne pensons pas que la liberté puisse être absolue dans cette matière de la conversion.

Nous croyons cependant sans inconvénients que la Chambre du conseil pourrait accorder aux ouvriers une fraction du capital représentatif de leur rente plus grande que le quart.

Bien loin d'ailleurs de vouloir, dans ce domaine,

restreindre le pouvoir d'appréciation de la Chambre du Conseil, nous voudrions voir cette même Chambre statuer également sur les demandes de conversion en capital, des rentes inférieures à 100 francs.

En effet, nous l'avons dit, le rachat de ces sortes de rentes, malgré les modifications apportées à la loi de 1898 par celle du 31 mars 1905, donne fréquemment lieu à des abus difficiles à réprimer, tels par exemple que l'accord entre les parties pour diminuer, soit le taux de la réduction de capacité ouvrière, soit le salaire de base.

Sans doute cette faculté de rachat est parfois un avantage, en ce qu'elle permet aux parties de trouver, dans l'obtention d'un capital, la base d'un accord impossible à réaliser par l'allocation d'une rente minime, et aussi cette solution empêche la naissance de nombreux procès.

Aussi ne voulons-nous pas la suppression de cette faculté, mais sa réglementation, tout en sauvegardant les intérêts sincères des parties, diminuerait les abus encore existant aujourd'hui.

Les deux solutions précédentes peuvent donner lieu à controverse.

Nous pensons au contraire qu'aucune contradiction sérieuse n'est possible en ce qui concerne notre conclusion tendant à l'assimilation complète des ouvriers étrangers aux nationaux, en cas d'accidents du travail.

Quant à la disposition, qui attribue pour toute indemnité au conjoint survivant, en cas de remariage, une somme égale à trois fois la rente, nous émettons le vœu, qu'au nom des intérêts particuliers et généraux, le législateur en décide la suppression, et, ce faisant, maintienne au conjoint survivant, même en cas de remariage, l'indemnité qui lui a été précédemment allouée.

Vu : le Président de la thèse,

R. JAY

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Plan de la thèse.....	5
Références.....	7
Introduction.....	II

CHAPITRE PREMIER

DU REMPLACEMENT AUTOMATIQUE DES RENTES PAR UN CAPITAL

PARAGRAPHE PREMIER. — Du remplacement de la rente allouée au conjoint survivant en cas de rema- riage.....	29
Raisons qui ont amené le législateur à allouer au conjoint survivant en cas de remariage le tri- ple de la rente à titre d'indemnité totale.....	30
A qui appartient la qualité de conjoint survivant.	35
La Qualité de conjoint survivant appartient au mari comme à la femme.....	36
Le Conjoint survivant doit n'être ni divorcé ni séparé de corps.....	36
Le Mariage doit avoir été célébré antérieurement à l'accident.....	38
Appréciations diverses sur la conversion de la rente du conjoint survivant en cas de rema- riage.....	42

De la possibilité pour le conjoint survivant d'assigner le débirentier qui refuse le paiement du capital égal à trois fois la rente.....	46
PARAGRAPHE II. — Conversion en capital des rentes allouées aux ouvriers étrangers, en cas d'abandon du territoire français.....	50
Conditions d'exigibilité de la conversion.....	52
<i>Première condition.</i> — Cessation de résidence sur le territoire français.....	52
Cessation de résidence forcée (expulsion).....	52
<i>Deuxième condition.</i> — Abandon définitif du territoire français.....	56
Ouvriers travaillant en France mais résidant à l'étranger au moment de l'accident.....	60
Caractère de la conversion de la rente des ouvriers étrangers.....	65
De la conversion des indemnités allouées aux ayants droit de l'ouvrier étranger.....	67
Ayant droit étranger d'un ouvrier étranger....	69
Ayant droit français d'un ouvrier étranger....	69
Critique de la situation faite aux ouvriers étrangers.....	70
Annexe. Effets de la revision sur la conversion en capital des rentes allouées aux ouvriers étrangers.....	79

CHAPITRE II

DU REMPLACEMENT FACULTATIF DES RENTES PAR UN CAPITAL

PARAGRAPHE PREMIER. — Conversion en capital du quart de la rente.....	87
---	----

Historique.....	88
Appréciation de l'article 9, alinéa 1 ^{er}	93
A qui appartient le droit de demander la conversion du quart à la victime.....	101
Ayants droit, ascendants et descendants.....	102
Conjoint survivant.....	103
Époque de la demande en conversion du quart....	105
Point de départ du délai de revision.....	109
Taux du rachat du quart du capital.....	113
Procédure de la conversion du quart de la rente..	115
Du tribunal compétent.....	115
Mode d'introduction de la demande de conversion.	116
Le Tribunal en Chambre du Conseil doit statuer sur les demandes de conversion du quart.....	116
Caractère gracieux ou contentieux de la procédure de la demande en conversion du quart.....	118
Proposition de loi de M. le député Lenoir relative à cette procédure, 28 mars 1913.....	125
PARAGRAPHE II. — Conversion des rentes inférieures à 100 francs.....	133
Modifications apportées à l'article 21 de la loi du 9 avril 1898 par la loi du 31 mars 1905.....	135
Obligation d'effectuer le rachat d'après le tarif de la Caisse nationale des Retraites.....	137
Caractère conventionnel du rachat des rentes inférieures à 100 francs.....	147
Nullité du rachat des rentes supérieures à 100 fr..	149
Propositions de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 9 avril 1898 modifiée en 1905....	155
Proposition de M. le député Leboucq, 19 novembre 1906.....	155
Proposition de M. le député Lebrun, 15 mai 1909.	159
De la conversion des rentes inférieurs à 100 francs, allouées au conjoint survivant.....	163

De la conversion des rentes inférieures à 100 fr. allouées aux ouvriers étrangers.....	166
Indemnités dites à titre humanitaire.....	168

CHAPITRE III

PARAGRAPHE PREMIER. — Indemnités allouées aux vic- times d'accidents du travail et mises à la charge des tiers responsables.....	172
PARAGRAPHE II. — Insaisissabilité des capitaux repré- sentables des rentes.....	181
PARAGRAPHE III. — Garantie du paiement des capi- taux représentatifs des rentes.....	188
CONCLUSION.....	192

